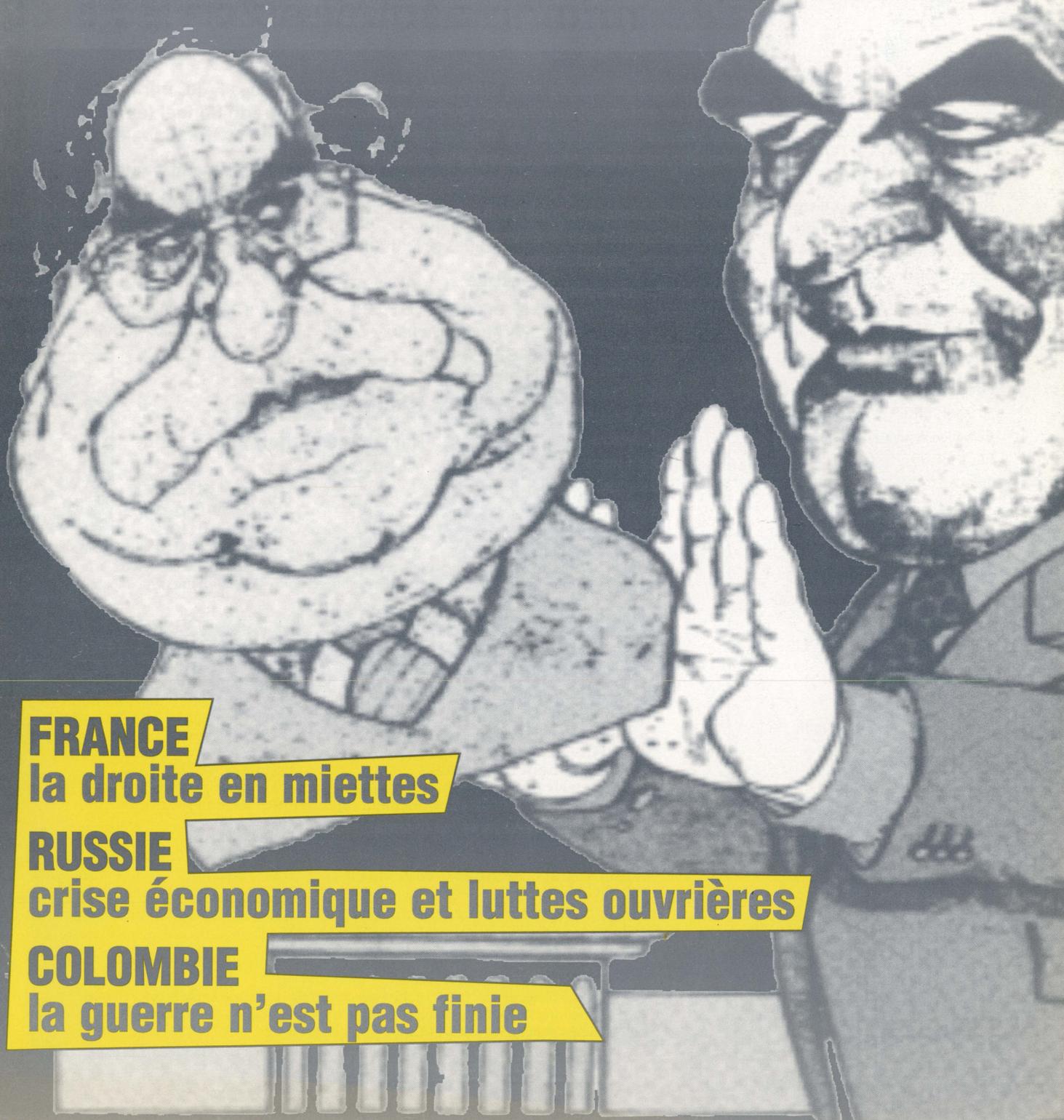


inprecor

Allemagne

un changement
au cœur de l'Europe ?



FRANCE
la droite en miettes

RUSSIE
crise économique et luttes ouvrières

COLOMBIE
la guerre n'est pas finie

Russie

<i>Un échec majeur du capitalisme</i>	Livio Maitan	3
<i>Crise financier et réalités de la "transition"</i>	Catherine Samary	4
<i>La lutte des mineurs</i>	David Mandel	6

France

<i>Droite en miettes, droite introuvable</i>	Jean-Louis Michel	9
--	-------------------	---

ALLEMAGNE : un changement au cœur de l'Europe ?

<i>Adieu à Kohl ou le bilan d'un phénomène</i>	Angela Klein	15
<i>Schröder : le retour des sociaux-démocrates ?</i>	Thies Gleiss	17
<i>Les Verts allemands : Histoire d'une adaptation</i>	Manuel Kellner	20

Irlande

<i>A propos de l'Accord du Vendredi Saint</i>	Philomena O'Malley	24
<i>Victoire britannique et désarroi républicain</i>	John North	24

Colombie

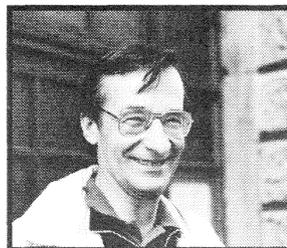
<i>La guerre n'est pas finie</i>	Déclarations des FARC et de l'ELN	27
<i>Près du dialogue, loin de la paix</i>	Alfredo Rangel (extraits)	28
<i>M. Perez, prêtre, guérillero, marxiste</i>	Zbigniew M. Kowalewski	29

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

- <i>Ukraine, correspondance</i>	Roman Kondakov	13
- <i>Polynésie, encore et toujours Flosse !</i>	Laurent Ziegelmeyer	14
- <i>XXV^e Camp des jeunes révolutionnaires</i>		36

Notes de lecture

Michael Löwy, <i>La Guerre des Dieux</i>	Fernando Matamoros	14
CERMTRI, <i>Cahiers du mouvement ouvrier</i>	J.-M. Krivine	14



Disparitions

8

Hans-Jürgen Schulz
(Allemagne)

Luís Graça
(Portugal)



Notre appel à un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* (cf. n° 423) au Sénégal commence à être entendu. Du fait de l'actualité, nous n'avons pu en rendre compte dans ce numéro. Ce sera dans le prochain. Nous avons déjà pu fournir régulièrement 50 exemplaires à nos lecteurs sénégalais.

Abonnement

(11 numéros par an)

● France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Autres destinations	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● PLI FERMÉ (toutes destinations)	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Moins de 25 ans et chômeurs	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● Institutions (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Abonnement de soutien	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Découvrir <i>Inprecor</i> (Réservé aux nouveaux abonnés ; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Inprecor

Revue d'information et d'analyse
 publiée sous la responsabilité
 du Secretariat unifié de la IV^e
 Internationale.

Les articles ne représentent pas
 nécessairement le point de vue
 de la rédaction.

Éditée par la PECI Sarl au capital de
 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,
 France.

Tél. : 33/0 1 43 79 29 60

Fax : 33/0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication,
 gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

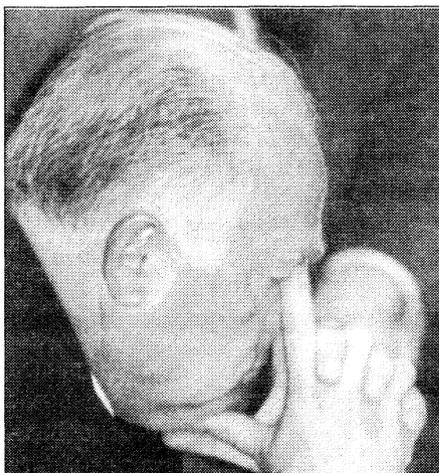
Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



Victor Tchernomyrdine à la Douma le 31 août (D.R.)

par
Livio Maitan

La crise en Russie bat son plein aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain politique. Il est possible quand même d'esquisser un bilan, fût-il sommaire, sinon des événements en cours, tout au moins de la période qui a suivi le coup d'août 1991.

Le projet des dirigeants qui se sont succédé sous l'hégémonie d'Eltsine était explicitement formulé : le but était de mettre fin au régime existant, c'est-à-dire à une société de transition bureaucratifiée, et de reconstruire une économie dite de marché, en d'autres termes de restaurer le capitalisme. Sept ans plus tard on peut affirmer que les mécanismes socio-économiques et à plus forte raison les structures politiques de la société bureaucratifiée — par ailleurs déjà profondément déchirée depuis la moitié des années 1980 — ont été, pour l'essentiel, balayés. Mais il n'en découle pas que la restauration capitaliste ait été parachevée.

En fait, un processus de restauration ne pouvait se réaliser qu'en combinant les trois niveaux économique, social et politique. Du point de vue économique, c'est une accumulation de capitaux substantielle qu'il fallait réaliser pour opérer toutes les restructurations nécessaires d'une large partie aussi bien des structures industrielles que de l'économie agricole. Ces capitaux n'existaient tout simplement pas. Certes, des secteurs privés s'étaient développés en marge de l'économie "officielle", mais étaient tout à fait insuffisants face aux besoins d'une accumulation capitaliste "normale".

En principe, une impulsion majeure aurait pu être donnée par un afflux massif de capitaux étrangers. Mais il existait quand même deux obstacles majeurs. Il était difficile aux nouveaux dirigeants de brader une grande partie de l'économie du pays avec toutes les conséquences

sociales découlant de restructurations imposées sans pitié. Qui plus est, les investisseurs étrangers n'étaient pas prêts à projeter des opérations de grande envergure dans un contexte socio-politique de toute évidence instable. Ces messieurs n'hésitaient pas à dresser les louanges du "démocrate" Eltsine, malgré le bombardement du parlement et toutes sortes de pratiques antidémocratiques, mais cela ne les empêchait pas d'être prudents en matière d'argent.

Deuxièmement, il n'est pas possible de sortir de son chapeau, du jour au lendemain, une classe sociale. Des capitalistes existent incontestablement en Russie, mais on ne saurait dire qu'ils constituent déjà une classe capable de gérer l'ensemble de l'économie selon les mécanismes du capitalisme. Dans une très large mesure, les nouveaux capitalistes sont des dirigeants qui avaient des responsabilités au niveau économique et/ou politique dans l'ancien régime et qui se sont reconvertis à l'économie dite de marché. Certes, leur rôle social n'est plus le même : toujours est-il que leur origine et leur formation rendent extrêmement difficile l'accomplissement de tâches qualitativement différentes.

Vide politique

Finalement, les institutions politiques de la société bureaucratique ont volé en éclat, mais sans être remplacées par de nouvelles institutions en état d'assurer une reconstruction économique et une réorganisation sociale dans un cadre d'ensemble un tant soit peu stable. Le mythe selon lequel l'économie de marché va de pair avec la démocratie a été encore une fois démenti. Le pire pour les nouvelles classes dominantes est qu'à l'heure actuelle elles n'ont même pas les instruments nécessaires pour instaurer une dictature, "civile" ou militaire. D'où les processus de désagrégation qui se sont dramatiquement accentués au cours des dernières semaines et qui ne seront pas arrêtés par la visite de l'infortuné Clinton.

La crise actuelle représente incontestablement une défaite majeure pour les dirigeants politiques russes et les couches capitalistes dont ces dirigeants se sont efforcés d'exprimer les intérêts. Mais c'est une défaite majeure également pour le capitalisme à l'échelle mondiale.

Après la dissolution de l'Union Soviétique les défenseurs du capitalisme non seulement avaient proclamé la victoire historique irréversible de leur système, mais ils avaient en même temps mis sur la restauration en Russie pour une relance de l'accumulation à l'échelle mondiale, voire pour une sortie de l'onde longue de stagnation qui dure désormais depuis presque un quart de siècle. Cette restauration en Russie, qui leur était apparue comme une planche de salut, est en train de devenir un multiplicateur explosif de toutes les tensions et contradictions qui bouleversent aujourd'hui l'économie mondiale.

Le plus dramatique de notre point de vue est qu'aucune alternative démocratique-révolutionnaire et socialiste ne se dessine pour l'instant. Ce vide reflète, en dernière analyse, aussi bien la fragmentation du cadre politique qu'une véritable décomposition sociale. Par ailleurs, un parti comme le Parti communiste de la Fédération de Russie dirigé par Ziouganov peut tout au plus exprimer le mécontentement et l'indignation légitimes d'une partie de la population. Mais, d'un côté, il est loin d'avoir réglé les comptes avec le stalinisme et continue de se réclamer du passé non seulement de l'Union Soviétique mais aussi de la Grande Russie. De l'autre, dans la mesure où il a une stratégie, c'est une stratégie qui implique l'acceptation d'une restauration capitaliste où l'Etat joue un rôle économique important, et non pas la construction d'une économie socialiste. Seule lueur d'espoir : des luttes ouvrières, comme celle des mineurs, qui pourraient se développer et se radicaliser davantage dans le cadre de la décomposition actuelle du régime instauré en 1991. ■

le 31 août 1998

Derrière la crise financière

Les réalités de la "transition"

par
Catherine Samary*

Globalement, le FMI pouvait s'estimer satisfait. Sur la base de ses recettes et critères habituels, la Fédération de Russie affichait les résultats attendus d'un "bon élève": une désinflation impressionnante permettant aussi de stabiliser le rouble (on est passé de plus de 100% en 1996 à moins de 10% d'inflation en 1998 — ce dont le premier ministre Tchernomyrdine pouvait se glorifier); une dette publique de l'ordre de 50% du PIB (à comparer avec les 90% du Japon et les 60% des critères de Maastricht); jusqu'alors, une balance commerciale excédentaire; enfin, un programme de privatisations de masse accéléré accompli entre 1991 et 1994 faisant de la Russie un pays doté de plus de 40 millions d'actionnaires...



Mais derrière cette réalité "virtuelle", l'économie est fort éloignée des équilibres et de la bonne santé que de tels chiffres sont supposés exprimer. Pire, du point de vue des réformateurs libéraux, les restructurations économiques attendues censées obéir aux indicateurs de marché et à une logique capitaliste n'ont aucunement

eu lieu, — bien que la logique du profit financier prolifère. Le cas russe est, plus que tout autre en Europe de l'Est, éloigné d'une "transition achevée" dans ses objectifs. Ceux-ci impliquent théoriquement une stabilisation institutionnelle et macro-économique susceptible d'encourager l'investissement productif et d'attirer les capitaux étrangers. Or, on n'a rien de tout cela dans la Fédération de Russie.

● **DERRIÈRE LA DÉSINFLATION**, il y a la généralisation des non-paiements et la démonétisation de l'économie. Les impayés touchent toute l'économie et sont devenus "un mode de fonctionnement" généralisé. Les impôts ne rentrent pas — mais l'État lui-même est en retard de paiement; les plus hauts dignitaires du régime et autres "nouveaux Russes" pratiquent notoirement la fraude fiscale, tout en votant des réformes fiscales qui risquent fort en pratique de toucher principalement les catégories les plus pauvres. Les dettes interentreprises accompagnent souvent des retards de plusieurs mois dans le paiement des salaires (comme le dénonce la grève des mineurs). L'économie de troc s'est considérablement étendue (10% des échanges se faisaient "en nature" en 1992 contre 50 à 70% selon les évaluations, aujourd'hui...). Des féodalités consolident leurs pouvoirs locaux en émettant des quasi-monnaies se substituant au rouble.

● **DERRIÈRE LA MODICITÉ** de la dette publique dans le PIB il y a donc d'abord la réalité des impôts non payés. Mais surtout, la baisse des dépenses de l'État est selon une logique d'austérité, imposée par la baisse de ses ressources: celle-ci est d'abord due à la chute de 50% du PIB en volume depuis 1991... Avec 450 milliards de dollars par an, le PIB de la Fédération de Russie vaut le tiers de celui... de la France (soit, par habitant

un rapport de 1 à 9 en faveur de la France). Certes, pour encourager dans la voie des réformes cette ex-grande puissance en voie de sous-développement, on a quand même accueilli la Russie dans le club des riches qu'est l'OCDE... Mais il s'agit d'une "grande puissance" dont toutes les branches industrielles se sont réduites de l'ordre de 30 à 70% depuis 1991, en volume. A quoi donc sert le budget? Au premier semestre de 1998, près de 40% des dépenses sont allés au service de la dette, avant même la hausse récente des taux d'intérêt sur les bons du trésor — GKO (libellés en roubles) — car l'objectif prioritaire de désinflation signifiait éviter le financement du déficit par la création monétaire. L'emprunt par l'émission de titres d'État restait la seule possibilité vu la baisse des recettes fiscales (et la difficulté de collecte effective des impôts). Pour attirer les financements étrangers et maintenir le rouble, l'État a augmenté les taux d'intérêts sur les GKO. La défiance croissant avec la crise asiatique a poussé les taux jusqu'à des niveaux prohibitifs de 60 à 100% dans les derniers mois — ce qui a accru mécaniquement encore le service de la dette, l'État empruntant de plus en plus chèrement et réduisant ses dépenses destinées à l'économie... pour payer ses emprunts. On est arrivé à une situation où par mois, les recettes du budget fédéral sont de l'ordre de 3,4 milliards de dollars — et les dettes à échéances d'environ 5 milliards. D'ici la fin de l'année 1998, l'État doit payer quelques 25 milliards de dollars, plus du double de ses recettes fiscales attendues... D'où la crise et la cessation de paiement. Mais les milliers de banques privées qui ont poussé comme des champignons, loin de financer l'économie ont acheté des GKO: l'investissement actuel représente en volume 1/5 de celui de 1991, car financer la restructuration des entreprises coûte cher et n'a aucune chance de rapporter autant... que de spéculer sur les bons du trésor: les banques ont donc mas-

* Catherine Samary enseigne l'économie à l'université Paris IX-Dauphine. Elle a publié, entre autres, *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, PubliSud-La Brèche, Paris 1988, *Plan, marché et démocratie*, C.E.R. n°7/8, Amsterdam 1988, *La Déchirure yougoslave, questions pour l'Europe*, L'Harmattan, Paris 1994.

sivement emprunté des dollars (au taux antérieur à la crise) pour acheter des GKO. 30% de la dette publique est financé sur les devises... La crise de paiement de l'État, si elle signifie (comme l'avait prévu l'ex-Premier ministre Kirienko) la restructuration de la dette, accompagnée de la dévaluation du rouble, implique une mise en faillite de ces milliers de banques...

● **QUANT À L'EXCÉDENT** commercial, il recouvrait d'une part, la chute drastique des importations liée à celle de la production ; et d'autre part, des ressources essentiellement liées à l'exportation de matières premières. Mais la chute du prix du pétrole vient de mettre fin à ces excédents. Les entrées de capitaux stables (liés à des investissements de long terme) sont rares: la Russie a accueilli de façon cumulée de 1992 à 1996 environ 50 dollars par habitant (moins de 7 milliards de dollars en tout) d'IDE (Investissements directs étrangers) — à comparer aux 1300 dollars par habitants (soit plus de 13 milliards) pour la seule Hongrie... Par contre, les sorties de capitaux sont massives : les profits réalisés notamment dans les combines de l'import/export et de la sphère financière n'étant pas réinvestis et allant se placer à l'étranger. Cette fuite des capitaux n'est donc partiellement compensée (côté entrées de capitaux) que par les prêts du FMI et autres institutions internationales et par les capitaux spéculatifs finançant le déficit public : les prêts du FMI sont, comme partout, une sorte d'indicateur sur lequel se fondent les capitaux privés volatiles pour venir se placer. Mais le FMI lui-même conditionne ses prêts... aux chiffres évoqués plus haut- donc face à la baisse des recettes, à une baisse accrue des dépenses de l'État qui n'assume plus ses responsabilités sociales.

● **LES PRIVATISATIONS**, enfin, se sont effectuées massivement sans apport de capital et de propriétaires capables de restructurer les entreprises. En 1992 on a distribué à toute la population des "coupons" valant environ un mois et demi de salaire de l'époque. Ils pouvaient être revendus ou utilisés pour acheter des actifs de

la "propriété sociale" transformée en sociétés par actions. Plusieurs formules de privatisation étaient proposées aux employés (dans un contexte où la valeur des entreprises a été largement sous-évaluée). L'immense majorité des travailleurs a choisi une "privatisation" permettant aux collectifs des entreprises (directeurs et employés) de rester majoritaires avec droit de vote. En pratique, ce processus a permis tout d'abord d'éviter le rachat des entreprises par des investisseurs extérieurs (bien que dans une deuxième phase les parts minoritaires d'actions étaient susceptibles d'être vendues, les acheteurs ne se sont pas précipités) — et de les maintenir, au ralenti (1). En pratique, c'est évidemment le pouvoir des directeurs d'entreprise (émancipé des contraintes antérieures du "centre") qui s'est ren-



On se presse devant les banques moscovites... (D.R.)

forcé, indépendamment d'une concentration possible dans leurs mains d'un nombre croissant d'actions, les travailleurs exploitant peu leur droit de vote. Incapables d'assurer et d'affronter une restructuration capitaliste de ces grosses entreprises, les directeurs y maintiennent souvent les anciens cadres de protections sociales et de fourniture de services. Les logements, certains services de santé, les crèches, etc., assurés dans le cadre des grandes entreprises de l'ancien système devaient théoriquement être "externalisés" (privatisés ou transférés aux collectivités locales) de façon à alléger leurs charges et faciliter les restructurations. Mais comment "privatiser" si les gens n'ont pas d'argent pour payer ? Et la plupart des collectivités locales refusent également d'assumer des charges dont elles n'ont pas les moyens. Donc les anciennes structures sont maintenues - les entreprises en "bonne santé rela-

tive" ouvrant même parfois leurs services à la population locale. A côté du maintien des anciennes entreprises comme cadre de protection partielle des travailleurs, des "combines" financières permettent souvent aux directeurs et aux potentats locaux des opérations fictives de sous-traitance ou d'exportation où se réalise sûrement une "accumulation primitive de capital" qui va largement se placer pour l'instant à l'étranger.

L'enjeu de la deuxième phase des privatisations (depuis 1996 surtout) et de la crise actuelle est la vente de secteurs stratégiques aux capitaux étrangers pour renflouer les caisses de l'État : les télécommunications, le pétrole, le gaz... Mais même pour brader de telles richesses il faut encore un État stable... Et les enjeux de pouvoirs et de propriété sont tout sauf stabilisés entre les grands lobbies des anciens ministères ou les diverses entités fédérales avides de contrôler leurs propres ressources... Les capitaux étrangers de leur côté hésitent face à cette incertitude des pouvoirs — quels sont les interlocuteurs crédibles dans les négociations et quel pouvoir protégera leurs acquis ? Ils risquent en outre de se heurter à une hostilité populaire croissante dès lors que des fleurons de l'économie seraient bradés...

Rien dans tout cela ne permet une "restructuration créative" ni même une unification marchande cohérente du pays. Car il n'existe nulle part au monde de marché stable sans État et institutions stables. Et il n'y a jamais eu de restructuration industrielle de l'ampleur recherchée sans politique économique menée par un État fort et protectionniste. Le paradoxe (d'un point de vue libéral) est que l'obstacle majeur à une stabilisation capitaliste de la Russie est la faiblesse de l'État et des institutions russes — et, au-delà, ...le manque de capital.

Vu le rôle stratégique de l'URSS, on peut se demander — et beaucoup le pensent en Russie — si l'objectif

1. Bien qu'à une autre échelle, ceci est également vrai des grandes entreprises de "pays-phares" de la transition, comme la République tchèque. Ce que nous analysons dans ces colonnes il y a quelques années est maintenant de notoriété publique : derrière les privatisations de masse et les fonds d'investissements tchèques, il n'y a pas eu de réel apport en capital, ni de restructurations, ni de "propriétaire" bien délimité, sinon, en dernier ressort derrière les banques, l'État...

spécifique de la transition dans son cas, n'était pas d'abord et avant tout de détruire de façon irréversible l'ancien système et de permettre le pillage de ses cerveaux et de ses matières premières. Sur ce plan, l'objectif est largement atteint. Mais la contradiction à laquelle se heurtent notamment les États-Unis (et le FMI) est qu'une telle destruction non créatrice est dangereuse (entre les risques liés à la dissémination des capacités nucléaires et ceux nourris par le patriotisme et la fierté de grande puissance humiliée).

Les formes maintenues, même dégradées, de "socialisation" par les grandes entreprises, la désindustrialisation et la dégradation sociale considérable (plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté) contribuent à rendre difficiles les luttes collectives — malgré une exaspération croissante : on cherche à garder au moins le lien avec "son entreprise", à obtenir le paiement de son propre salaire (quoi qu'il se passe ailleurs) ; on traque tous les petits boulots possibles ; on cultive son lopin de terre pour avoir quelques pommes de terre ; on vend ce qui n'est pas "essentiel" chez soi ou parmi les produits distribués par les entreprises. La crise financière et monétaire actuelle ne modifiera rien d'essentiel pour la vaste majorité de la population : elle a placé son épargne, quand elle en avait, dans les bas de laine et dans la principale banque contrôlée par la banque centrale (la Spersbank) plutôt que dans la pléthore de banques privées. Quant à la dévaluation, elle affectera surtout la minorité (moscovite essentiellement) capable d'acheter des biens de consommation étrangers. Le désarroi idéologique et identitaire est profond — avec dans les sondages une remontée considérable des appréciations positives du passé, notamment stalinien, voire de "l'âge d'or" des protections sociales que fut la grisaille brejnevienne - pendant qu'une génération de jeunes se tourne vers l'espoir du "business". L'absence d'alternative politique maintient le Parti Communiste de la Fédération de Russie comme principale force politique prête à composer avec l'actuel pouvoir — pour une forme de capitalisme d'État ? ■

La lutte des mineurs

par
David Mandel*

Le 10 juillet dernier à Moscou, le campement des travailleurs installé devant le siège du gouvernement (appelé "la Maison Blanche") entrait dans son trentième jour. L'initiative avait été prise par 200 délégués des mineurs provenant de différentes régions. Au mois de mai, les mineurs avaient bloqué pendant plus d'une semaine des lignes ferroviaires en signe de protestation : ils n'étaient plus payés depuis des mois. Le 24 mai les protestations avaient cessé à la suite d'un accord avec le gouvernement. Mais assez vite les mineurs s'étaient rendus compte que le gouvernement ne tiendrait pas ses engagements. Ils décidèrent donc d'envoyer des délégations à Moscou pour organiser ces "piquets" contre le gouvernement. En Oural, en Sibérie, dans l'Extrême orient de la Russie, des blocages sporadiques se poursuivent.

Le campement, organisé par le syndicat indépendant des mineurs (le plus petit des deux syndicats des mineurs du charbon — la direction du plus grand des deux syndicats ayant qualifié l'action de "cul de sac") devait obtenir un soutien croissant de la part de travailleurs d'autres secteurs, eux aussi victimes de la désastreuse politique économique du gouvernement. Cette politique, appuyée par les sept grandes puissances, comme le confirme le prêt accordé récemment à la Russie par le FMI, a paupérisé les travailleurs et supprimé toute aide sociale par l'état. L'industrie manufacturière et le potentiel technico-scientifique du pays ont été littéralement ravagés.

Un rapport de l'UNESCO souligne que les indicateurs démographiques de la Russie ressemblent à ceux d'un pays en guerre. A la suite de la faiblesse du mouvement ouvrier, en partie héritage du passé totalitaire, en partie conséquence d'une crise économique sans précédent, cette guerre apparaît plutôt comme unilatérale. Néanmoins, les "piquets" des mineurs pourraient marquer un tournant par rapport au passé, lorsque des manifestations de solidarité telles que celles de différents secteurs qui se sont produites maintenant, étaient rares. En fait, il y a eu de nombreux cas où, au sein de la même entreprise, un atelier arrêtaient une grève en ayant obtenu le paiement des salaires pendant que d'autres ateliers continuaient à ne pas être payés.

Le "piquet" est en train de devenir un point de référence pour tous les ouvriers qui

n'ont plus d'illusions dans le régime actuel et son programme économique, ainsi que pour l'opposition dans l'armée. Les mineurs du charbon ont contribué à installer Eltsine au pouvoir et ont été autrefois, au sein du mouvement ouvrier, les partisans les plus fervents de ses réformes. A l'heure actuelle, ils demandent sa démission immédiate, un changement radical du cours économique, et la renationalisation du charbon et d'autres secteurs-clé. Des délégations sont arrivées à Moscou en provenance de Toula, Iaroslavl, Kaluga, Ivanovo, Samara d'autres régions : en faisaient partie des travailleurs de l'automobile, de l'enseignement, des universités, des savants, du personnel médical et d'autres secteurs, ainsi que des étudiants et des militaires.

Déjà dans le passé, les mineurs avaient avancé des revendications politiques (cependant celle de la renationalisation est nouvelle) ; il s'agissait, toutefois, d'une monnaie d'échange pour obtenir finalement les salaires arriérés. Mais les participants aux "piquets" expliquent maintenant que les temps ont changé : ils n'ont aucune intention de renoncer à leurs revendications politiques. Le potentiel de ces protestations est d'autant plus important qu'elles se produisent à un moment où, à la suite des directives du FMI, c'est-à-dire des États-Unis et des autres pays du G 7, la politique du gouvernement risque de faire monter davantage la rage populaire. Le gouvernement est en train de supprimer ce qui restait de ses programmes sociaux et des aides à l'industrie, et d'introduire un système d'impôts encore plus régressif, qui va accroître le fardeau des travailleurs. De telles mesures vont reporter toute relance économique et aggraver le problème des salaires arriérés.

En même temps, la nouvelle "aide" massive du FMI donne la mesure de la banqueroute de la politique économique du régime. Le prêt visait à empêcher une dévaluation du rouble qui aurait ravagé le système bancaire, relancé une hyperinflation et détruit le soutien extrêmement limité dont le régime jouit encore à l'intérieur. L'aide du G 7 a donc été dictée surtout par des raisons politiques : on se faisait des soucis à propos de la stabilité du régime "compradore".

*David Mandel enseigne à l'Université du Québec à Montréal. Il est co-fondateur de l'École pour la démocratie ouvrière à Moscou, une institution de formation syndicale non partisane. L'article ci-dessus a été écrit en juillet, l'auteur nous a fait parvenir le 28 août un post-scriptum qui actualise l'article (cf. ci-contre).



Les mineurs sur la place Rouge le 31 août 1998 (D.R.)

Comme l'a dit Yegor Gaidar, l'un des architectes de la thérapie de choc, le « rôle constructif des États-Unis poussant vers un accord, était fortement inspiré par des impératifs internationaux » (Financial Times, 15 juillet).

Le bulletin du camp des mineurs daté 8 juillet a publié un « appel aux citoyens de Russie par des représentants des collectifs de mineurs qui participent aux piquets devant le siège du gouvernement de la Fédération russe et le Comité de coordination des syndicats et des associations sociales des universités et des instituts scientifiques ». Cet appel dit, entre autres : « Aujourd'hui en Russie, les mineurs, les travailleurs, les enseignants des instituts supérieurs et des écoles, les médecins, les étudiants, les ingénieurs et les cadres techniques, les savants sont en grève et s'engagent dans des actions de protestation massives. Ils exigent qu'on arrête le cours des réformes anti-populaires et la démission de Boris Eltsine. Nous leur exprimons notre solidarité totale. Nous demandons que les deux chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération russe changent la constitution fédérale dans le but de mettre fin à un régime présidentiel dictatorial, de rétablir un véritable gouvernement populaire et le contrôle du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif. Nous demandons que soient payés à temps aussi bien les salaires que les dettes de l'État et que le salaire de base ne soit pas inférieur au minimum vital. Nous demandons qu'on mette fin à la destruction et à la liquidation des ressources intellectuelles et technologiques du pays (...) Nous demandons l'annulation de la privatisation des secteurs-clé de l'industrie, de l'énergie et des communications et une révision scrupuleuse de tous les actes de privatisation sous l'angle de la légalité. Nous demandons que toutes les propriétés qui ont été pillées soient restituées à l'État ».

Il s'agit de revendications radicales qui touchent aux causes fondamentales de la condition des travailleurs et représentent un

pas en avant évident pour le mouvement ouvrier russe qui ces dernières années s'est limité à la revendication pitoyable et sans perspective de recevoir les salaires qui leur sont dûs.

Toutefois, une sérieuse faiblesse du mouvement réside dans l'absence d'un programme clair et d'un parti ouvrier qui puisse le défendre. Alors qu'il existe une volonté croissante de lutter ensemble contre le régime de Eltsine et sa politique, il n'y a pas de conception commune d'une alternative. Ce n'est que récemment que les participants aux "piquet" de Moscou ont commencé à se poser la question de savoir qui devrait accéder au pouvoir après Eltsine et quelle devrait être une nouvelle stratégie de réformes. Certains ont avancé l'idée d'un pouvoir politique parallèle, basé sur des comités de grèves élus. Au moins au campement de Moscou, très peu de gens se sont exprimés pour un "homme fort" sauveur, même si une telle option est présente dans la population y compris dans des organisations ouvrières. Quant à la direction syndicale, elle ne s'est pas penchée sérieusement sur la question d'une alternative à Eltsine et à sa politique.

Un autre problème réside dans l'absence d'une appréciation réaliste du rapport de forces. Les travailleurs les plus actifs deviennent de plus en plus impatients et ne se rendent pas compte que le mouvement ouvrier devra parcourir un long chemin. Il y a également une sous-estimation dangereuse de la volonté et de la possibilité pour le régime d'avoir recours à la violence contre le peuple. Il n'est vraiment pas évident de savoir de quelles forces de répression fiables dispose le gouvernement à ce moment. Pourtant, cette volonté a été clairement démontrée lors du massacre sanglant des défenseurs du Soviet suprême en octobre 1993 et ensuite par les actions terroristes de l'armée en Tchétchénie où des dizaines de milliers de personnes, la plupart non combattantes, ont été tuées. Si jusqu'ici des

mesures policières n'ont été que rarement adoptées contre le mouvement ouvrier, c'est parce que le gouvernement ne se sentait pas menacé.

Quoiqu'il en soit, le mouvement actuel a besoin du soutien international. Il est important que les travailleurs russes sachent qu'ils ne sont pas seuls. Il est important que le gouvernement russe et tous les gouvernements complices de ses crimes le sachent aussi (1).

Post scriptum

Le "campement" devant la "Maison Blanche" continue ce 27 août. Sa notoriété et son influence ont continué à progresser parmi la classe ouvrière, bien que moins rapidement que l'on pouvait l'espérer. L'opinion publique lui reste favorable malgré les tentatives du gouvernement et des médias de discréditer l'action et de brandir la menace de la répression. De plus, les mois de juillet et août ont connu un niveau de luttes ouvrières inhabituellement élevé pour l'été (alors que les usines sont souvent fermées et que les travailleurs cultivent avec acharnement leur lopin de terre).

Le "campement" n'est pas pour autant devenu le centre d'un mouvement de protestation unifié à l'échelle nationale. Cela tient peut-être à la période estivale et maintenant, avec l'approche de l'automne et la phase finale du régime néolibéral de Eltsine, le mouvement pourrait rebondir. La principale fédération syndicale a appelé à une grève générale en novembre, mais le choix d'une date aussi tardive ne permet pas de douter que l'intention est de temporiser et d'affaiblir le mouvement.

L'un des aspects les plus positifs du piquet devant la "Maison Blanche" est qu'il s'agit d'une tentative d'en bas d'unifier la lutte, adressée aux structures syndicales nationales et aux fédérations, dont les directions ont fait preuve de leur incapacité et de leur refus d'en prendre la tête. La Russie a atteint le point où ceux "d'en haut" ne peuvent plus gouverner comme avant et où ceux "d'en bas", qui sont en train de voir leur souffrance "habituelle" atteindre un niveau qualitativement supérieur, ne sont plus prêts à accepter la même oppression qu'avant. C'était pour Lénine la définition même d'une situation révolutionnaire. C'est précisément dans une telle situation que le rôle de la direction politique devient crucial, si l'on veut aboutir à une solution positive pour les travailleurs. Cela reste pourtant le talon d'Achille du mouvement ouvrier russe. ■

1. Les messages de soutien peuvent être envoyés à l'adresse suivante : Syndicat indépendant des mineurs, Novyi Arbat 15, rm. 2401, Moscou 121910, Russie ; tel/fax : (095) 202 61 20 ; E-mail : <minetr@dol.ru>. Le site web des "piquets" est : <http://people.weekend.ru/antrazit>

Allemagne

Hans-Jürgen Schulz (1933-1998)

Notre camarade Hans-Jürgen Schulz est mort, le 15 juillet 1998, d'un cancer contre lequel il a lutté pendant dix ans. C'est une perte irremplaçable pour le RSB (Ligue socialiste révolutionnaire), la Quatrième Internationale et la gauche révolutionnaire.

Hans-Jürgen a consacré toute sa vie politiquement consciente à la lutte pour une société socialiste : comme militant de base, comme membre de la direction de l'Internationale et de sa section allemande, comme éditeur et auteur, comme orateur, organisateur et comme être humain.

Dès sa jeunesse, marquée par les atrocités du nazisme et de la guerre mondiale, il fortifie ses convictions antimilitaristes et antifascistes. Hans-Jürgen se rapproche du marxisme, quand, lycéen, il lit le *Manifeste communiste*, ce qui le pousse vers l'étude de l'économie politique. En 1954, à l'époque où la défaite de la gauche ouest-allemande est déjà patente, il adhère au SDS, l'organisation étudiante de la social-démocratie, le SPD, puis à l'organisation de jeunesse de celui-ci, les Jusos (Jeunes socialistes).

Au sein de cette aile gauche, il participe, dès les années 50, aux débats qui agitent le SPD, autour de la remilitarisation de l'Allemagne, l'armement nucléaire de la nouvelle armée allemande, et l'adaptation du SPD au capitalisme restauré de l'ère Adenauer. Là, il apprend ce que signifie lutter contre le courant.

En novembre 1961, la direction du SPD proclame l'incompatibilité entre l'adhésion au Parti et au SDS. Hans-Jürgen, devenu membre de la direction du SPD à Hambourg, préfère être expulsé du Parti, plutôt que de trahir le SDS. Mais il garde le contact avec la gauche socialiste à travers des cercles tels que "l'Association pour la promotion du socialisme", et la "Ligue socialiste", autour de Wolfgang Abendroth.

Dans les années 60, période de la guerre froide, Hans-Jürgen joue un rôle dirigeant, à Hambourg et en Schleswig-Holstein, dans le mouvement des marches de Pentecôte contre la course à l'armement nucléaire. Malgré le harcèlement policier incessant et les dénonciations des politiciens bourgeois, les marches réussissent à cristalliser le mouvement extraparlémentaire en Allemagne occidentale. La révolte jeune contre la

guerre du Viêt-nam, l'adoption des lois d'exception et la chasse aux sorcières de la part du groupe de presse Springer atteignent leur paroxysme après la tentative d'assassinat contre Rudi Dutschke.

Hans-Jürgen qui s'est fait un nom comme syndicaliste et délégué d'entreprise, est l'un des organisateurs à Hambourg de la plus grande contestation contre l'ordre bourgeois en Allemagne.

Le mouvement de 1968 marque une étape décisive dans sa vie. En 1969, quand la section allemande abandonne l'entrisme dans le SPD, Hans-Jürgen rejoint la Quatrième Internationale. Très vite, il joue un rôle dirigeant au sein du GIM (Groupe des internationalistes marxistes). De Hambourg, il contribue avec autorité au développement de la politique concrète et des fondements analytiques du socialisme révolutionnaire en Allemagne de l'Ouest - dans le travail antimilitariste et la campagne syndicale contre la bombe atomique dans les années 70, dans le mouvement antiguerre des années 80 ou le mouvement antiraciste et antifasciste des années 90.

En 1986 Hans-Jürgen appuie la fusion entre le GIM et le KPD (un groupe issu du mao-stalinisme) débouchant sur la constitution du VSP (Parti socialiste unifié). Mais lorsque il prend conscience que cette expérience ne contribue en rien au renforcement de la gauche révolutionnaire, il quitte, avec d'autres, le VSP à la fin des années 80. C'est cette nouvelle défaite de la gauche allemande qui lui inflige les plus grandes blessures politiques et personnelles.

Malgré les difficultés et la gravité de son cancer, Hans-Jürgen ne se veut pas de rester absent de l'effort pour constituer un noyau marxiste-révolutionnaire en Allemagne de l'Est. A travers le groupe "Avanti", il contribue fortement à la refondation de la section allemande, et, en 1994, à la constitution du RSB.

Le bilan de l'internationalisme de Hans-Jürgen est sans tache - de la solidarité pour le Viêt-nam aux marches européennes contre le chômage, en passant par son soutien à l'opposition antistalinienne à l'Est, la campagne pour la libération du Kurdistan et la lutte pour le socialisme au Sri Lanka.

Hans-Jürgen et sa femme Barbara, qui a été une source de force et d'encouragement depuis le début de leur vie commune dans les années 50, n'ont jamais hésité à faire tous les efforts matériels qu'exigeait une solidarité

sans limites. En automne 1982, ils sont arrêtés en RDA alors qu'ils transportent du matériel clandestin vers la Pologne, et détenus pendant 18 jours. Mielke, le chef de la Stasi, s'informe directement de la préparation du procès. C'est grâce à une campagne internationale qu'ils sont relâchés.

Sous différents pseudonymes (Karl Karew, Fred Sommer ou simplement HJ) Hans-Jürgen a publié une impressionnante série d'articles dans notre presse allemande et internationale. Plusieurs livres et brochures analysent le militarisme en Allemagne, en URSS et aux États-Unis. D'autres examinent le fonctionnement des services secrets et des organisations fascistes, la chute du stalinisme en Allemagne de l'Est, et le développement du capitalisme néolibéral en RFA et sur le plan international.

Nous devons nous inspirer de l'engagement exemplaire de Hans-Jürgen contre toute forme d'exploitation, de répression et d'exclusion. Et continuer le combat organisé contre la barbarie capitaliste, pour un socialisme révolutionnaire. Avec ténacité, radicalité, sincérité, modestie, sérieux et humanité, à l'image de ce qu'était Hans-Jürgen.

Le secrétariat politique du RSB

Portugal

Mort de Luís Graça

Luís Fernando Zuzarte de Sousa Graça, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV^e Internationale), vient de mourir. Avec lui disparaît pas seulement le militant et le camarade de tant de combats, mais aussi le professeur d'éducation physique, qui, depuis 1972, a été une référence incontournable pour beaucoup de jeunes générations de lycéens.

Le 25 avril 1974 avait trouvé le professeur du lycée D. Joao de Castro en situation d'insoumission et par conséquence recherché par la police du régime fasciste. En 1975 il avait adhéré à la Ligue communiste internationaliste, à l'origine en 1978 du PSR, après avoir été un des principaux dirigeants d'un groupe de la gauche révolutionnaire, la Ligue pour la reconstruction du parti révolutionnaire. Depuis 1982, il était régulièrement élu au Comité central du PSR et à partir de cette année il devint l'animateur le plus connu du travail syndical de notre organisation parmi les enseignants.

Organisateur infatigable d'une alternative de gauche unitaire et démocratique à l'intérieur du Syndicat des professeurs de la Grande Lisbonne (SPLG), il avait été élu en 1994 à la direction du SPGL et de la fédération enseignante FENPROF. Outre son rôle d'animateur des débats d'orientation, au sein de la direction de la FENPROF, Luís était responsable de la lutte contre le racisme et la xénophobie ainsi que des conditions de travail dans les écoles. Il était aussi membre de la Commission exécutive et de la Commission administrative du SPGL.

Membre fondateur de l'association José Carvalho (fondée après l'assassinat de notre camarades José par les fascistes), il était en charge des projets d'éducation antiraciste. Après l'assassinat de José, il avait été responsable, pendant 4 ans, du service d'ordre du PSR, ce qui l'avait exposé aux agressions de skin-heads.

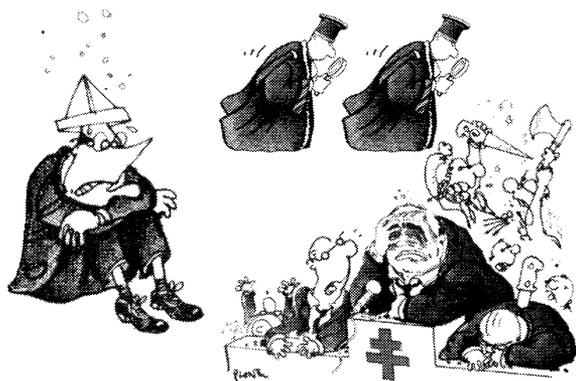
Il était délégué du PSR au deux derniers congrès mondiaux de la IV^e Internationale, et, de 1991 à 1995, membre de son Comité exécutif international. Par sa voix et sa présence le PSR était représenté dans les instances centrales de discussion et de coordination de notre courant à l'échelle mondiale. Il avait été membre du secrétariat national du PSR de 1985 à 1996, quand, du fait de ses responsabilités syndicales, il n'a pas pu continuer son travail de direction de manière permanente. Lors des dernières élections municipales il fut le candidat du PSR à la mairie d'Oeiras, ville où il vivait et dans laquelle, grâce à son travail, le PSR avait obtenu un score largement supérieur à la moyenne nationale.

Il était en train de terminer son doctorat en science de l'éducation et était vice-président de l'Association nationale des professeurs d'éducation physique.

Avec sa mort le PSR perd un de ses dirigeants les plus importants, auquel on doit beaucoup de ce que l'organisation est aujourd'hui : une présence toujours solidaire avec de très forts liens d'amitié entre diverses générations de militants, un membre du mouvement social et un dirigeant syndical toujours prêt à défendre la démocratie interne et les droits des enseignants.

Irremplaçable, la mémoire de sa présence et de son activité politique sera un stimulant pour poursuivre notre lutte pour une société socialiste.

PSR, Lisbonne 15 août 1998.



Droite en miettes, droite introuvable

par
Jean-Louis Michel*

La crise des partis de droite et leur émiettement galopant expliquent en grande partie la cote de popularité des deux têtes de l'exécutif, Jacques Chirac et Lionel Jospin, ainsi que l'apparente facilité avec laquelle la gauche plurielle gouverne un pays majoritairement ancré à droite comme l'ont montré toutes les consultations électorales récentes, y compris les législatives de mai-juin 1997. Elle met surtout en lumière la place désormais solidement acquise par l'extrême droite frontiste et l'efficacité des pressions qu'elle exerce sur des formations de droites désarmées, en proie à la guerre des chefs sur fond de corruption généralisée et en l'absence d'un projet stratégique unificateur. Les fascistes profitent chaque jour davantage de cet état de fait dont les racines sont profondes et parfois anciennes. Éclairages sur une crise durable, multiforme et imprévisible quant à ses pics d'intensité.

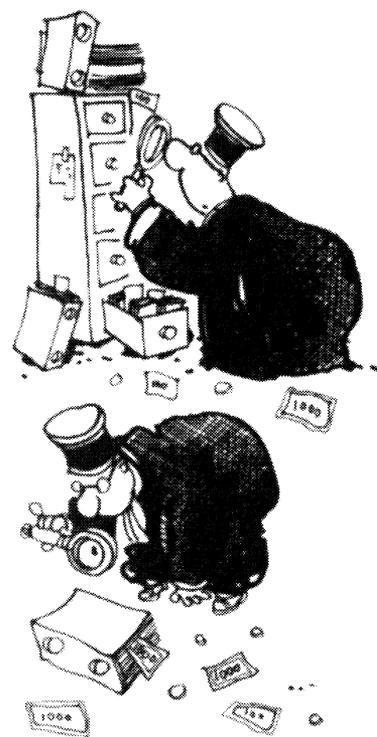
Il ne se passe pas de semaine qui n'apporte de nouveaux développements à la crise de décomposition de la droite politique en France. La trêve estivale n'aura même pas calmé le jeu. L'adhésion de Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon qu'il gère avec les fascistes, à Démocratie libérale (DL), l'extrême formation de l'UDF passée sous la coupe de l'ultra-libéral Alain Madelin, a fissuré davantage encore l'édifice. Il s'en est suivi une nouvelle scission avec la constitution d'un Pôle républicain indépendant et libéral (PRIL) à l'initiative de Gilles de Robien. De manière concomitante, les éléments les plus sensibles aux sirènes fascistes au sein de Force démocrate (FD), la formation du centriste

François Bayrou, lui-même assez constant dans son refus de collaboration avec le Front national (FN), ont entamé, à l'initiative de Claude Coasguen, un rapprochement avec les amis de Madelin. Et bien que celui-ci ait quitté l'UDF, tout comme Millon qui en fut expulsé, ils suscitent une candidature contre Bayrou qui en revendique la présidence.

Révéléateur de l'effet de dominos qui taraude la droite, ces chassés-croisés ont laissé de marbre les patrons autoproclamés de l'Alliance, conçue au printemps comme la structure fédératrice de l'ensemble des groupes, sous-groupes et groupuscules de l'opposition parlementaire. Silence radio en effet tant du côté de Philippe Seguin pour le RPR que de François Léotard, encore président de l'UDF pour quelques semaines. L'Alliance est mort-née. Ses statuts à peine adoptés sont bafoués par Madelin, un des cinq parrains, sans que les autres (Seguin, Léotard, Bayrou, Sarkozy) ne réagissent pour ne pas prendre le risque d'une explosion plus dévastatrice. Des statuts qui stipulaient en effet « *L'association a pour but de favoriser l'union des formations politiques représentant les courants de pensée de l'opposition républicaine. Elle concourt à l'expression des valeurs républicaines de liberté et de solidarité. Elle refuse toute compromission avec l'extrémisme* ». Qu'à cela ne tienne... Madelin et DL rejoignent dans l'autonomie revendiquée Pasqua et ses clubs, de Villiers et son mouvement, Millon et la Droite. Morcellement en chaîne, d'autant que pour donner une idée de la profondeur du phénomène de désintégration des droites au travers des instantanés de l'été, l'on se doit de mentionner au moins deux autres épisodes. Sans compter la mise en examen d'Alain Juppé.

D'abord, la retraite piteuse d'un Jacques Toubon parti à l'assaut de la citadelle parisienne, joyau de la chiraquie, contre l'actuel occupant du fauteuil de maire, le sulfureux Jean Tibéri. La messe était dite, Paris ne vaut pas encore une

révolution de palais jugée par trop dangereuse à l'Élysée où l'on craint par dessus tout un grand déballage qui éclabousserait de manière irrémédiable le président. L'autre épisode, plus emblématique encore de ces déshérences sans fin, c'est celui qui a vu un ex-premier ministre, ex-candidat désigné des secteurs dominants de la bourgeoisie à la présidence de la République en 1995, s'essayer au jeu de l'oeillade appuyée en direction des tenants du parti fasciste. Balladur lui-même proposait en juin de créer une commission, ouverte au FN, afin de se saisir du thème de la préférence nationale. Nicolas Sarkozy, précisant dans la foulée, « *cela me choque d'autant moins que l'on discu-*



te tranquillement de la préférence nationale, qu'elle existe dans la fonction publique ».

S'ajoute aux affres de ce climat pestilentiel, la défausse, le 14 juillet, d'un Jacques Chirac, trop heureux de surfer sur la crête des courbes de popularité dans le sillage du premier ministre et des vain-

* Jean-Louis Michel est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IV^{ème} Internationale.

Les caricatures illustrant cet article, sauf indication contraire, sont de Plantu et ont paru dans *Le Monde*.

Repères... Repères...

La droite politique, l'opposition parlementaire, est à ce jour regroupée au sein de l'**Alliance pour la France**, sorte de coalition électorale, mise en place en mai 1998 au lendemain de la débâcle des élections régionales et cantonales. (elle-ci disposait au départ d'un directoire de cinq membres fondateurs, les gaullistes Philippe Seguin et Nicolas Sarkozy pour le RPR, les libéraux François Léotard et Alain Madelin ainsi que le centriste François Bayrou, tous trois issus de l'UDF. Cette structure de type fédéral se voulait l'incarnation d'une droite unie en vue de futures et difficiles échéances électorales. Si elle s'est dotée de statuts, elle n'a aucune instance représentative, élue, au plan national et encore moins au plan local. C'est tout juste si elle a pu jeter les bases d'un groupe à l'Assemblée sans parvenir réellement à dépasser les frontières des divers groupes existants.

Quant aux partis, le courant gaulliste se retrouve au sein du **Rassemblement pour la République** (RPR). Issu du coup de force de Jacques Chirac soutenant avec 43 autres "conjurés" la candidature de Valéry Giscard d'Estaing contre la candidature officielle des gaullistes, celle de Jacques Chaban-Delmas, à l'élection présidentielle de 1974, le RPR se veut le parti de l'actuel président de la République. Dirigé par **Alain Juppé**, premier ministre jusqu'aux élections législatives de mai-juin 1997, il est depuis présidé par **Philippe Seguin**, ancien maire d'Épinal dans les Vosges et animateur de la campagne contre la ratification du traité de Maastricht avec Charles Pasqua, avant que d'être l'un des principaux soutiens de Chirac lors de la campagne présidentielle de 1995. Dans sa volonté de "rénovation", il s'est toujours heurté au contrôle à distance de l'Élysée et de ses réseaux, en particulier lorsqu'il a voulu changer de nom pour éviter l'héritage des affaires de corruption qui le menaçait. Alain Juppé et près d'une vingtaine d'autres membres du RPR sont mis en examen pour "abus de biens sociaux" et "détournement de fonds publics". A noter que **Jean-François Mancel**, élu dans l'Oise, secrétaire général du RPR jusqu'en mai 1997 et chaud partisan de l'alliance avec l'extrême droite, a depuis rejoint La Droite de Millon.

Dans cette mouvance gaulliste, **Charles Pasqua** et les siens, regroupés au sein d'un réseau dénommé **Demain la France**, réactivé en juin 1998, occupent une place particulière. Antimaastrichtiens d'hier et d'aujourd'hui, ils développent une orientation nationaliste très marquée à droite sur un créneau comparable à celui du **Mouvement pour la France**, fondé en 1992 par le vicomte **Philippe de Villiers**, lui-même issu de l'UDF et qui a, depuis, souvent présenté des candidats indépendants contre ceux des autres formations de droite à chaque élection importante.

L'**Union pour la démocratie française** (UDF), fondée en 1978, avait vocation à regrouper la droite qui ne se reconnaissait pas dans le courant gaulliste. Elle fut longtemps présidée par **Giscard d'Estaing** avant que celui-ci ne cède, contraint et forcé, la place à **François Léotard**, maire de Fréjus, qui abandonnera son mandat d'ici quelques semaines. Regroupement de type confédéral, son principal pilier fut longtemps le **Parti républicain** (PR), aujourd'hui transformé en **Démocratie Libérale** (DL), depuis qu'**Alain Madelin** en a pris récemment le contrôle. La nouvelle direction se fait le chantre de l'ultralibéralisme. Son principal inspirateur, Madelin, cumule un lourd passé d'extrême droite à l'Occident, organisation fasciste des années soixante et soixante-dix. Les dirigeants de l'ex-PR, dont Léotard, sont mis en examen pour financement occulte. Madelin n'a pas hésité à se porter partie civile contre ses anciens amis. De ce courant est issu le **Pôle républicain indépendant et libéral** (PRIL), qui a scissionné, à l'initiative de **Gilles de Robien**, maire d'Amiens, refusant la compromission de leur formation avec le Front national (FN) de Le Pen.

Autre composante de l'UDF, les centristes, héritiers des démocrates-chrétiens et regroupés dans le **Centre des démocrates sociaux** (CDS) dont la plupart des anciens dirigeants, dont **Pierre Méhaignerie** et **Jacques Barrot**, sont mis en examen pour des affaires de financement occulte. Le CDS transformé de ce fait en **Force démocrate** est aujourd'hui dirigé par **François Bayrou**. Ce dernier brigue la présidence de l'UDF. C'est le courant en principe le plus opposé aux alliances avec le FN, ce qui n'a pas empêché Charles Baur, un de ses membres, de se faire élire à la présidence de la Picardie avec les voix des fascistes tandis que **Claude Coasguen** le quittait pour DL.

Sont également membres de l'UDF, le **Mouvement des réformateurs de Jean-Pierre Soisson**, élu président de la Bourgogne avec les voix du FN, le **Parti populaire pour la démocratie française** (PPDF) d'**Hervé de Charette**, le "chiraquien" de l'UDF; le **Parti radical** de **Cornillet** et le regroupement des **adhérents directs de Wiltzer**. Mais il ne s'agit que de réseaux autour d'une personnalité, au demeurant pas forcément de premier plan Est enfin issu de la confédération, **Charles Millon**, élu président de Rhône-Alpes avec les voix du FN et fondateur en avril 1998 du parti **La Droite**.

A noter encore qu'à de rares exceptions près, le gros de l'UDF avait fait d'**Edouard Balladur** (RPR) son candidat contre Chirac à l'élection présidentielle de 1995 ; l'un de ses principaux lieutenants à l'époque, **Nicolas Sarkozy**, est aujourd'hui secrétaire général de la formation gaulliste.

(J.-L. M.)

queurs du mondial, qui a laissé la droite un peu plus orpheline. Du haut d'une stature présidentielle qu'on ne lui connaissait guère, celui-ci a paru se désintéresser totalement de la crise de son propre camp, traitée sur le mode des querelles subalternes. Il reste qu'avec la rentrée qui se profile, des sénatoriales où la droite perdra encore quelques plumes avant que la ratification du traité d'Amsterdam à l'Assemblée ne vienne aviver ses divisions, l'avenir apparaît lourdement chargé pour ses partisans.

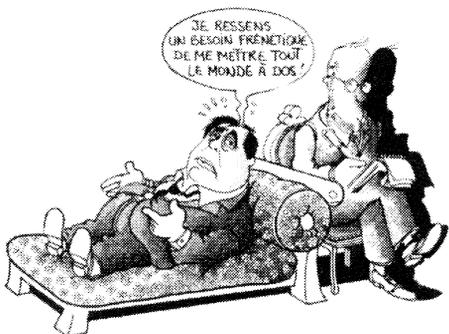
Institutions, l'exception française et le malentendu de 1995

Quoi qu'elle en pense, la droite devra en effet faire avec des Institutions qui, si elles assurent une certaine stabilité et continuité de l'État, sont dans les conditions présentes le principal obstacle à sa recomposition. Elles protègent le président qui l'a entraînée vers sa perte. Issue du coup gaulliste de 1958, la Constitution la plus antidémocratique des États membres de l'Union européenne figent en effet le fonctionnement de la vie politique en assurant la prééminence sans partage de l'exécutif, avant tout du président. Avant d'en tirer lui-même parti, François Mitterrand l'avait qualifiée non sans raison de « *Constitution du coup d'État permanent* ». Ce n'est pas un hasard si en quarante ans, cette anomalie française n'a connu que deux monarches constitutionnels collant parfaitement au rôle titre, Charles de Gaulle et François Mitterrand. Les autres, de Pompidou à Chirac en passant par Giscard d'Estaing, ont dû faire face à des crises internes de leur propre majorité présidentielle d'autant plus fortes que leur légitimité était fragile ou déclinante.

La légitimité de Jacques Chirac fut d'emblée mise en cause par les conditions de son élection contre le candidat de fait des secteurs dominants du grand capital français et européen, le premier ministre sortant de l'époque, Édouard Balladur. Le premier était presque unanimement décrié comme un homme imprévisible et incontrôlable, aux convictions européennes incertaines. Il fut pourtant élu sur la base d'une campagne contre la "fracture sociale" suscitant un intérêt certain dans l'opinion, y compris dans la jeunesse, qui devait se retourner comme un gant au contact d'un exercice du pouvoir aussitôt placé sous les feux de l'austérité par Alain Juppé, à la tête du gouvernement. Jamais

période dite "utile" d'un septennat — celle où les réformes sont possibles parce que le président bénéficie de la bienveillance de l'opinion — ne fut aussi courte puisque, à peine plus de six mois après son intronisation, Chirac fut confronté au mouvement de novembre-décembre 1995, la plus grande mobilisation des secteurs publics depuis mai 1968. De ce malentendu originel à la bévue de la dissolution de convenance d'avril 1997, il n'y avait qu'un pas que l'imprévisible Chirac s'empressa de franchir dès qu'il en eut l'occasion entraînant du même coup son propre camp dans une crise sans précédent.

Les quinze mois de cohabitation ont illustré jusqu'à la caricature l'impasse dans laquelle se trouve de ce fait la droite politique confrontée au carcan des Institutions. Affaibli quant à sa capacité d'initiatives, peu ou prou considéré comme un homme politique fini par ses anciens amis, Chirac ne peut "qu'accompagner" le gouvernement de la gauche

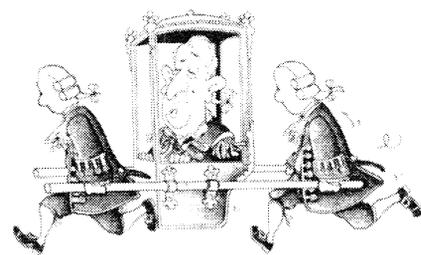


plurielle en s'efforçant de préserver les formes pour ne pas "abaïsser sa fonction". A ces conditions il peut caracolier au plus haut dans les sondages en compagnie du chef du gouvernement. Mais cette popularité des deux têtes de l'exécutif a des effets strictement inversés dans les deux camps. A gauche, Jospin, peut toujours laisser espérer de nouveaux gains électoraux à ses troupes aux élections sénatoriales — après les élections régionales et cantonales — multipliant les initiatives et réformes de modernisation de la société française sur fond de retour à la croissance. Il a verrouillé son parti et satellisé autour de lui ses alliés. Pour lui le seul danger, largement virtuel quant à l'exercice du pouvoir, se situe sur sa gauche. Pour Chirac au contraire, ses performances dans les sondages, n'apportent rien à l'opposition, la contraignant seulement à une discipline parlementaire de solidarité avec le président qui diffère d'autant son propre rétablissement politique. C'est une situation probablement durable dans la

mesure où ni l'Élysée ni Matignon n'ont intérêt à ouvrir une crise de cohabitation que rien ne justifie à l'heure de la mise en place de la troisième phase de l'union monétaire (UEM), jugée comme l'affaire décisive de la législature et du septennat.

Les prétendants à la relève à droite doivent dès lors gérer la durée sans se découvrir trop tôt dans l'hypothèse où l'attelage Chirac-Jospin parviendrait à l'échéance normale de la prochaine élection présidentielle en 2002. Au risque de ne pas exister d'ici là et pour se préparer à la seule élection qui vaille, il leur faut néanmoins assurer le quotidien d'une opposition en pleine déconfiture électorale en tâchant de faire vivre, qui son parti, qui son réseau, avec ce mélange particulier du chacun pour soi et du minimum de solidarité collective pour ne s'aliéner personne. Mission impossible qui débouche parfois sur le cocasse. Ainsi, le *Canard enchaîné* croit savoir que Balladur envisagerait son élection à l'Académie française pour voir venir. C'est dire... D'autres caciques se cherchent un point de chute à l'image de Bayrou se rabattant sur la présidence d'une UDF moribonde ou de Seguin à la peine à la tête d'un RPR dont il n'est jamais parvenu à maîtriser tous les rouages. De quoi mettre en appétit des seconds rôles trop heureux de pouvoir envisager de tenter, demain, leur chance, à la manière d'un Sarkozy au RPR ou d'un Madelin à DL. Le vide et le trop plein en quelque sorte sans qu'apparaissent les conditions de mise sur orbite d'un parti du futur président, en principe nécessaire à la conquête et à l'exercice du pouvoir du Bonaparte. D'autant que la désaffection envers les partis de droite est patente. Si la formation de Millon, la Droite, apparaît comme une "miraculée" avec ses 16 000 adhérents « recensés sous contrôle d'huissier », c'est tout simplement que DL ou l'UDF en totalisent nettement moins. Le RPR lui même, réputé plus solidement "établi dans ses cartes", au point de faire parfois figure de parti de masse, aurait perdu la dernière année un bon tiers de ses effectifs.

Dans ces conditions, la réforme — à défaut d'une abrogation pure et simple — de la Constitution de 1958 risque d'attendre d'autres temps. Ainsi en va-t-il de la réduction promise par les socialistes de tous les mandats électifs à cinq ans. Celle du mandat présidentiel est renvoyée à quelques obscurs colloques. Le Sénat et son mode d'élection "clientéliste" peut très bien être qualifié "d'anachronisme" par Lionel Jospin sans que cela ne



Edouard Balladur (RPR)

débouche sur quoi que ce soit de concret. De même en ce qui concerne l'exorbitant pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale et sans même évoquer les pouvoirs spéciaux. Seule la confrontation entre l'anormalité française et le chantier institutionnel européen est susceptible dans un avenir prévisible de secouer le cocotier de la réforme de la règle fondamentale. En attendant, le PS et ses alliés gouvernementaux peuvent toujours faire mine de regretter un état de fait dont ils touchent les dividendes et dont la droite classique, ironie de l'histoire, fait aujourd'hui les frais.

Corruption et génération perdue, féodalité et patronat

La crise de la droite ne se réduit pourtant pas aux difficultés d'une conjoncture politique dans un cadre institutionnel dont la gauche s'accommode fort bien. Elle s'alimente à d'autres facteurs aggravants. Au premier rang desquels la corruption généralisée, amplifiée comme jamais sous le second septennat de F. Mitterrand au point que l'on a pu parler "d'années fric".



Chirac et la mise en examen d'Alain Juppé

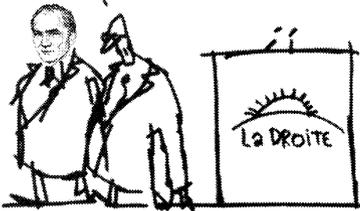
Toute une génération prometteuse de "quadras" qui se prétendaient alors rénovateurs y a laissé sa crédibilité et pour certains tout espoir de carrière politique. Que l'on songe à Noir à Lyon, Carrignon à Grenoble, Longuet en Lorraine ou Léotard à Fréjus pour ne citer qu'eux. D'autres, beaucoup d'autres, à droite comme à gauche, ont fait les frais judiciaires de leur

France

imprudence ou de leur vénalité. Mais c'est un fait que la droite a le plus souffert, car ce sont ceux des siens qui prétendaient à la relève qui ont été le plus souvent atteints.

La mise en cause d'un Dumas ou d'un Méhaignerie qui ont leur passé pour avenir n'a ni les mêmes conséquences, ni la même portée. L'exemple lyonnais, bastion

... ET QUAND TU AURAS RENDU
L'EXTRÊME DROITE FRÉQUENTABLE,
QUELS SONT SES PROJETS ?



Charles Millon (montage d'après les dessins de Pessin et de Szlakmann parus dans *Le Monde*)

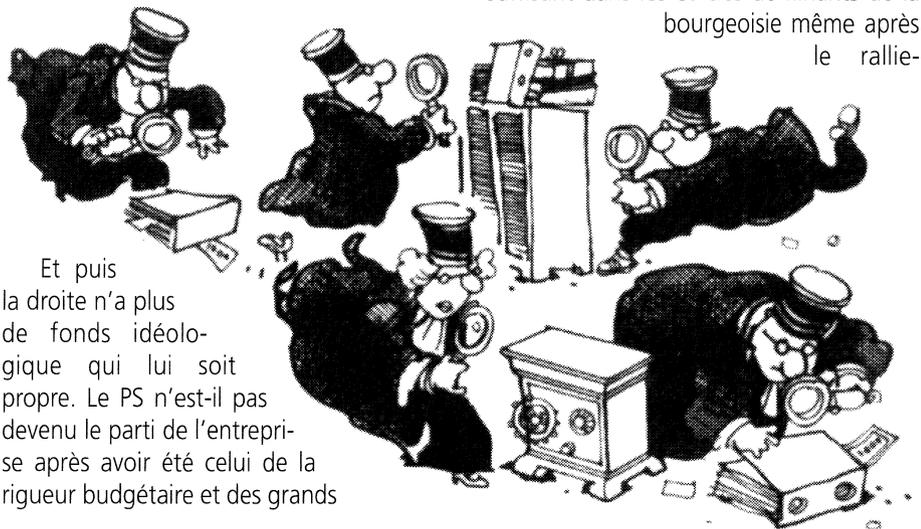
de droite réputé inexpugnable, l'illustre suffisamment. Le RPR y a perdu la ville et le toujours jeune maire a dû laisser la place à un vieux cheval de retour nommé Raymond Barre. S'y ajoute l'usure prématurée des jeunes loups du sérail parisien, autre haut lieu de corruption et de passe-droits en tout genre, entièrement tendu vers la conquête de l'Élysée par Chirac. Le RPR, parti de l'Élysée, placé sous le contrôle sourcilieux d'Alain Juppé n'avait-il pas jusqu'en mai 1997 un secrétaire général dénommé Jean-François Mancel... Illustration s'il en fût du vide qui habitait les instances du parti gaulliste. A droite, il n'est sans doute pas exagéré de parler de génération perdue.

Et puis, la mise en examen d'Alain Juppé dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris constitue une lourde menace pour l'Élysée, désormais à découvert. Du moins, si c'est l'interprétation de la Constitution que donne la garde des sceaux qui l'emporte auprès des juges et au sein du parti socialiste. Elisabeth Guigou s'était exprimée au printemps sur le sujet, ne laissant que peu d'espoir au clan présidentiel « pour le président de la République, l'article 68 de la Constitution dit qu'il est irresponsable pour les actes qui relèvent de sa fonction de président, mais, comme tous les Français, le président peut être traduit devant les tribunaux s'il a commis des délits ». On sait cependant d'autres socialistes désireux de sauver à tout prix la mise du président pour conserver les échéances d'un calendrier normal.

Chirac, pendant ce temps reçoit beau-

coup. Il s'attache en particulier les services d'un groupe d'une dizaine d'hommes sur lesquels il miserait tout, mais qui ont le lourd handicap d'être presque tous inconnus du grand public et la particularité, cela va de soi, d'être dénués d'ambition présidentielle. Hervé Gaymard, François Baroin, Philippe Briand, Christian Jacob, Guy Drut, Didier Quentin, Henri Cuq ou encore Béchir Mana devraient mener la bataille européenne pour l'Élysée. Comble de l'ironie, le vieillissant Pons (72 printemps) prépare pour le mois d'octobre une "convention nationale de la relève" dont il semble surtout qu'elle soit destinée à promouvoir sa candidature... à la relève de Philippe Seguin.

En outre, le système français des féodalités locales sur lesquelles la droite s'est toujours appuyée, s'assurant l'essentiel de la manne des abus de biens sociaux et le contrôle des assemblées locales — avant tout les conseils généraux — est lui aussi entré en crise. La multiplication des échelons de décisions (municipalités, districts, conseils généraux et régionaux...) et leurs relations concurrentielles avec l'État et l'Europe créent un espace élargi pour le développement de nouveaux clans. Aux traditionnelles baronnies centralisatrices et relativement stables ont succédé des guerres intestines pour le contrôle de telle ou telle part du gâteau local d'autant plus féroces que leur issue était ouverte. Les considérants, protections et investitures des états-majors parisiens n'y pèsent plus de la même manière. Les lois de décentralisation ont fait leur oeuvre. La centralisation politique supporte mal l'air du temps présent, spécialement à droite où les élus et cadres locaux des partis font désormais la pluie et le beau temps, spécialement dans le domaine des alliances, explicites ou non, avec l'extrême droite.



Et puis la droite n'a plus de fonds idéologique qui lui soit propre. Le PS n'est-il pas devenu le parti de l'entreprise après avoir été celui de la rigueur budgétaire et des grands

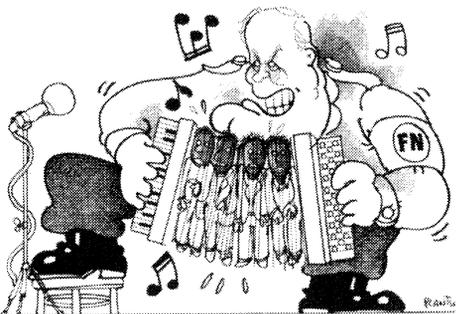
équilibres? Aussi, la droite politique ne cesse de se chercher des références de rechange qui lui balisent la route. Mais la chose n'est pas aisée car des partis attrape-tout ne peuvent sans risque s'aliéner une fraction de leur clientèle électorale par des partis pris trop tranchés. Ainsi, a-t-on pu le constater lorsque les formations de l'opposition ont refusé de relayer trop ostensiblement le CNPF dans la bataille des 35 Heures contre le gouvernement de gauche. Le dispositif des emplois-jeunes a fait l'objet de la même valse hésitation. Quant à l'Europe, la cacophonie est la règle, à droite comme à gauche, à la différence près qu'en pareil cas le positionnement gouvernemental est toujours dominant et fédérateur. Au vu de ce que sont les relations de Chirac avec les formations de sa propre majorité présidentielle, il est plus que douteux qu'il en aille pareillement dans son camp.

Un champ de ruines ouvert... à la droite extrême

Le Front national sous la houlette de Le Pen ou de Mégret — quelle que soit l'habileté tactique du second par rapport au premier et les querelles de succession — inscrit sa stratégie de conquête du pouvoir dans une logique de coalition des droites où il serait l'aile marchante hégémonique. Sur ce point, les dirigeants frontistes n'ont jamais varié. L'éclatement de la droite parlementaire et le champ de ruines qu'il génère lui facilitent sûrement la tâche sans que cela puisse constituer une condition suffisante à l'avènement d'un gouvernement à la botte des fascistes. En premier lieu parce que le FN ne dispose pas à ce jour d'un candidat crédible, issu ou non de ses rangs, à la présidence de la République. En second lieu parce qu'il ne dispose pas, que l'on sache, d'un appui suffisant dans les cercles dominants de la bourgeoisie même après le rallie-

ment à ses appels d'offres, formellement démenti par la suite, de plusieurs grands capitaines d'industrie dont Ambroise Roux. Et surtout en troisième lieu parce qu'une réelle politique de gauche à gauche est toujours en mesure de "conjurer la catastrophe".

Ambroise Roux, l'actuel président du conseil de surveillance du groupe Pinault-Printemps-Redoute et toujours président de l'Association française des entreprises



privées (AFEP) — l'un des cercles les plus influents du patronat français — s'était en effet prononcé pour une alliance de la droite avec l'extrême droite en mars dernier à la veille des élections régionales. Le coup avait été d'autant plus accusé qu'à travers ce "parrain" des patrons français, certains se demandaient quel rôle pouvait bien jouer François Pinault, lui-même proche parmi les proches de Jacques Chirac. Devant la levée de boucliers, forcément discrète, d'un certain nombre d'autres grands patrons, l'affaire devait en rester là. Il n'en demeure pas moins vrai que l'alerte aura été chaude et qu'elle souligne le caractère aléatoire des certitudes les mieux établies qui voudraient par exemple que le grand capital, engagé dans la globalisation et sa traduction européenne, soit résolument hostile à une solution néofasciste. Pour l'instant sans doute.

Cela nous ramène à un problème de stratégie qui hante bien des hommes de droite et où l'angélisme n'a pas sa place. Trop souvent en effet le problème des alliances entre la droite et l'extrême droite est traité, avec les meilleures intentions du monde, sur le mode de la contagion idéologique. Or, dans ces milieux de "décideurs" économiques ou politiques, rompus à tous les revirements possibles, on ne fait pas grand cas de l'idéologie car on est avant tout soucieux de ses intérêts bien compris. De Charles Pasqua qui estimait, il y a dix ans, que « sur l'essentiel, le FN se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité », au « ni

FN, ni PS » du RPR aujourd'hui, en passant par toutes les compromissions avec les fascistes d'une droite aux abois dans les régions, c'est au même dilemme qu'on s'efforce de répondre. Il n'y a pas, pour la droite, d'alternative à la reconquête des électeurs du FN si elle veut revenir aux affaires. A la différence d'autres pays — Allemagne ou Italie — une coalition gouvernementale incluant la droite dite républicaine et la gauche n'est guère envisageable. Cela ne correspond ni à la logique des Institutions ni même aux réalités politiques ambiantes. Il n'y a que Chevènement, habité par ses rêves de grandeur nationale, pour fantasmer sur cette improbable perspective.

Les hommes de droite tiennent, eux et à quelques exceptions près — Juppé, Léotard ou Bayrou, pour l'heure plutôt perdants — un autre discours. Celui de Balladur à propos de la préférence nationale parce que, dit-il, il a constaté « l'extraordinaire déchirement de l'électorat de droite sur le sujet », autrement dit une « droitisation » dont il lui faut impérativement se servir. Madelin qui invente pour l'occasion le terme de « d'extrémisation » ne dit pas autre chose quand il accueille Blanc et peut-être demain Soisson et Baur dans son groupe. Quant à Millon, s'il estime, côté lucidité, que s'il arrivait au pouvoir, le FN « fermerait les frontières européennes et instaurerait une espèce de système à la Mussolini », c'est pour mieux justifier sa démarche « Je reçois 100 adhésions par jour. J'ai 16 000 militants encartés, pour un quart venus du FN, pour un quart jusque-là apolitiques et, pour la moitié, déçus de l'UDF et du RPR. Si je réussis, les gens qui me montraient du doigt se précipiteront pour construire avec moi une grande droite unie. Et tout ce que j'ai fait redeviendra moral ». Millon, la solution qui sauve ou/et qui tue une droite en décomposition qui reste décidément... « la plus bête du monde ». ■

Août 1998



Correspondance d'Ukraine

Nous avons reçu une lettre de Roman Kondakov, trotskiste de Dniepropetrovsk, dont nous publions ci-dessous des extraits. Elle rend compte de la situation des travailleurs de gauche et de leur perception de la situation politique dans ce pays.

« Les élections législatives et locales n'ont rien changé. Les communistes et les socialistes ont recueilli environ 30% des voix, comme avant les élections.

« La presse d'ici écrit que pour la campagne électorale et la formation des blocs, tous les partis ont dépensé environ 50 millions de dollars. Sans doute encore plus. Il est apparu que le PC, le PS et le parti paysan, leur allié, avaient vendu les places sur leurs listes électorales aux banquiers, aux industriels, bref à ceux qui pouvaient payer. Sur les 90 élus du PC et du PS au Soviet suprême d'Ukraine, 40 sont des banquiers, des industriels et des détenteurs de capitaux. Ils ont aussitôt quitté la fraction parlementaire du PC et du PS pour former leur propre groupe de pression. Cette politique des "rouges" dans l'état bourgeois est devenu un fait patent.

« Chez nous les mots tels que "réformisme", "opportunisme", "tendances nationalistes" n'ont plus cours. Ici on ne parle que des intérêts vitaux de la nomenclatura étatique et des groupes de l'élite. De la même façon que le PCUS n'était pas un parti, mais un organisme de l'état, tous les PC de la CEI que réunit leur similitude avec lui, ne se présentent pas comme des partis, mais seulement comme des organes de stabilisation de l'ordre existant. Et cet ordre n'est pas seulement injuste, on peut le qualifier de féodal.

« Les chômeurs ne perçoivent en général aucune aide. La plupart des gens travaillent au noir. Le marché du travail est un véritable "marché noir" de la force de travail. Le marché du travail comme le marché financier et toute la sphère de la production et du commerce sont dirigés par une mafia organisée de haut en bas. De toute façon la corruption ne permet à aucun organe étatique de défendre les citoyens ou même un seul individu. C'est cet ordre qu'encouragent les cercles dirigeants de Russie (la République la plus forte et la plus riche en capitaux de la CEI) ainsi que l'Occident.

« Je travaille actuellement comme débardeur et je décharge la vodka, bière et autres boissons alcoolisées. Je suis très cafardeux de ne plus pouvoir me perfectionner quelque peu. C'est comme si on avait détruit la moitié de mon existence. »

Livres

**La Guerre des Dieux,
Religion et politique
en Amérique latine**

Michael LÖWY, (Félin)

Selon Michael Löwy, la « *théologie de la libération* » doit être interprétée comme l'expression d'une culture des pauvres dont les racines historiques sont très profondes. Il souligne que la vie religieuse et politique de l'Amérique latine a été, au cours des trois dernières décennies, transformée par un vaste mouvement social qu'il nomme « *christianisme de la libération* ».

C'est avec des outils sociologiques puisés dans une lecture de Marx, d'Engels et de Weber que Michael Löwy analyse ce mouvement chrétien et marxiste moderne. Son interprétation est à la fois fondée sur la lutte de classes mais aussi et surtout sur l'étude de textes d'Engels restés dans l'ombre et de certaines conceptions de Weber sur l'éthique protestante comme l'esprit du capitalisme. Il met en exergue une profonde contradiction entre « *l'éthique catholique* » et la logique du capital. L'Église comprend, d'un côté, des bastions conservateurs intégristes liés à « *l'obscurantisme* » mais aussi, de l'autre, sur le continent latino-américain (et ailleurs), des hommes et des femmes dont la pratique chrétienne est fondée sur une lecture libératrice et prophétique des textes. Ceci ouvre de nouvelles opportunités historiques, réactualisant des questions stimulantes auxquelles on ne peut répondre sans faire appel à l'analyse marxiste.

Michael Löwy, en reprenant l'expression « *Guerre des Dieux* » — utilisée par Max Weber dans le Savant et le Politique — explique le « *combat éternel que les Dieux se livrent entre eux* », c'est-à-dire le conflit existant entre les théologiens de la libération et les chrétiens conservateurs. Son texte parcourt les réalités révolutionnaires et contestataires les plus marquantes de ces dernières années en Amérique latine. Il analyse ces mouvements et leur expression dans un étroit rapport avec une théologie révolutionnaire encore vivante et fertile dans la culture religieuse et politique de ces pays.

Son livre montre comment s'est élaborée une « *affinité élective* » entre acteurs marxistes et chrétiens. Les deux ont en commun « *un rejet de l'individualisme*

capitaliste (rationnaliste ou empirique) » et tous deux « *parient* » sur un futur ouvrant des fenêtres sur l'horizon humain du « *toujours mieux* » (Ernst Bloch). D'une façon originale il compare — sans vouloir les assimiler — les mouvements de la foi religieuse et de la foi socialiste dans leurs affinités de croyance. Il rappelle que les croyances n'exigent pas de vérification rationnelle et scientifique mais contiennent du « *sens* » et donnent une « *cohérence* » à l'expérience subjective de ceux qui les vivent.

Ces hommes, chrétiens et marxistes, luttent contre l'idolâtrie de la modernité : le marché qui transforme les hommes en simple marchandise et en adorateurs d'idoles. Ils s'opposent à l'impérialisme. Michael Löwy met en évidence que la rébellion et la violence en Amérique latine sont la réponse que les mouvements socio-politiques opposent à la violence quotidienne exercée par le capitalisme. Comme le « *sentiment religieux* » est aussi un « *produit social* », la pratique devient un élément déterminant dans la recherche d'une réponse aux condamnations socio-politiques devenues « *mystères mystiques* ». C'est ainsi qu'il est possible de comprendre que la seule « *interprétation* » du monde et de sa modernité angoissante n'est pas suffisante car il s'agit de « *le transformer* ». Les théologiens de la libération nous le rappellent par leur pratique chrétienne de la lutte de classe, car le « *Royaume de Dieu* », devant mettre fin aux injustices, doit « *commencer ici et maintenant sur terre* », ou, comme le dit Samuel Ruiz (évêque du Chiapas au Mexique), « *la libération m'intéresse plus que la théologie* ».

Gustavo Gutierrez, un de fondateurs de la théologie de la libération, dit que la prise de conscience du caractère politique de la lutte de classes dans la réalité « *n'est pas une complaisance, c'est au contraire chercher avec lucidité et courage, sans leurres, l'établissement de la paix et de la justice parmi les hommes* ». Donc la « *communion* » (constante recherche de sens et d'espérance) des chrétiens de la libération et des marxistes en Amérique latine ne relève pas de la manipulation ou de l'arbitraire. Selon Gutierrez, le marxisme « *est la recherche de l'harmonie pour tous autour du travail, et l'égalité en ce qui caractérise l'être humain* ».

Nombreux sont ceux qui ont essayé d'enterrer la théologie de la libération (tant au sein de l'É-

glise-institution que des pouvoirs établis) mais Michael Löwy conclut que « *le grain semé dans le sol fertile de la culture religieuse et politique latino-américaine continuera à germer au cours des prochaines années, et peut encore nous réserver bien des surprises* ».

Fernando Matamoros

Revue

Cahiers

du mouvement ouvrier

Une nouvelle revue vient de faire son apparition en avril 1998 : les *Cahiers du mouvement ouvrier* dont l'ambition est de préserver la mémoire du mouvement ouvrier tellement mise à mal de nos jours.

Elle est éditée par le Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux (CERMTRI) et a pour rédacteurs Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine.

Disons d'emblée tout le bien que nous pensons des deux premiers numéros parus. On y trouve essentiellement des documents inédits d'archives (surtout soviétiques) mais cette fois parfaitement commentés et replacés dans leur contexte. Il est hallucinant de suivre le déroulement des 3 plénums (secrets) du Comité central du PC(b) en 1936-1937 où fut mis au point le scénario des deux derniers procès de Moscou (avec la participation des futures victimes).

Les documents ne sont pas cantonnés à l'ex-URSS mais permettent de découvrir des aspects inconnus ou oubliés de la guerre d'Espagne, de la lutte anti-nazie en Allemagne ou de la social-démocratie autrichienne.

Précisons que la présentation très pédagogique, avec introduction pour chaque article et notes explicatives, permet à un lecteur non spécialiste de parfaitement s'y retrouver. On attend avec impatience les numéros suivants...

J.-M. Krivine

• *Cahiers du mouvement ouvrier*, Le n° : 50 FF. Édité par le CERMTRI, 28, Rue des Petites-Écuries, 75010 Paris, tel.: 01 44 83 00 00.

Polynésie

Encore et toujours
Flosse !

Au Fenua Maohi (la Polynésie soi-disant "française"), les élections territoriales en 1996 avaient vu la victoire du RPR local de Gaston Flosse, mais aussi une forte progression des indépendan-

tistes du Tavini Huiraatira.

Au printemps 1997, le tribunal administratif de Papeete annulait les élections dans les archipels des Marquises et des Îles sous le vent, pour « *clientélisme électoral* » pratiqué par Flosse. Cette décision fut confirmée par le Conseil d'Etat, qui dénonçait : « *L'attribution de logements sociaux [qui] a revêtu un caractère systématique dans les semaines précédant le scrutin* » et « *a fourni l'occasion de cérémonies de "remises de clef" effectuées par le président du gouvernement [Flosse], accompagné (...) de candidats de la liste Tahoeraa* ».

Cette décision est une première, mais, comme le dit le parti écologiste et indépendantiste Heiura - Les Verts : « *le tribunal annule les élections, mais ne condamne pas les tricheurs* ». Les candidats du Tahoeraa peuvent de nouveau se présenter et user des mêmes pratiques. Depuis novembre plusieurs tempêtes et cyclones ont fait de nombreux morts et des dégâts importants, essentiellement aux Îles sous le vent. « *Le gouvernement territorial en a profité pour mettre en place la plus grande démonstration de moyens matériels et humains pour donner des signes d'une reconstruction rapide... La manipulation dans l'histoire est de dire que c'est grâce au Tahoeraa* », nous écrit Jacky Bryant, fondateur de Heiura - Les Verts.

Le 24 mai avait donc lieu le scrutin pour élire 8 conseillers aux Îles sous le vent et 3 aux Marquises, soit un peu plus d'un quart de l'assemblée. Les résultats sont très favorables à Flosse. Aux Îles sous le vent, son parti passe de 5 à 6 élus, de 46 à 60% des suffrages exprimés, gagnant près de 2000 voix. Le principal parti indépendantiste, le Tavini, conserve de justesse ses deux élus, perdant 10% et 1200 voix. Aux Marquises, en nombre d'élus, il n'y a pas de changement, 2 pour le Tahoeraa, 1 pour le parti marquisien de Lucien Kimitete. Dans cet archipel traditionnellement opposé aux indépendantistes, le Tavini se situe vers 5.5% des voix.

Suite à ces élections, Flosse, lors d'un séjour en France, a poussé le gouvernement en vue de l'ouverture de négociations sur l'évolution du statut d'autonomie interne. Son ami Chirac l'a d'ailleurs fortement appuyé. Flosse a déjà fixé le cadre de ces discussions : le maintien de la Polynésie dans la République.

Laurent Ziegelmeier

Adieu à Kohl ou le bilan d'un phénomène

par
Angela Klein*



Un mois avant les élections générales, les sondages redonnent de l'espoir au chancelier le plus longtemps en place de l'histoire allemande : une remontée de la conjoncture économique et une baisse des chiffres du chômage — dues à la reprise de l'économie et au développement considérable du "deuxième marché du travail" (1) avant les élections — ont fait grimper la CDU à 36 ou 38%, selon les sondages (contre 42-43% pour le SPD).

Les élections ne sont donc pas jouées. Il reste une faible possibilité que Kohl l'emporte une cinquième fois, mais s'il gagne, il ne restera pas chancelier. Ce paradoxe résume toutes les contradictions de son ère de gouvernement.

Les sentiments sont très vagues dans cette campagne électorale qui manque de toute polarisation, voire de toute orientation. Naturellement la grande, mais surtout la petite et moyenne industrie espèrent en une victoire électorale de la coalition sortante, mais elles craignent aussi ce qui a été jusqu'à présent le mot d'ordre

principal de Kohl : « *Continuons comme ça !* » Non, le patronat ne veut pas de la continuation. Il se rappelle encore la débâcle de la "grande réforme fiscale", qui a échoué à cause des divergences avec le partenaire libéral (FDP). Il veut le changement, un changement de système, la rupture définitive avec les structures "corporatistes" de l'État social, de l'État fédéral et même du système électoral et partidarique (Parteiensystem).

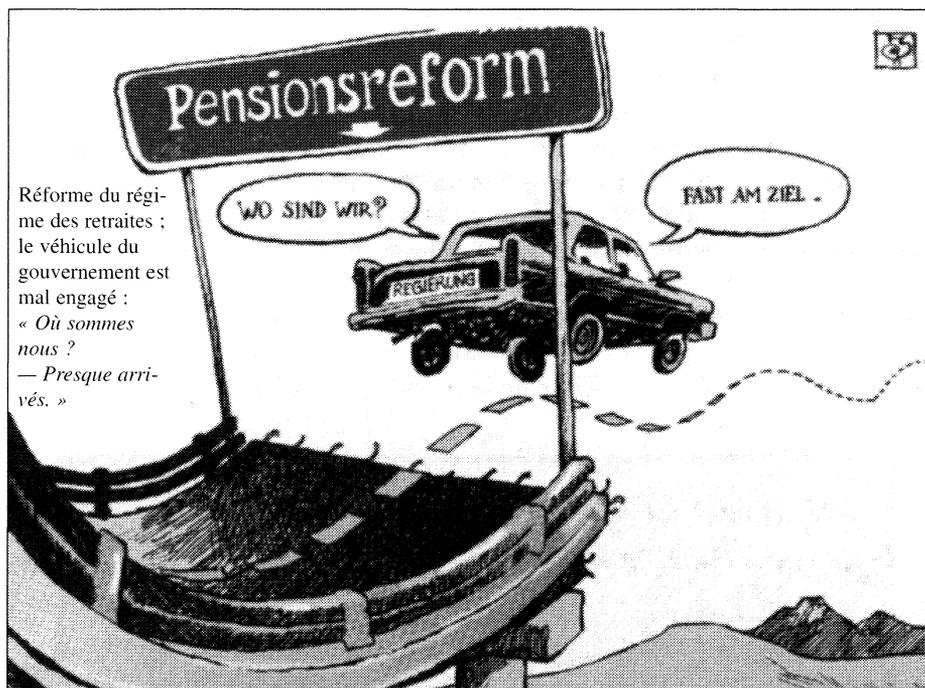
Ces structures ont été à la fois minées et sauvegardées durant l'ère du gouvernement Kohl. Son ministre du travail Norbert Blüm, occupant ce poste depuis le début, a réduit les systèmes sociaux après 1982 de 98 milliards marks. Mais il l'a fait tout en se battant pour le maintien des principes fondamentaux de l'assurance vieillesse (l'assurance publique pour tous les salariés) et de l'assurance chômage, voire de l'aide sociale. Le patronat veut des changements majeurs dans les trois cas qu'il a énumérés dans un mémorandum lors des dernières élections en 1994. Le gouvernement Kohl n'a pas réalisé ces souhaits. Paradoxalement, aujourd'hui c'est le candidat du SPD, Gerhard Schröder, qui se présente comme le "fan"

le plus ardent de la modernisation du capitalisme.

Après l'échec de la réforme fiscale les critiques du patronat vis-à-vis du gouvernement se sont faites de plus en plus ouvertes et dures. Ils auraient favorisé plutôt un autre candidat du CDU, Wolfgang Schäuble, maître de l'unité allemande, mais Kohl craignait qu'un changement de cheval puisse coûter plus de voix qu'il n'en aurait rapportées. S'il gagne les élections il devra, tôt ou tard, lui céder la place. Le personnel autour de Kohl ne convient plus aux ambitions du patronat. Une "mutation/modernisation" de la CDU n'est plus possible avec Kohl, qui est en même temps chef de gouvernement et chef de parti, elle n'est possible que sous une direction entièrement nouvelle. Le "système Kohl" s'est épuisé.

Le "système Kohl", c'est tout un tissu de loyautés personnelles et de relations politiques allant du gouvernement fédéral jusqu'aux administrations locales et directions des entreprises, par le biais du parti. C'est à cause de ce système (et à cause du manque d'alternatives présentées par la socialdémocratie) que Kohl a pu surmonter tous les obstacles qu'il a rencontrés le long de son chemin.

Contrairement à l'apparence, il n'était pas inscrit dans son destin qu'il allait gouverner pendant quatre législatures. Lors de son arrivée au gouvernement, il eut contre lui la grande majorité de l'intelligentsia et du monde culturel, y compris une bonne partie de la bourgeoisie libérale qui, avec le ministre de l'éducation d'alors, Hildegard Hamm-Brücher, était furieuse à cause de la "trahison" du parti libéral, qui avait changé le partenaire de coalition et avait accueilli avec mépris cet homme



*Angela Klein est rédactrice de SoZ — Sozialistische Zeitung.

(1) Le gouvernement qui n'avait pas utilisé les fonds destinés à subventionner les emplois dans les services en 1997, les a débloqués en 1998. La baisse du chômage est donc partiellement due au développement de ces emplois précaires, d'une durée maximale de trois ans.

Allemagne

grossier de la province que tout le monde n'appelait que "Birne" (poire). Longtemps, dans les médias, il fut surtout l'objet de caricatures et rigolades, à travers lesquelles l'esprit raffiné de la bourgeoisie maltraitait les petits-bourgeois qui constituaient la masse des adhérents de Kohl.

Deux ans après son arrivée au gouvernement il dût gérer le conflit autour des 35 heures. Le syndicat de la métallurgie sortit vainqueur de cette lutte et ce n'est que grâce à la socialdémocratie que Kohl a pu gagner les élections de 1986, parce que le SPD refusait de faire sienne la perspective d'une réduction généralisée du temps de travail avancée par l'IG Metall et d'autres syndicats. La socialdémocratie traitait le conflit comme une question purement syndicale alors que la société cherchait une solution générale au chômage montant. Refusant la perspective de la réduction du temps de travail, elle n'eut toutefois d'autre réponse et fut donc incapable de présenter une alternative. Aujourd'hui elle prétend l'avoir trouvée : miser sur la reprise économique, la stabiliser par des investissements importants dans les "technologies de pointe", adapter l'éducation professionnelle aux nouveaux besoins et créer des nouveaux emplois hautement qualifiés.

Trois ans plus tard, Kohl était à nouveau près de perdre son mandat. Son gouvernement ne réagit pas au défi des gouvernements Reagan et Thatcher en adaptant sa politique économique à la nouvelle idéologie néolibérale. Les "modernisateurs" dans son parti — Geißler, Süßmuth, Spèth — constituèrent une opposition. Ils combinaient à l'époque une attitude libérale vis-à-vis de l'immigration, de l'avortement et d'autres problèmes avec un discours de modernisation des

relations industrielles. Ils exigeaient un changement de politique, en vue d'une "adaptation" à la nouvelle "réalité" de la "société industrielle", dont ils clamaient qu'elle ne pouvait plus garantir un poste salarié à tout le monde. Ils tenaient un discours antiétatique tout en faisant valoir leur "intérêt" prononcé pour la "nouvelle question sociale" (2).

Cette opposition fut écrasée dans l'œuf par Kohl. Son "système de gouvernement" impliquait aussi de ne tolérer aucune alternative de direction et d'orientation. C'est le cas jusqu'à aujourd'hui. Avec ce système il sût toujours resserrer les rangs autour de lui, ce qui empêchait que le parti se renouvellât et s'adaptât aux nouveaux besoins patronaux.

Pendant ses 16 ans de gouvernement, Kohl a créé un grand vide spirituel et culturel, ce qui s'est traduit par une paralysie dans quasi tous les domaines de la société. Ceci explique pourquoi l'aspiration à ce que "quelque chose change", n'importe comment et dans n'importe quelle direction, est si présente en Allemagne aujourd'hui. C'est pour Schröder le seul vrai atout sur lequel il peut compter.

La chute du mur de Berlin a sauvé Kohl une nouvelle fois. Il était trop évident que la gauche dans toutes ses composantes ne disposait ni d'un projet crédible ni des forces organisées nécessaires pour s'opposer à l'Anschluß de la République Démocratique Allemande.

Toutefois, trois ans après cette manœuvre aventurière, le gouvernement fut placé une nouvelle fois dans une situation difficile : en 1993 le syndicat de la métallurgie, IG Metall, et le syndicat de la fonction publique, la ÖTV, s'opposèrent par des grèves massives à son tournant néolibéral. Les directions syndicales auraient pu transformer la lutte pour une réduction ultérieure du temps de travail en une lutte généralisée contre le gouvernement. La simple convergence des deux mouvements de grève aurait suffi. Mais elle fut scrupuleusement évitée.

Si Kohl perd cette fois-ci, ce ne sera pas du fait de la mobilisation sociale. Il est très clair, désormais, que les directions



syndicales n'ont pas voulu assumer la responsabilité de la chute d'un gouvernement de droite. Une nouvelle direction est nécessaire, qui renouvelle le rôle des syndicats. Une telle force commence à apparaître à travers les mobilisations des derniers mois, surtout au travers du mouvement des chômeurs et du soutien qu'il a rencontré dans les milieux syndicaux. Les mêmes forces syndicales, qui se sont investies activement dans les journées d'actions des chômeurs et ont soutenu les euromarchés en 1997, ont appelé le 20 juin à une manifestation à Berlin sur le thème : « Pour un changement de politique, non seulement de gouvernement ! » Environ 50.000 personnes ont participé à cette manifestation. C'est bien le potentiel sur lequel peut se construire une opposition sociale en Allemagne aujourd'hui. ■

Berlin, août 1998



(2) Geißler s'est fait remarquer par un livre sur "la nouvelle question sociale", où, après avoir affirmé qu'il n'y aura plus assez d'emplois industriels pour réduire le chômage, il préconisait le développement des emplois dans les "nouveaux" services à la population (gardes d'enfants, aides aux personnes âgées, etc.). Ces "nouveaux" services devraient être pris en charge en dehors de la fonction publique, donnant lieu au développement de ce qui fut appelé plus tard "les petits boulots"

Schröder : le retour des sociaux-démocrates ?

par
Thies Gleiss*

La social-démocratie allemande (SPD) a derrière elle quinze années démolissantes. Les chiffres en eux-mêmes ne sont pas tellement négatifs : le SPD a perdu près de 200 000 membres, mais il reste le parti le plus important et le mieux organisé. Depuis 1982 il n'est plus au gouvernement, mais dirige douze des seize Länder du pays, seul ou dans des coalitions. Dans presque tous les mouvements sociaux — environnement, paix et mouvement des femmes — l'influence du SPD est toujours si forte qu'aucun de ces mouvements n'a pu représenter une menace sérieuse à la domination bourgeoise. En tout cas, le SPD est en état de canaliser les phénomènes les plus radicaux : qui plus est, il dispose de relais dans les mouvements susmentionnés et dans les organisations qui opèrent dans ce milieu. Ajoutons qu'un nombre non négligeable de dirigeants de ces mouvements, qui s'étaient ralliés aux Verts, sont revenus assez rapidement au SPD.

Une hégémonie maintenue

Dans le mouvement ouvrier et dans les syndicats, l'hégémonie du SPD n'est pas remise en question : des positions qui dans les années 1970 et au début des années 1980 avaient été arrachées par des militant(e)s du PC pro-Moscou ou de la nouvelle gauche, ont été reconquises. La tentative de créer des pseudo-syndicats d'employés et d'autres secteurs de travailleurs (dont le DAG, un syndicat sous l'influence des chrétiens démocrates) a fait long feu : la seule organisation de cette mouvance digne d'être mentionnée a décidé d'adhérer

à la centrale syndicale hégémonique, Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB).

Ainsi, l'idée souvent avancée aussi bien à gauche qu'à droite, selon laquelle on assisterait au crépuscule du SPD n'est que confusion des désirs et de la réalité ou impressionnisme superficiel. Toujours est-il que le SPD, étant au gouvernail dans de nombreux Länder et communes, a adopté lui aussi des mesures allant dans le sens de la politique néolibérale du gouvernement. Il a accepté aussi bien des limitations des droits constitutionnels et du droit d'asile que la remilitarisation de la politique étrangère. Dans ce sens on pourrait affirmer qu'une grande coalition existe de fait depuis longtemps. C'est dans un tel contexte que l'identité politique de la social-démocratie a été très sérieusement affectée : voilà la cause fondamentale des pertes très graves que le parti a subi sur le terrain électoral de même que sur le terrain de l'influence politique. La déstructuration de la classe ouvrière, qui est indiquée le plus souvent comme la cause de ces développements, n'est en réalité qu'un facteur secondaire. Rappelons qu'avant la défaite plus récente en Basse-Saxe le parti avait déjà subi toute une série d'échecs : en 1995, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (-4%) et à Brême (-5,4%) ; en 1996, au Bade-Wurtemberg (-4,3%), en Rhénanie-Palatinat (-5%) et au Schleswig-Holstein (-6,4%) ; finalement en 1997 à Hambourg (-4,2%). A l'échelle nationale, il a été battu en 1983 (candidature de Hans-Jochen Vogel), en 1987 (candidature de Johannes Rau) et en 1994 (candidature de Rudolf Scharping). Depuis la

mort de Willy Brandt en 1987 il a eu trois présidents en l'espace de huit ans : Hans-Jochen Vogel, Björn Engholm et Rudolf Scharping. On peut donc comprendre qu'il exerce si peu d'attraction sur la jeune génération, qui a comme perspective de vivre dans des conditions pires que celles des générations précédentes.

Par ailleurs, les Verts ont pu apparaître comme une force capable de contrecarrer la destruction de l'environnement. Il est vrai que par une



Affiche du SPD : « Helmut Kohl et Theo Waigel dans la comédie dramatique "Reniés par l'électeur". Jusqu'au 27 septembre.

SPD, nous sommes prêts »

pénible réadaptation partielle et dilution programmatique en matière d'écologie le SPD a été en mesure de limiter l'influence électoral et organisationnelle des Verts, mais il n'a pas pu se réaffirmer comme porteur d'espoir pour le futur.

Ajoutons qu'il a dû payer un prix très élevé pour l'écroulement du régime stalinien en Allemagne orientale. C'est lui qui depuis vingt ans avait ouvert la porte de l'Est au capital allemand et qui pouvait espérer, aux yeux des observateurs, occuper l'espace du

* Thies Gleiss est syndicaliste et membre du conseil d'entreprise dans une entreprise de métallurgie. L'article reproduit ici est une adaptation abrégée d'un article paru dans le mensuel allemand *Inprekorr*.

Allemagne

stalinisme défunt en l'Allemagne de l'Est : pendant des mois, de novembre 1989 à mars 1990, il avait rêvé d'un gigantesque succès électoral dans les nouveaux Länder. Comme on le sait, cet espoir ne s'est pas matérialisé : à l'heure actuelle, dans les cinq nouveaux Länder, le SPD a moins de membres que dans la seule région de Dortmund. Par une ironie de l'histoire, c'est un autre Parti réformiste de masse d'un type différent, le PDS (1), qui s'élève sur les décombres du stalinisme. La revanche historique de la social-démocratie contre la révolution socialiste d'Octobre n'a pas eu lieu, en Allemagne non plus.

Schröder, à droite de Lafontaine ?

Dans ce cadre assez désolant, la bureaucratie du SPD a fait une pirouette étonnante. Oskar Lafontaine (2) s'était présenté comme candidat à la présidence du parti dès 1995. Au congrès de Mannheim il s'était imposé aux délégués par une violation des statuts.

Lafontaine n'est guère un anticapitaliste. Mais il faut admettre qu'il est un social-démocrate très capable de s'adapter aux besoins de l'époque. Le programme de Berlin du SPD (1989) affirme que « *C'est une expérience historique fondamentale : des corrections apportées au capitalisme ne sont pas suffisantes. Un nouvel ordre économique et social est nécessaire* ». Selon Lafontaine, cela signifie qu'il faut élaborer un programme de revendications, en fait assez terne, incluant l'augmentation des salaires. Mais en même temps on explique qu'il faut réduire les coûts du travail. En effrayant la droite du parti,



Le SPD, qui a formé un gouvernement toléré par le PDS en Saxe-Anhalt, fut l'objet d'une virulente campagne anticommuniste. Ici Reinhard Höppner, ministre-président du länders, dans une Trabant "communiste".

Lafontaine se prononce aussi pour une ré-idéologisation de la politique du parti. C'est à cause de tout cela que Lafontaine a pu apparaître comme se situant à gauche aux yeux du parti et de ses sympathisants proches. Certes, il est parmi les moins nationalistes des sociaux-démocrates, même s'il reste naturellement un social-démocrate allemand qui se veut médecin au chevet du capital allemand. Mais son conflit avec Willy Brandt sur le devoir patriotique des sociaux-démocrates à propos de l'unité allemande, son faible pour les structures européennes (y compris un contrôle franco-allemand sur les armes nucléaires) et surtout son conflit avec Schröder sur la manière de maîtriser la concurrence internationale (par les États ou par les entrepreneurs), l'éloigne des sociaux-démocrates carrément nationalistes.

L'aile droite et nationaliste-allemande du SPD, en lien avec les cercles intéressés de la classe dominante, se vit obligée d'avancer une proposition différente. Elle s'adressa à un homme de Hanovre, justement Gerhard Schröder. Haï par la gauche du parti pour avoir lésé les principes, regardé avec méfiance par sa droite parce qu'il était peu disposé à agir comme militant du parti, Schröder marquait deux points forts à son avantage. Premièrement, il avait chassé avec succès les Verts du gouvernement de Basse-Saxe (même si aux élections de 1994 les Verts avaient progressé au détriment du SPD, qui obtint quand même la majorité absolue des sièges avec 44% des voix). Deuxièmement, justement à cause de son caractère d'homme vaniteux, il avait des chances de lutter avec succès dans une course à la chancellerie conçue "à l'américaine", seul espoir pour le SPD de gagner les élections législatives.

Au fur et à mesure que l'euphorie initiale pour Lafontaine s'amenuisait et que les militants de la droite du parti étaient de moins en moins favorables aux "recettes ringardes" de celui-ci, des personnalités importantes (par exemple, l'ancien bourgmestre de Hambourg, Henning Voscherau et l'ancien ministre de l'économie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Wolfgang Clement) s'orientaient vers Schröder. Enfin, Schröder était depuis longtemps l'enfant chéri de la grande

presse allemande (*Spiegel*, *Stern*, *Die Woche* et même *Bild* et *Die Welt*) : on pourrait même dire qu'il est un produit médiatique.

Comme nous l'avons mentionné, son approche de la campagne électorale, s'inspire de l'exemple des États-Unis : ses performances personnelles lui apparaissent comme absolument prioritaires. En même temps, Schröder s'inspire de l'exemple de Tony Blair. Il en est allé jusqu'à pousser plus loin le slogan de Blair — « *l'important, c'est ce qui marche* » — en affirmant : « *ce qui est juste, c'est ce qui marche* ».

Un candidat par défaut

Il faut, toutefois, préciser que Tony Blair avait été accepté comme premier ministre par les secteurs les plus importants de la classe dominante britannique, avec en tête le magnat des media, Rupert Murdoch. Du point de vue des conceptions de son parti, sa tâche était, grosso modo, d'organiser un changement comparable à celui que le SPD avait opéré lors du congrès de Bad Godesberg en 1959 (3). Pour le reste, il était certainement le mieux placé pour porter la Grande Bretagne au coeur de l'Union européenne et mettre en place une stratégie vers le marché mondial. Le SPD est déjà depuis longtemps, ce que le Parti travailliste est devenu sous Tony Blair. En revanche, les principales options de la classe dirigeante allemande, à savoir l'orientation vis-à-vis de l'UE et le renforcement de l'Allemagne comme pôle de référence et la pointe la plus avancée dans la marche vers l'Est, ont été prises à cœur par le gouvernement CDU. C'est pourquoi à la question de savoir qui a intérêt à ce que Schröder devienne chancelier, à part lui-même et une partie du SPD, la réponse devrait être : personne. Ce qui intéresse certains milieux, c'est la candidature de Schröder et non son avènement au pouvoir, dans le sens qu'il peut faire peur au gouvernement

1. Le PDS a été fondé sur les décombres du parti dirigeant est-allemand, le SED.

2. Oskar Lafontaine a été le candidat malheureux à l'investiture du SPD pour les législatives du 26 septembre 1998. Il est le président du SPD.

3. Le SPD a abandonné toute référence à la lutte des classes lors de son congrès de Bad Godesberg en 1959.

EFFEKTS ÜBER 70 MILLIONEN TOTAL FRUSTRIERTE ZUSCHAUER



Affiche du SPD : « Plus de 70 millions de spectateurs frustrés. Kohl et Waigel dans... "Car ils ne savent pas ce qu'ils font". Jusqu'au 27 septembre seulement. SPD, nous sommes prêts. »

de la CDU et amener celui-ci à prendre plus de risques dans ses choix socio-politiques.

De ce fait, il devient indispensable de créer une image de marque d'un Schröder "l'ami des patrons". Mais cela n'ira pas si facilement. On se rappelle de Scharping, qui fut apprécié comme "professionnel" et pragmatique. Des patrons le voulaient, allant jusqu'à participer à un conseil économique du SPD. Puis, la désertion s'enclenchait. Nous prédisons quelque chose de semblable pour Schröder. Les premiers coups sont déjà tombés. Des critiques acerbes sont émises, notamment par le président de l'Association des patrons de la métallurgie (Gesamtmetall) et celui de l'Association du commerce en gros. Le 11 Mars, à une réunion du "sommet de l'économie allemande", la fine fleur du capitalisme allemand se rangea massivement derrière "leur" chancelier et son gouvernement — un geste public sans précédent depuis 1972.

Le SPD n'a jamais réussi à être le parti des patrons. Formellement, 40 000 entrepreneurs ont la carte du Parti. Cinq ou six représentants des classes moyennes font partie de la fraction parlementaire du SPD. 400 jeunes managers et entrepreneurs, membres du SPD, ont fondé un "cercle d'initiative économique". Parmi eux, il y a certainement quelques-uns qui siègent dans des comités directeurs de grandes entreprises, mais il s'agit généralement d'entreprises dénationalisées, telles que Lufthansa, Landesbanken, Aral et Ruhrkohle. Une Association des petites en moyennes entreprises, liée au SPD, comporte une liste de 400 membres du Parti.

Même si tout cela est vrai, il s'agit d'une infime minorité face à la présence massive du grand capital au sein de la CDU/CSU et du FDP (les Libéraux). Ce n'est pas avec Schröder que cette situation va substantiellement changer.

En même temps, au sein du SPD, les premiers cris se font entendre contre le programme de Schröder, même s'il est aussi attaqué par la presse de droite.

Schröder a un autre handicap : il ne peut pas, comme l'a fait Blair, prétendre que « quand nous dirigerons le

pays, cela ne se fera pas à partir des Comités du Parti ». Cela n'est certainement pas acceptée telle quel par les militants, les fractions parlementaires et les ministres-présidents des Länder, membres du SPD. Les protestations des Jeunes Socialistes (les "Jusos") contre le néant politique des messages médiatiques ne resteront pas isolées. D'autres voix se sont déjà élevées, notamment de la part du "Groupe de travail sur les problèmes des salariés" (le AFA, "Arbeitsgemeinschaft für Arbeitnehmerfragen") du SPD, qui exige le changement de l'article 116 d'une loi antigreve.

On pourrait, presque paradoxalement, tirer la conclusion que Schröder est le meilleur candidat pour une nouvelle défaite électorale. Même si 1e SPD gagne, ce ne sera pas grâce à Schröder, mais malgré lui.

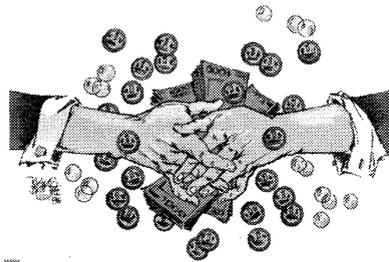
Sa tentative de "gagner le centre" du terrain politique n'est ni nouvelle ni forcément efficace, car il est occupé depuis des années par les trois partis gouvernementaux. Une partie de ces électeurs est en train de s'appauvrir ou de se prolétarianiser, une autre fait le saut vers l'enrichissement personnel. Par quel discours politique va-t-il être capable de satisfaire leurs aspirations contradictoires ?

Soit il applique une baisse des impôts, une limitation légale du pouvoir syndical, une baisse des salaires par la réduction des dépenses de la sécurité sociale et des mesures favorables à l'exportation et à la stabilité monétaire. Mais cela est évidemment

contradictoire avec les promesses faites aux syndicats d'annuler une série de mesures prises par le gouvernement Kohl en particulier en ce qui concerne la sécurité sociale (maladie-invalidité). Or, il aura besoin des syndicats pour mettre en place son "Alliance pour le travail" ("Bündnis für Arbeit"). Toute concession au "vieux centre" l'éloigne de ses positions fondamentales en ce qui concerne "l'innovation" et la "modernisation" de l'économie. Des mesures publiques portant sur le développement des nouveaux secteurs (l'informatique, les médias), des cotisations obligatoires pour des entreprises subsidiées qui n'embauchent pas (revendications adoptées au congrès du SPD) et, surtout, l'introduction de nouveaux impôts en particulier sur l'énergie et l'environnement sont en contradiction avec tout cela. Ainsi, Schröder discrédite en permanence le projet pourtant proclamé d'une alliance rouge-verte.

En tout cas, du point de vue du mouvement ouvrier et de la gauche socialiste, la perspective n'est pas rassurante. Si le SPD gagne et forme un gouvernement avec les Verts, il devra se fixer des objectifs qu'il ne sera pas capable de réaliser. Il ne pourra évidemment pas consolider les profits et en même temps adopter des mesures favorisant une paix sociale. Mais il ne pourra pas non plus jouer le rôle de « camarade des patrons », comme certains le prétendent. Il risquera de se trouver dans la condition d'un chancelier intérimaire toléré. ■

Les Verts allemands : histoire d'une adaptation



par
Manuel Kellner*

Au début, la constitution des Grünen était perçue non seulement comme un défi et un danger par la conscience publique bourgeoise allemande et par les partis établis (CDU/CSU, FDP, SPD — conservateurs chrétiens, libéraux et socialdémocrates), mais aussi comme la menace de l'introduction d'idées et de comportements d'inspiration radicale et extrémiste de gauche dans les institutions de la démocratie parlementaire. Aujourd'hui, nous en sommes bien loin. La participation des Grünen à des gouvernements à domination social-démocrate aux niveaux des communes et des régions (Länder) est devenue une routine, et au niveau communal il y a même des cas d'alliance avec la CDU. Les porte-paroles des conservateurs et des libéraux continuent à dénoncer la possibilité d'une participation gouvernementale des Grünen au niveau fédéral comme un danger pour l'économie, pour la politique extérieure et pour la continuité du consensus établi, mais cela n'est plus pris très au sérieux et plutôt compris comme une polémique électorale gratuite dirigée contre l'option gouvernementale du SPD d'alliance "rouge-verte". Les chefs de file des Grünen, à commencer par Joschka Fischer, le porte-parole de leur fraction parlementaire au Bundestag, s'appliquent avec beaucoup de zèle à disséminer les restes de doute sur le fait que les Grünen ont entièrement accepté le cadre du système établi tant au niveau des institutions de l'État, de l'UE, de l'OTAN etc. qu'au niveau de l'économie de marché capitaliste. Et les leaders, qui furent par le passé objets de critiques parfois violentes à l'occasion de congrès, sont maintenant peu contestés par la base de leur parti. Pour comprendre le chemin parcouru, il faut revenir aux origines.

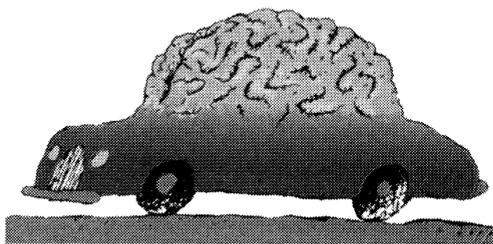
La fondation et l'ascension des Grünen est normalement comprise

comme expression politique du mouvement écologiste. En réalité, ce parti doit son existence et son influence à l'unité dialectique d'au moins trois facteurs :

a) une montée spectaculaire de la conscience écologique au niveau de masse ;

b) un sentiment de se trouver dans une impasse au sein du mouvement antinucléaire et des Bürgerintiativen (comités de citoyens luttant contre divers aspects de la destruction de l'environnement) ;

c) une crise de décomposition dévastatrice de l'extrême gauche organisée.



Montée de la conscience écologique

Au début des années 70, des livres comme ceux de Holger Strohm décrivant la menace destructrice que la production industrielle fait peser sur la biosphère, sur les conditions de survie du genre humain, n'avaient qu'une influence marginale. Pour les courants de la gauche socialiste et radicale il s'agissait surtout d'une occultation, puisque ces ouvrages pionniers faisaient abstraction du mode de production capitaliste. Le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance avait comme pêché originel le même défaut. Mais il marquait le début d'introduction de la problématique écologique dans la conscience bourgeoise et donc dans la société allemande. Les courants de la gauche radicale, même la minorité marxiste-révolutionnaire, prirent beaucoup de retard à mettre en question les

aspects douteux de leurs propres concepts (par exemple celui de la libération des forces productives ligotées par le mode de production capitaliste pour arriver à une économie d'abondance permettant la distribution gratuite de tous les biens). La politique des directions syndicales socialdémocrates et la conscience moyenne des militants syndicaux actifs ou même combattifs commençaient à être perçues comme "conservatrices" par une partie de l'intelligentsia et de la jeunesse révoltée dans la mesure où l'aspiration aux gains salariaux et à la défense des emplois ne s'occupait pas du contenu destructeur de telle ou

telle production. Le "feutre atomique" ("Atomfilz"), selon une expression de Heinz Brandt (syndicaliste métallo critique de gauche), en était l'expression effilée : dans le secteur de l'énergie l'organisation patronale et la direction syndicale constituaient un lobby commun pour défendre les intérêts de l'industrie nucléaire. Aujourd'hui, tout le monde doit montrer sa conscience des problèmes écologiques, ou au moins faire semblant : les partis et courants politiques, les directions syndicales, les organisations patronales, et même la publicité des grands trusts doivent prétendre à "sauver la nature" en vendant leurs marchandises.

Impasse politique du mouvement de masse

Le mouvement écologique était devenu un mouvement de masse surtout au travers des mobilisations contre les centrales nucléaires (Wyhl, Brokroff, Grohnde...) et contre la planification de stocks pour les déchets atomiques (Gorleben). La gauche et l'extrême gauche organisée y jouaient un rôle moteur, mais étaient largement dépassées par la participation

*Manuel Kellner est rédacteur de SoZ — Sozialistische Zeitung.

populaire aux manifestations. Ces mobilisations étaient la cible de la répression policière et étaient dénoncées par l'establishment politique. Une partie des courants radicaux essayait d'entraîner le mouvement dans des confrontations directes avec les forces de répression, tandis que les forces "modérées" (chrétiennes, socialdémocrates, (post)staliniennes...) participant au mouvement choisissaient les formes d'action dans le souci d'éviter toute confrontation. Cela créait une division au sein du mouvement.

En 1975, une manifestation importante (50 000 ou plus de participant/e/s) contre la centrale du "Schneller Brüter" de Kalkar, fut accompagnée par des interventions policières massives tendant à criminaliser le mouvement. En même temps, "la politique" ne bougeait pas d'un doigt. A partir de ce moment commençait une crise de crédibilité de la perspective de mobilisation : on peut être 50 000, 70 000, 100 000 dans la rue, mais rien ne change. Le même sentiment commençait à s'emparer des militants des Bürgerinitiativen : on peut prouver qu'on a raison, on peut avoir des arguments absolument pertinents, mais rien ne change. Une percée dans la classe ouvrière industrielle ou dans les syndicats n'était pas imaginable, puisque les syndicalistes combattifs contestant la ligne officielle pronucléaire et anti-écologiste (surtout organisé dans l'"Aktionskreis Leben") ne formaient qu'un courant marginal. Donc, l'aspiration à un débouché politique était dans l'air. Vu le conservatisme de la direction et de la grande majorité des membres et électeurs de la socialdémocratie, le manque de crédibilité du PC (post)stalinienn (combattant les centrales nucléaires à l'ouest tout en défendant les centrales nucléaires "socialistes" de l'est), le manque de crédibilité des forces d'extrême gauche divisées en miettes et largement en retard sur l'idéologie, ce débouché n'était imaginable que par la création d'une formation politique nouvelle mettant la problématique écologique au centre de ses préoccupations.

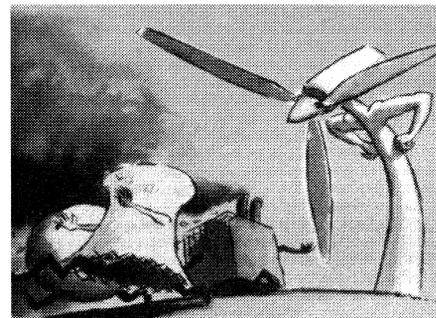
Les premiers succès des listes écologistes en France en 1977 catalysaient des initiatives semblables en Allemagne, d'abord aux niveaux communal et régional, et en 1979, à l'oc-

casion des élections européennes, pour la première fois au niveau fédéral, la liste "Sonstige politische Vereinigung [SPV] — die Grünen" ("Association politique diverse — les Verts" — allusion humoristique à la caractérisation médiatique courante des petites listes comme "divers") obtenant 3,2% des voix. A Brême, en 1979 également, une liste verte franchissait pour la première fois le cap des 5% dans le cadre d'une ville-région (Land). Le 13 Janvier 1980, à Karlsruhe, le parti Die Grünen était constitué.

Fruit de la décomposition de l'extrême gauche

Les premières listes vertes étaient créées par des forces plutôt conservatrices en marge du mouvement écologiste, avec une ligne politique de "protection de l'environnement" se situant "ni à gauche, ni à droite", polémiquant presque plus contre la "surpopulation" de la planète au sud que contre les méfaits du mode de production et de vie au nord. Le nom de Herbert Gruhl, ex-député du CDU et auteur du livre *Ein Planet wird geplündert* (Une planète est pillée), en est le symbole. Une partie de l'extrême gauche organisée ressentait le défi. Commençaient le temps des listes "alternatives", "verte-alternatives" ou "multicolores", avec des premiers succès électoraux. Dans le débat sur l'attitude vis-à-vis des forces autour de Gruhl et de ses semblables oeuvrant à la création rapide d'un parti électoraliste au niveau fédéral, une partie importante de l'extrême gauche se décida à entrer dans la SPV-Die Grünen pour combattre la ligne conservatrice en son sein et pour acquérir une influence décisive dans le parti des Grünen en gestation, susceptible de percer au niveau électoral.

Déjà au congrès de fondation des Grünen, le succès de cette démarche était évident. Le courant écolo-conservateur y était battu dans presque toutes les décisions soumises au vote des délégués, surtout dans le domaine politico-organisationnel, le congrès permettant aux membres du parti d'appartenir parallèlement à d'autres organisations politiques — ce qui était à l'époque tactiquement décisif pour les forces provenant de l'extrême gauche. Une seconde et



La production de l'énergierenouvelabledevenant compétitive, les pétroliers y investissent, ce qui facilite l'entrée des Verts au gouvernement.

une troisième conférence des Verts en 1980 (Saarbrücken et Dortmund) portant sur les questions programmatiques soulignaient la victoire des forces de la gauche radicale. Gruhl et les siens, résignés, quittaient le jeune parti.

En même temps, dans la gauche révolutionnaire, radicale et centriste, la pression pour s'affilier au parti des Verts devenait de plus en plus forte. Les "conférences socialistes" à la recherche d'une possibilité de créer un mouvement politique unitaire d'inspiration socialiste pouvant acquérir une l'influence de masse, y compris au niveau électoral, s'inclinaient devant l'état de fait : à côté des Grünen, il n'y avait plus d'espace (le dernier essai étant l'échec de la création des "Socialistes Démocrates" en 1985, après que deux députés du SPD, Hansen et Coppick, en désaccord avec le déploiement des missiles nucléaires et avec la politique procapitaliste socialdémocrate eussent rompu avec leur parti). Les membres et sympathisants de la gauche radicale affluaient au parti des Grünen, qui avait perdu 30% de ses membres avec le départ du courant conservateur de Gruhl, mais qui gonflait maintenant rapidement, passant d'environ 10 000 en 1980 à 15 000 en 1981, 25 000 en 1983, 40 000 en 1985 pour arriver finalement à quelques 50 000 membres. Les Verts ne gagnaient pas seulement de nouvelles recrues, mais fonctionnaient en même temps comme un aspirateur absorbant la grande majorité de militants et sympathisants de la gauche révolutionnaire et radicale. Le reste, qui se hérissait contre ce développement, était finalement condamné à l'image de dinosaures dépassés par l'évolution.



Daniel Cohn Bendit croqué par Wiaz en 1978.

Des dirigeants repentis

Jusqu'à aujourd'hui, dans le personnel dirigeant du parti Bündnis-Die Grünen (résultat de l'intégration d'une partie du mouvement civique de l'ex-RDA dans le parti des Verts, ce qui l'a d'ailleurs poussé à droite) provenant de l'ouest, il y a beaucoup d'ex-membres de courants d'extrême gauche. Ils étaient membres de diverses organisations maoïstes (KB, KBW, KPD...) ou courants spontanés ou — en nombre plus réduit — centristes (Sozialistisches Büro) ou trotskistes (1). Joschka Fischer et Daniel Cohn-Bendit étaient membres du courant organisé "Revolutionärer Kampf" (Lutte Révolutionnaire) dont l'organe de presse était le "Pflasterstrand" (à peu près : Sous les pavés, la plage), connu pour chérir les formes d'action de rue les plus énergiques et une attitude "anti-establishment" et révoltée cherchant à conserver la tradition du mai 68 et des "soixante-huitards" allemands. Tous les deux ont depuis longtemps acquis des attitudes de révolutionnaires repentis, polémiquant contre qui-conque ose encore mettre en question non seulement le monopole de violence de l'État, mais même seulement le système politique démocratique-bourgeois et l'économie de marché. Fischer, comme représentant le plus éloquent des "Realos" luttant pour une participation gouvernementale presque à tout prix, a réussi à conquérir l'hégémonie de ce courant au sein des Verts, les courants écologistes (Ebermann/Trampert) ou écologiste radical (Jutta Ditfurth) quittant l'un après l'autre le parti. Daniel Cohn-Bendit, autrefois internationaliste dévoué, militant révolutionnaire et orateur doué représentant la révolte de 68 en France et en Allemagne, ennemi public numéro 1 de la réac-

tion, est depuis des années un chaud partisan de cette même ligne. A l'administration de Francfort, il a joué le rôle de "chargé des affaires multiculturelles" en poursuivant une politique libérale et tolérante, mais sans mettre en question les fondements racistes de la politique officielle et des critères "de sang" du droit constitutionnel allemand vis-à-vis des immigrés et des demandeurs d'asiles. Car sa tolérance vaut tout aussi bien pour les victimes de cette politique que pour les ressentiments des Allemands qui se sentent "envahis" par les "hordes" "d'étrangers".

D'un parti contestataire...

L'identité politique du parti des Verts a changé sensiblement depuis ses débuts en 1980, tant au point de vue programmatique qu'en matière de fonctionnement organisationnel ou de pratique politique.

* En 1980, les Verts voulaient restructurer fondamentalement la société toute entière pour arriver à une production écologiquement responsable et socialement solidaire, centrée sur les besoins humains raisonnables, en solidarité avec les plus dépourvus en Allemagne et dans le monde entier. Ils voulaient un autre système politique, une "démocratie de base" (Basisdemokratie), en rupture avec la démocratie représentative où les citoyens sont impuissants vis-à-vis des députés, les députés vis-à-vis de l'appareil de leur parti et de leur fraction parlementaire, le tout étant impuissant vis-à-vis de l'exécutif et de l'appareil d'État au service des grands trusts et des grosses fortunes. Ils étaient pacifistes et antimilitaristes, luttèrent contre l'armement nucléaire, contre l'OTAN, contre l'armée encasernée et contestaient la légitimité des forces de répression de l'État.

* Les Verts se comprenaient comme parti "de type nouveau". Ils ne voulaient pas de dirigeants tout-puissants dominant la base du haut des postes et par les médias. Ils voulaient lier les dirigeants et les députés aux décisions de la base et, par le moyen de la rotation, éviter le développement d'une couche de dirigeants professionnels s'élevant au-dessus de la mêlée du commun des mortels. Ils voulaient un comportement parlementaire au service des

mobilisations extraparlimentaires, traduisant au niveau politico-institutionnel ses aspirations.

* Les Verts ne voulaient pas s'adapter à une politique de gestion du système établi. Les débats sur le comportement vis-à-vis du SPD et sur les formes et critères de participation à des gouvernements à dominance socialdémocrate étaient au départ compliqués. L'attitude "fondamentaliste" de rejet de toute collaboration politique avec le SPD se heurtait à plusieurs problèmes : Comment alors éviter de devenir complice de fait de la droite politique ? Comment alors mettre en pratique au moins une partie de son propre programme ? Comment aider à éviter "le pire" ? Quelle perspective de changer quoi que se soit en restant à terme un courant minoritaire condamné à l'opposition ?

... à un parti parmi d'autres

Au début, divers modèles de "tolérance" envers les gouvernements SPD étaient majoritaires dans le parti des Verts : élire un gouvernement SPD sans former une coalition, voter pour le budget tout en votant contre les mesures non-écologiques, non-sociales, non-démocratiques, non-pacifistes. Donc, permettre au SPD de gouverner sans porter la responsabilité entière pour sa politique. Mais le SPD, lui, faisait bien entendu pression dans le sens contraire : il demandait aux Verts de renoncer à leurs positions objectivement anticapitalistes et contestataires et à endosser la co-responsabilité d'une gestion loyale du système. Commençaient alors les débats sur les conditions à poser pour une participation gouvernementale. Petit à petit, les membres du parti des Verts acceptaient une attitude de cogestion loyale d'une politique pro-capitaliste, à condition que quelques réformes écologiques, sociales et démocratiques soient acceptées par le SPD. Mais aujourd'hui, en pratique, ces préconditions sont très réduites.

1. En 1986 la majorité du GIM (Groupe marxiste internationaliste), alors section de la IVème Internationale, avait décidé de fusionner avec un groupe ex-maoïste pour créer le Parti socialiste unifié (VSP). 20% de ses membres, dont la majorité de son Bureau Politique élu en 1985, décidèrent alors de quitter le GIM pour rejoindre les Verts.

Hambourg l'année dernière en fut la caricature : les Verts n'ont obtenu que le sauvetage d'une seule aire de protection d'oiseaux en laissant tomber toutes leurs autres revendications pour co-gouverner sur une ligne purement socialdémocrate. Dans toute une série de Länder, les Bündnis-Die Grünen co-gouvernent avec le SPD de façon routinière sans que les fondements de la politique économique, sociale et même écologique aient changé pour cela de manière perceptible. Le cap à franchir reste d'arriver au même exercice au niveau fédéral.

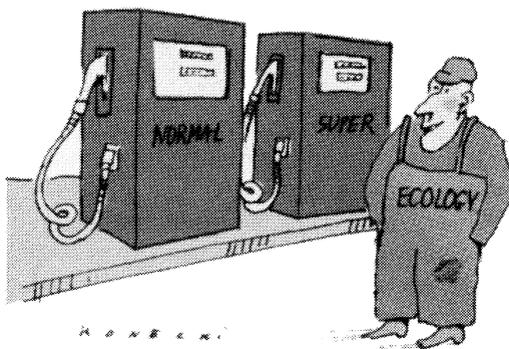
Le fonctionnement du parti est devenu celui d'un parti électoraliste largement "normal". Il reste peu de rapports avec le mouvement extraparlamentaire. La "rotation" ne semble plus qu'un "mauvais" souvenir. Il y a encore un zeste de séparation entre fonction de parti et mandat, mais l'influence des "personnalités" médiatisées est devenue décisive. Le caractère émancipateur des débuts s'est largement dissipé, le plus important qui en reste sont les quotas de 50% pour les femmes qui continuent à peser sur la sélection du personnel dirigeant et des mandats. Sauf que les figures les plus influentes sont de sexe mâle — comme Fischer ou Jürgen Trittin, le porte-parole de la direction du parti. La base sociale réelle, ce sont les militants organisés autour des mandataires, ce sont les postes au sein de l'administration communale et aux niveaux plus élevés. Le processus d'adaptation a été beaucoup plus rapide que pour la socialdémocratie, puisque la base extraparlamentaire était beaucoup plus réduite et fragile dès le début.

Une identité entamée

L'identité programmatique de départ est largement entamée. Il n'est plus question de changement fondamental des critères de la production, mais d'éco-taxes "acceptables" pour le patronat, "neutres" en matière de financement. Il n'est plus question de pacifisme radical, mais d'acceptation du rôle "responsable", pacificateur de la Bundeswehr en mission "humanitaire" — sous couverture de l'ONU, mais seulement jusqu'à nouvel ordre. Il n'est plus question de mettre en question le monopole de violence de l'État — au contraire, il y a déjà eu co-

responsabilité de ministres verts au niveau des Länder pour des interventions policières contre des manifestants, notamment kurdes ou défendants les demandeurs d'asile et les fugitifs.

Ludger Vollmer, dirigeant de la "gauche modérée" des Grünen (en fait maintenant presque "l'extrême" gauche des Verts), vient de sortir un gros livre, sa thèse de doctorat : *Die Grünen und die Außenpolitik — ein schwieriges Verhältnis* (Les Verts et la politique extérieure — un rapport difficile). Ce livre marque l'adaptation à la politique bourgeoise établie dans le dernier domaine qui semblait faire obstacle à la "respectabilité" verte et leur acceptation comme partenaire junior d'un gouvernement SPD-Vert. Il polémique contre les positions "de principe" menant les Verts à se dresser contre les diverses actions militaires décidées par le gouvernement Kohl. Le socialdémocrate Egon Bahr, dans le temps co-architecte de la



"Ostpolitik" de Willy Brandt, a vite fait les louanges de cet ouvrage. Selon lui — et c'est pertinent — le cas de la Yougoslavie marque le tournant des Verts vers une position "responsable" : ce serait inhumain, semble-t-il, de ne pas permettre à la Bundeswehr d'intervenir contre les horreurs n'importe où sur la planète — et n'y a-t-il pas une responsabilité allemande particulière pour les Balkans et pour l'Europe de l'Est en général vu l'histoire des deux guerres mondiales ? C'est cette logique pervertie qui perce dans la conscience des Verts.

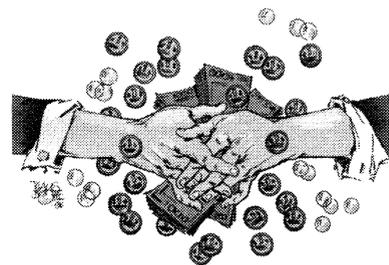
Les petits "scandales" récents illustrent bien les problèmes d'adaptation politique auxquels les Verts sont confrontés. Prenons un seul exemple : la décision du dernier congrès des Verts de revendiquer une montée des prix de l'essence à 5 Mark (environ 15

francs français) d'ici dix ans. Il y eut une réaction politique violente, une dénonciation massive des Verts comme parti ne se souciant pas du porte-monnaie des petites gens chérissant d'ailleurs leur bagnole comme rien au monde. Les Verts se sentirent forcés de se replier et de mettre beaucoup d'eau dans leur vin. Mais la logique de leur position est claire : s'ils ne veulent plus de transformation fondamentale — par exemple une société émancipée de la folie automobile et un système de transport public fonctionnel et généreux — ils doivent développer un "réformisme" écologique qui, en ces temps de "consensus austéritaire" général, envoie la facture de tous les changements aux salariés. Le "social" et "l'écologique" deviennent irréconciliables de cette manière, et les moindres réformes écologiques foncièrement impopulaires.

La perspective d'un gouvernement "rouge-vert" n'est plus ressentie comme le début possible d'un changement réel ou d'une période de réformes écologiques, sociales et émancipatrices. Tout au plus, l'électorat espère une modération du cours antisocial suivi par le gouvernement Kohl ces dernières 16 années. On espère respirer un peu. C'est peu et beaucoup, certes. Mais rien ne permet aujourd'hui de renoncer au combat pour la construction

d'un courant clairement anticapitaliste prenant à son compte toutes les aspirations écologistes et émancipatrices des débuts du parti des Verts. De toute façon, sans pression d'en bas par la voie de mobilisation indépendantes et sans opposition de gauche y compris au Bundestag — le PDS a de bonnes chances d'y entrer une nouvelle fois — la politique d'un gouvernement SPD-Vert ressemblerait plus à celle de Tony Blair qu'à celle de Jospin. ■

Cologne, Août 1998



Victoire britannique et désarroi républicain

par
John North

Il n'y a pas de mystère en ce qui concerne "l'Accord du Vendredi saint" qui met un terme au conflit en

Irlande. Les termes de celui-ci se lisent comme une liste des souhaits de l'impérialisme britannique pendant ces trente dernières années. L'application de cet accord signifiera une victoire décisive de la Grande Bretagne et une stabilisation

L'Accord du Vendredi Saint a été approuvé par une majorité écrasante de la population nationaliste en Irlande du Nord. Sinn Féin, le parti politique représentatif de la communauté, qui pendant trente ans s'est battue contre la présence britannique, appelait ses partisans à voter "oui" au referendum et présentait des candidats aux élections à la nouvelle Assemblée.

La direction de Sinn Féin présentait son soutien à l'Accord comme un reflet de « *l'adaptation de sa stratégie et de ses tactiques aux conditions objectives à chaque étape précise de la lutte* ». Elle considère être parvenue à cet accord grâce à « *une offensive politique d'une telle intensité et poursuivie avec tant de détermination qu'elle a réorganisé le paysage politique Nord et Sud* » et pense que le Sinn Féin doit se battre avec « *une confiance en soi politique* » pour « *transformer la situation actuelle en une étape de transition vers l'unification irlandaise* » (1)

Il ne fait pas de doute que la nouvelle situation, en premier lieu le cessez-le-feu de l'IRA (suivi, depuis l'attentat meurtrier d'Omagh, par deux forces nationalistes dissidentes, l'INLA et Real IRA), est un soulagement énorme pour la population nord-irlandaise, fatiguée après trente ans de guerre. La libération des prisonniers politiques qui est prévue dans l'Accord sera dans l'immédiat un autre point très important. L'espoir que les nouvelles générations connaîtront autre chose que la guerre civile et l'occupation militaire, qui fut le sort des tous les moins de trente ans aujourd'hui, est palpable.

L'horreur et la condamnation exprimées par tous après l'attentat à la bombe à Omagh le 15 août en est la preuve. Néanmoins, le conflit qui a duré un certain temps début août concernant les marches de l'Ordre orangiste (unionistes pro-britanniques) avait déjà montré que la situation est loin d'être stabilisée. L'introduction d'une nouvelle législation "anti-terroriste" risque encore de provoquer un durcissement de l'attitude de la population nationaliste, qui se sentirait visée par ces mesures, pendant que des députés unionistes affirment qu'ils refuseront de siéger à la nouvelle Assemblée à côté des représentants du Sinn Féin.

Quelques voix significatives de la population nationaliste, notamment Bernadette McAliskey, ont exprimé des dures critiques envers l'accord et l'attitude du Sinn Féin, et considèrent qu'il sera en fait un obstacle pour l'avancée vers les objectifs historiques du mouvement nationaliste parce qu'il est formulé dans les termes proposés par les gouvernements britannique et irlandais et qu'il entérine donc la partition de l'Irlande entre les Six Comtés du Nord qui font partie de l'État britannique et la République du Sud.

Inprecor a déjà présenté le point de vue du Sinn Féin (2). Nous publions ci-contre un article soumis par Socialist Democracy, groupe sympathisant de la IV^e Internationale en Irlande, qui exprime une position critique.

Philomena O'Malley

victorieuse de sa domination après 30 années de conflit.

Les articles 2 et 3 de la constitution de la République irlandaise (du Sud) qui exprimaient l'aspiration à une Irlande indépendante et unifiée, seront remplacés par l'affirmation d'un droit de veto de la minorité unioniste du Nord. L'Assemblée du Stormont, qui incarne la répression sauvage et sectaire et qui a été renversée par une révolte massive, est restaurée sous une forme "améliorée" permettant à la classe moyenne catholique et au gouvernement irlandais de Dublin de la soutenir. Cette "amélioration" consiste à accorder un droit de veto de fait à chaque communauté. Il est aussi question d'un agenda égalitaire très vague incluant des promesses à propos de la culture irlandaise, des droits humains et du maintien de l'ordre. Les Britanniques profiteront d'une assemblée qui les tiendra à l'écart de la réalité de cet État sectaire du Nord tout en gardant un contrôle absolu sur les finances publiques et l'appareil d'État.

Ainsi, Dublin peut agiter quelques institutions pan-irlandaises comme preuve de l'issue à long terme de l'unité irlandaise. En fait cet élément de l'Accord a été ramené, dès le début, à une farce, une offre de stabilité capitaliste et un rôle de conseillers subalternes des Britanniques. La classe moyenne catholique au sein de l'État du Nord aurait sa part des privilèges sectaires.

Même les divisions au sein de l'Unionisme, qui vont du soutien hésitant à l'hostilité radicale, ne devraient pas surprendre. Elles représentent le débat qui a lieu au sein de l'unionisme sur ses possibilités de survie avec une réduction somme toute minimale de ses privilèges sectaires. Pour ceux qui se refusent à céder « *même un pouce de terrain* », le privilège sectaire n'a de sens que s'il est absolu.

Le soutien des Républicains

Ce qui a surpris beaucoup d'observateurs c'est le soutien des Républicains irlandais à un accord qui est la négation de la base de leur programme traditionnel. L'enlèvement de leur campagne militaire et la prise de conscience de l'échec de leur stratégie militaire ont joué un rôle. Mais le mécanisme décisif à l'œuvre fut l'absorption politique du mouvement par la bourgeoisie irlandaise et le remplacement d'un programme nationaliste révolutionnaire par un pro-

1. An Phoblacht, 14 mai 1998.

2. cf. Inprecor n° 424 de mai 1998, avec en particulier des extraits des rapports au congrès du Sinn Féin présentés par Gerry Adams, président, et par Martin McGuinness, principal négociateur des accords de la part du Sinn Féin.

gramme réformiste basé sur la diplomatie secrète sous l'égide du capitalisme et de l'impérialisme. Cet agenda fut présenté comme conduisant à l'égalité entre les deux communautés, la déséctarisation du pays et la démocratisation de certains aspects de l'État du nord.

Le retrait politique des Républicains fut absolu. Lors d'un accord antérieur, qui avait précisément mené à la division historique de l'Irlande, la Grande Bretagne avait livré des armes à ceux qui soutenaient l'accord. Cette fois-ci les gouvernements britanniques et irlandais ont fourni des prisonniers catholiques à la direction républicaine pour l'aider à plaider la cause du nouveau gouvernement du Stormont. La dégénérescence du mouvement est largement illustrée par Gerry Adams. Dans un hymne à l'opportunisme, il pressait les délégués de l'assemblée générale du Sinn Féin à voter "oui" au référendum en faisant un choix à partir de ce qui leur semble bon dans l'accord.

Les référendums

Le résultats des référendums qui ont eu lieu presque simultanément des deux côtes de la frontière ont montré les effets de cette décadence. Des sondages dans le Sud avaient indiqué que plus de 33% de la population allait voter "non". Ce chiffre est tombé à 12%. En comparaison, une campagne même limité du Sinn Féin contre le traité d'Amsterdam donnait un vote de presque 40% de "non".

Même si le vote global atteignait presque 72%, cela cache des variations substantielles. Dans le Nord, où il y a toujours eu un soutien très fort pour les républicains et un vote nationaliste des classes moyennes encore plus ample, la population nationaliste a voté massivement pour l'accord et a participé tout aussi massivement. Le vote "non" représentait à peine 4% de la population nationaliste. Mais le fondement de l'Accord étant la reconnaissance du veto unioniste sur le développement démocratique de la nation irlandaise, il devint rapidement clair que les votes nationalistes perdaient leur poids politique sans un soutien équivalent de l'Accord de la part des Unionistes.

David Trimble et les autres forces unionistes qui soutiennent l'Accord, obtinrent à peine plus que 50% des voix du camp unioniste. Il y avait un goulot d'étranglement entre ceux qui voulaient l'accord et ceux qui s'accrochaient au maintien de leurs privilèges sectaires.

Les Britanniques furent l'autre



Le Château du Stormont (D.R.)

force qui intervint pour définir la nature de l'Accord. Le désarroi des Unionistes signifiait que les Britanniques étaient acculés à reprendre en charge la campagne pour le "oui". Blair fut en pointe par une affiche suggérant que tout cela est une défaite du républicanisme : il fallait absolument son soutien constant au processus afin d'assurer la survie politique du courant de Trimble.

L'Assemblée de Stormont

La fragilité du vote unioniste en faveur du "oui" et la nécessité du soutien britannique furent confirmées par les élections du 25 juin à l'assemblée du Stormont, où la loi électorale réduisait légèrement l'implication britannique. Le dirigeant du Parti unioniste d'Ulster (UUP, principale force unioniste), David Trimble, fut humilié parce que son parti n'arriva qu'en seconde position, derrière le Parti travailliste social-démocrate (SDLP, premier parti de la communauté catholique qui est minoritaire au Nord). Techniquement, cela reste une victoire, parce que les adversaires des accords qui ont appelé à voter "non" au référendum, n'ont pas atteint le nombre de sièges — 30 — qui permette de bloquer l'Assemblée. Mais le nombre d'élus fragiles ou douteux, du côté protestant, signifie qu'à terme l'Accord, pour sur-

vivre, devra évoluer dans un sens plus favorable aux unionistes.

La stratégie du Sinn Féin a été réduite à l'électoratisme et à sa propre construction en tant que Parti. Le résultat électoral suffit pour encourager cette démarche, mais ce qui frappe surtout c'est le gain électoral du SLDP. La victoire impérialiste a stoppé le déclin de celui-ci et Stormont rétabli sera leur maison naturelle, où ce Parti de la bourgeoisie catholique aura l'avantage sur le Sinn Féin, l'avantage de faire partie des structures de l'État sectaire.

Le recul électoral des unionistes paramilitaires constitue une bonne nouvelle. Avec le soutien de certaines fractions du mouvement républicain et de la gauche ils s'étaient présentés comme la voix socialiste de la classe ouvrière. Mais cela paraissait trop improbable et leur vrai rôle comme le bras fort de la bourgeoisie unioniste s'était clairement révélé. Malheureusement la droite unioniste (Parti unioniste du Royaume Uni, UKUP) s'est drapée maintenant de la bannière "socialiste".

La coalition des femmes, un groupe postmoderniste et post-féministe soutenu par le parti communiste et des bureaucrates syndicaux avait un programme réduit au soutien de l'initiative impérialiste. Cette absence d'autono-

Les votes	Assemblée des 6 comtés 1996 en %	Chambre des Communes 1997 en %	Assemblée des 6 comtés 1998 en %	sièges au Stormont 1998
	UUP, David Trimble	24,2	33	21,28
SDLP, John Hume	21,4	24	21,99	24
DUP, Ian Paisley	18,8	14	18,03	20
Sinn Féin, Gerry Adams	15,5	16	17,65	18
UDP [milices unionistes UDA]	2,2		1,07	0
PUP [milices unionistes UVF]	3,5	3,5	2,55	2
UKUP [scission de l'UUP]	3,5		4,52	5
Alliance [autonomie dans R.U.]	6,5	8	6,5	6
Coalition de femmes	1,1	1	1,61	2
Labour [ex-Militant]	0,9	1	0,34	0
Indépendants non unionistes				3

Irlande

mie programmatique met en question la survie de la coalition.

Lors des élections de 1996 une tentative de lancer un Parti travailliste (Labour Party) avait été faite. Mais cette alliance était sans principe et trop droitière. Ces composantes — opportuniste, social-démocrate et le Parti socialiste (ex-Militant) — ont repris leur autonomie. La tentative du Parti socialiste de continuer cette orientation s'est terminée par un désastre.

Marches orangistes

Les affrontements à Dumcree où les orangistes ont voulu forcer le passage pour leurs Marches, ont succédé aux élections. Ils ont dévoilé le processus de paix, destiné à imposer les structures de l'accord avant que les travailleurs ne se rendent compte de sa portée.

Les Marches Orangistes à Dumcree I, II et III avaient déjà montré comment une meute sectaire exigeait "le droit" de marcher à travers un territoire catholique. Les Britanniques ont abordé Dumcree IV en s'appuyant sur la capitulation politique du républicanisme, et en s'étant assurés de la majorité de la population nationaliste. Mais ils avaient compris que cette capitulation était conditionnée par l'illusion nationaliste en un changement graduel. Si les Orangistes pouvaient marcher à travers la catholique Garvagh Road, cela apparaîtrait comme une victoire des éléments les plus réactionnaires chez les Orangistes. Le soutien nationaliste à l'accord, et l'alliance entre les classes moyennes unioniste et nationaliste en sortiraient affaiblis. Défendre l'Accord de Stormont impliquait de contenir l'émeute orangiste.

Les Britanniques s'interposèrent, tentant ainsi de diviser les orangistes, tout en gardant le contrôle (notamment par le biais de "la commission sur les manifestations"). Le nouveau premier ministre David Trimble pouvait ainsi occuper la position du centre. L'opposition orangiste un moment désarçonnée, refit son unité dans la défense inconditionnelle de ses privilèges. Mais l'assassinat sectaire de trois jeunes enfants Quinn fit basculer la situation. Finalement il y eut un faux compromis avec les Britanniques dans le beau rôle : la marche orangiste la plus offensive à travers Ormeau Road eut lieu après une protestation catholique symbolique orchestrée par le Sinn Féin.

Le jeu politique derrière tout cela était clair. La direction unioniste n'était pas prête à sacrifier le pouvoir que lui offrait potentiellement la nouvelle Assemblée pour affirmer son programme de privilège sans restriction, ce qui

exige de toute évidence le soutien britannique. La stratégie britannique de son côté a besoin de l'unionisme.

Le Sinn Féin nouveau

Où aller ? Le Sinn Féin est prêt à « *prendre sa place dans le gouvernement* » — un gouvernement colonial dirigé par des sectaires notoires et organisé autour du veto sectaire. Ils se préparent à appliquer un programme réformiste. Ce basculement reflète un changement dans la base sociale du Sinn Féin, de plus en plus intégré dans les milieux prospères et le secteur de l'économie nourri par les fonds de pacification de la Grande Bretagne, de l'Union Européenne et des États-Unis.

Il y a une base pour des réformistes, mais très peu pour des réformes. La colonie nord-irlandaise restera incapable de satisfaire les besoins de la classe ouvrière. Le sectarisme, l'impulsion fondatrice de l'État, subsistera. L'Accord de Stormont suggère que les privilèges vont être partagés, mais ils ne le seront pas sur une base égalitaire. Cet État aura besoin d'établir des privilèges inégaux, et d'utiliser l'appareil d'État pour les défendre. La promesse vague d'un "agenda de l'égalité" n'est que fumée.

Les promesses de reconnaître la langue irlandaise et les droits humains ne sont jamais passées dans la législation de Westminster (le parlement britannique). Cela vaut aussi en ce qui concerne la réforme de la police. Mais l'illusion la plus forte c'est le nouveau rôle progressiste assigné à l'impérialisme. Les Unionistes de Trimble n'ont toujours pas rencontré le Sinn Féin et exigent le désarmement préalable avant toute entrée dans le gouvernement. Les Unionistes sont divisés entre eux et sont fortement attaqués sur leur droite. Le cessez-le-feu des loyalistes est de plus en plus illusoire, avec des attaques sectaires fréquentes. Trimble est pris au piège par l'Accord, mais ne se presse pas de le mettre en application, parce qu'il existe une puissante coalition qui passe à travers les Unionistes officiels, les Unionistes "britanniques" et certaines sections du DUP de Paisley qui complotent contre lui. La fragilité du soutien unioniste à l'Accord signifie que l'Assemblée pourrait facilement tomber à droite. Ce que les Républicains refusent de voir, c'est que les impérialistes et les nationalistes bourgeois pourraient à ce moment trouver qu'ils sont trop durs pour les unionistes et faire de nouvelles concessions à ceux-ci.

Le vote "oui" de la part des nationalistes est une victoire majeure pour l'impérialisme, mais il représente aussi

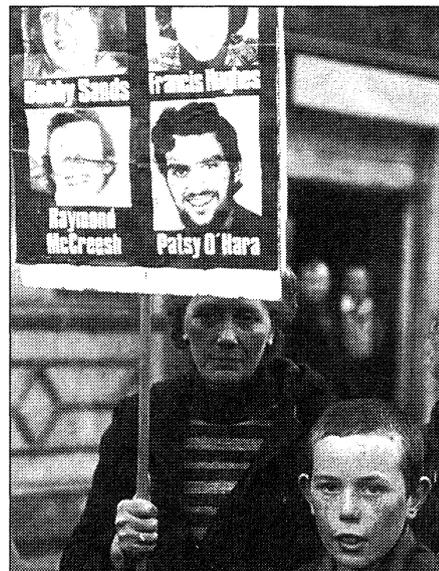
une série d'expectatives. Il y aura pas mal d'explosions, sans beaucoup de résultats à cause de la faiblesse de l'opposition politique.

La recomposition est difficile à cause de la débâcle des Républicains. Des opposants parmi eux n'ont fait aucune critique fondamentale et sont eux-mêmes incapables de rompre avec le concept de la famille nationaliste. Ils sont incapables d'expliquer la faillite du mouvement républicain et ils pataugent dans la stratégie militariste — aveugles devant le fait que la défaite de cette stratégie est au cœur du processus de paix. Toutes les critiques marxistes traditionnelles du militarisme s'appliquent encore plus aux nouveaux groupes armés qui sont apparus. Leur analyse politique est encore plus faible. Au mieux, ils démobilisent les travailleurs, et au pire ils portent tort à la cause. (3)

Le Irish Republican Socialist Party vient d'annoncer que son bras armé, le INLA, appelle à un cessez-le-feu. Il est clair qu'il y aura aussi un cessez-le-feu politique et ils vont se situer sur le flanc gauche du processus de paix.

La gauche révolutionnaire ne fait pas mieux. En théorie, le Socialist Party (ex-Militant) et le SWP sont contre l'Accord, mais en pratique le premier a appelé à voter "oui", et le dernier a déclaré que l'Accord ouvre la voie à "un socialisme par en bas".

Socialist Democracy a correctement caractérisé l'Accord comme étant une offensive impérialiste, dès les premiers pourparlers entre le représentant capitaliste John Hume et la direction républicaine. Nous sommes en train de préparer la bataille d'idées et nous résisterons au recul politique dirigé par le Sinn Féin. ■



3. Cet article a été rédigé avant le sanglant massacre d'Omagh, dont l'effet politique fut d'isoler les dissidences de l'IRA.

La guerre n'est pas finie



photo
cortesia
FARC (D.R.)

Déclarations des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC)

Nous publions deux déclarations de la commission internationale des FARC, la plus importante des organisations révolutionnaires armées. La première souligne l'importance de la rencontre du 9 juillet entre le Président Pastrana nouvellement élu et le principal dirigeant des FARC, Manuel Marulanda. La seconde se démarque explicitement des démarches de paix menées de son côté par l'ELN.

« Les FARC démontrent une fois encore leur volonté de paix sans faille, constamment affirmée tout au long de leur histoire politique d'organisation combattante dont l'objectif est de conquérir pour les pauvres de Colombie une paix véritable assurant la justice sociale et les libertés démocratiques ; une paix dans la grandeur et le sens de la patrie, où ceux qui décident des destinées de notre pays s'engagent et réalisent la tâche difficile d'assurer un avenir meilleur et prometteur aux générations futures.

« C'est aussi la démonstration pour le gouvernement actuel que, au-delà des politiques de guerre indiscriminée et barbare contre le peuple, d'exclusion de la majorité du pays, des crimes et des calomnies contre les opposants politiques, s'imposent la force et la raison qu'incarnent la dignité et la fidélité des combattants révolutionnaires de la trempe de Manuel Marulanda Vélez.

« Le peuple colombien comme l'opinion internationale doivent savoir que ce qui a rendu possible la rencontre Marulanda-Pastrana, c'est les efforts extraordinaires d'un grand patriote, le docteur Alvaro Leyva Durán, ancien sénateur, ancien parlementaire et ancien ministre d'État. Ce succès fait de lui une figure indiscutable et incontournable de la politique de paix et de réconciliation entre Colombiens.

« Il faut souligner aussi le sérieux et la volonté politique du Président Pastrana, qui a honoré l'engagement pris pendant la campagne électorale de rencontrer personnellement la direction des FARC pour chercher les conditions de la paix.

« La rencontre historique du 9 juillet

démontre encore à l'opinion colombienne et internationale les immenses possibilités actuelles de paix dans notre pays. Elle prouve aussi la réalité des FARC en tant qu'opposition politique armée au pouvoir en place, une force qui ne renonce jamais à encourager les secteurs progressistes et démocratiques à s'engager dans l'entreprise la plus importante et prometteuse pour la majorité de notre peuple : la paix dans le développement et la justice sociale. »

12 juillet 1998

« Nous réaffirmons à nouveau que pour nous, les FARC, il ne peut y avoir de dialogue avec le gouvernement et les représentants des organisations patronales, des secteurs sociaux, religieux, politiques et du peuple en général, qu'en Colombie même, dès que le gouvernement aura retiré les forces armées des municipes de La Uribe, Mesetas, La Macarena, Vista Hermosa et San Vicente del Caguán, et qu'auront été vérifiés les accords passés entre le Président Pastrana et le commandant en chef des FARC, lors de leur récente entrevue.

« Les FARC refusent de considérer comme représentants de la société civile ceux qui contribuent à la guerre par leurs apports financiers, poussent à la confrontation, négocient avec leurs armes ou participent à la lâche barbarie qui frappe des civils désarmés.

« Nous avons déjà déclaré à plusieurs occasions que nous n'acceptons sous aucune condition de dialoguer avec ceux qui se livrent à la sale guerre des paramilitaires, massacrent, déplacent ou menacent la population civile, dont le seul tort était de s'op-

L'offensive militaire du mois d'août (attaques d'infrastructures pétrolières et actions de guérilla urbaines et rurales) montrent que les forces insurgées n'envisagent pas un accord de paix à court terme.

Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale) ont engagé, séparément, des conversations avec des représentants du nouveau gouvernement et avec des organisations de la société civile et l'Église. Les premières rencontres ont eu lieu dans la selva en Colombie (FARC) et en Allemagne (ELN).

Personne ne pense pourtant qu'un accord soit proche. La guerre opposant la guérilla, l'armée et les paramilitaires garde toute son intensité. Les documents que nous publions ici aident à comprendre cette nouvelle situation.

Colombie

poser au gouvernement libéral de Samper.

« Pour les FARC, c'est un manque de sérieux et de clarté dans les objectifs que de passer de présumés accords avec un gouvernement qui ne s'est pas fixé la Paix pour politique, tout attaché à s'enrichir de la guerre qui garantit son immense pouvoir de corruption, d'abus de confiance et de trahison des intérêts de la patrie, et qui a plongé ces derniers temps notre pays dans la pire crise de l'ensemble de ses valeurs. »

31 juillet 1998

Déclaration de l'Union Camiliste - Armée de libération nationale (ELN)

Le 15 juillet à Watzburg, en Allemagne, une rencontre réunissant trois commandants de l'ELN et des « représentants de la société civile » sous les auspices des conférences épiscopales d'Allemagne et de Colombie, a approuvé « l'accord de la Porte du Ciel », point de départ d'un processus de paix avec l'ELN.

Nous reproduisons ici des extraits de la conférence de presse tenue le lendemain par les divers protagonistes, publiés par le quotidien *El Colombiano* de Medellin, où le commandant de l'ELN Pablo Beltran revient sur les points essentiels de cet accord.

Près du dialogue, loin de la paix

Nous publions des extraits d'un article paru le 2 août dans le quotidien *El Tiempo* de Bogota, où le journaliste colombien Alfredo Rangel s'interroge sur le projet véritable des FARC, confortées par de récents succès spectaculaires face aux forces armées gouvernementales.

« On ne peut que louer l'intention du Président élu de débloquent le processus de paix par un geste aussi audacieux que cette visite aux commandants de la guérilla des FARC dans leurs zones libérées. Cela lui a valu, et ce n'est que justice, le soutien chargé d'espoir des Colombiens. Il faut pourtant analyser soigneusement un événement de cette importance.

« C'est d'abord pour les FARC le succès politique le plus important de leurs presque quarante années de lutte armée. C'est leur reconnaissance comme réalité politique et militaire incontestée, qui dispute à l'Etat sa légitimité dans de nombreuses régions du pays. C'est d'autant plus vrai que cela se produit après leurs plus remarquables succès militaires à Las Delicias, Patascoy et El Billar : les FARC se trouvent sans aucun doute dans la meilleure situation politique et militaire de toute leur histoire. Il est d'autant plus difficile de penser qu'elles pourraient abandonner à ce moment précis la possibilité d'avancer sur ces deux terrains (...)

« Les FARC ont maintenant une légitimité politique suffisante pour s'engager résolument dans la deuxième phase de leurs plans stratégiques, approuvée lors d'une rencontre massive de leurs unités combattantes qui s'est tenue en décembre 1997 : l'objectif sur le plan militaire est de disposer dans un délai de quatre ou cinq ans d'une centaine de fronts de combats et de quelque trente mille hommes en armes. Comme ce sont des gens sérieux, qui savent où ils vont et réalisent leurs objectifs, il faut prendre ces plans au sérieux et les considérer comme une composante effective de la guerre. Même si cela n'aide pas à alimenter les espoirs de paix (...)

« Une offensive militaire de la guérilla frapperait probablement aujourd'hui une armée en proie aux doutes et à la perplexité. Et on est en droit de penser que dans une guerre, ce genre de geste symbolique bénéficie plutôt à ceux qui se trouvent dans une situation militaire favorable, et peuvent y voir la reconnaissance de leur propre force, qu'à ceux qui se trouvent en difficulté sur ce terrain, ce que l'adversaire peut interpréter comme la preuve de leur faiblesse. »

Question : Dans le point 6, il est question de promouvoir une réunion impliquant les différentes forces de la guérilla et « d'autres acteurs de la guerre ». Cela veut-il dire que l'ELN est prête à dialoguer avec les paramilitaires ?

Pablo Beltran : Catégoriquement, non. Cela concerne la société civile, qui subit l'agression des paramilitaires.

Lors de la controverse cordiale à laquelle nous nous sommes livrés ces derniers jours, une des questions critiques concernait les personnes et les secteurs influents de la société qui soutiennent les groupes paramilitaires. Sans citer de noms, le mieux que nous ayons obtenu des secteurs présents à la réunion qui représentent certaines élites dirigeantes de Colombie, c'est la reconnaissance qu'il y a bien un financement des paramilitaires, en partie volontaire et en partie forcé.

Question : Le texte de l'accord inclut un engagement de l'ELN à renoncer aux enlèvements pour se financer, pour autant qu'elle aurait la garantie d'autres sources de financement et que l'avancée du processus de paix ne s'accompagnerait pas d'une perte d'influence stratégique. Comment va se financer dorénavant l'ELN ?

P. B. Cet accord à caractère humanitaire s'engage dans la reconnaissance que la guérilla colombienne, et pas seulement l'ELN, pourrait continuer à exercer son autorité dans les zones aujourd'hui sous son contrôle. Il n'est pas question que l'ELN reste sans ressources financières. Nous recherchons de nouvelles sources de financement avec le concours de certains secteurs en Colombie et de la communauté internationale, notamment ici avec la Communauté économique européenne et un important secteur patronal présent à cette rencontre.

Question : Le bruit a couru qu'à l'occasion de son voyage en France, le Président Pastrana rencontrerait une délégation de l'ELN.

P. B. Le Président a bien sollicité cette entrevue, mais notre organisation a jugé préférable qu'elle se tienne en Colombie, après la prise de fonction du Président nouvellement élu. Au sein de la CSGB (Coordination de la guérilla Simon Bolivar), les différentes forces se sont mises d'accord pour que tout



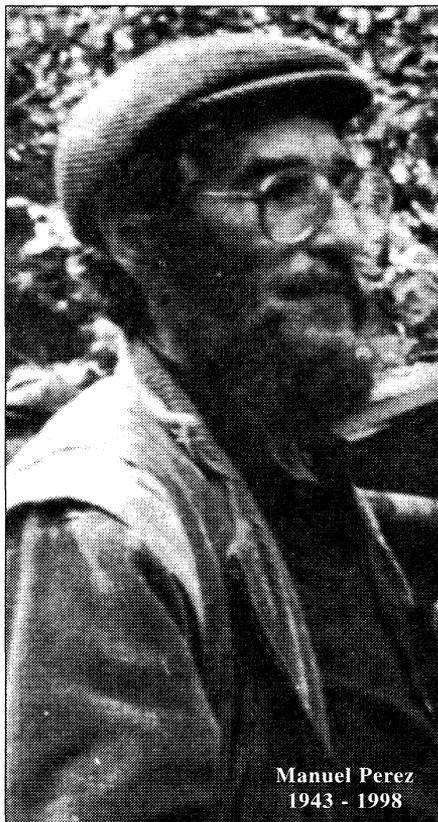
contact entre la guérilla et le gouvernement ait lieu en territoire colombien.

Nous avons l'intention d'avoir des discussions avec le ministre de l'Environnement, présent en Allemagne, mais nous avons réalisé que parallèlement au dialogue engagé avec la société civile, le bruit commençait à courir que l'ELN allait passer des accords sous la table avec un gouvernement qui doit céder la place dans trois semaines. Et nous tenons à ce que l'espace forces insurgées — société civile reste à l'écart de tout gouvernement, tant celui qui quitte la scène que celui qui va prendre sa place.

Question : Le processus de paix va-t-il déboucher sur le désarmement ?

P.B. Je vais prononcer une hérésie : vu les conditions particulièrement difficiles du conflit en Colombie, l'idée que nous avons au sein de la Coordination de la guérilla, c'est que ce processus ne s'achève ni par la démobilisation, ni par le désarmement. On peut imaginer que chaque partie garde l'autorité dans la zone sous son contrôle, y compris l'État, et reste armée pour garantir sa défense et l'application des accords. Si nous sommes en guerre, c'est qu'il n'y a pas de confiance. Sur ce point nous préférons être d'une totale franchise. C'est ce que nous avons dit à plusieurs des patrons qui ont participé à cette rencontre.

Nous avons été clairs sur la possibilité que nous gardions tous le contrôle de nos zones respectives, en restant armés et en assurant les fonctions d'un État, tout en garantissant le maintien de l'unité nationale. ■



Manuel Pérez
1943 - 1998

Bibliographie

- B. Álvarez Ríos, "Sacerdote a las montañas: Reemplaza la sotana con el uniforme de guerrillero", *Bohemia* n° 3, 1966.
- C. Arango Zuluaga, *Crucifijos, sotanas y fusiles*, Editorial Colombia Nueva, Bogotá 1991.
- I. Arregi, *Voces de Colombia: Breve mirada a una sociedad urgente*, Tercera Prensa - Hirugarren Prentsa, Gipuzkoa 1994.
- I. Arregi, "Manuel Pérez, dirigente del ELN: «Para llegar a la paz, tendría que ser viable la justicia social»", *Hika* n° 81, 1997.
- O. Behar, *Las guerras de la paz*, Planeta, Bogotá 1986.
- "El Ejército de Liberación Nacional de Colombia: Una historia que comenzó con 18 campesinos y 15 viejas escopetas", *Bohemia* n° 47, 1972.
- A. Gilly, "Camilo, guerrillero", *Marcha* n° 1294, 1966.
- M. Hamecker, *Unidad que multiplica: Entrevista a dirigentes máximos de la Unión Camilista Ejército de Liberación Nacional*, Centro de Documentación y Ediciones Latinoamericanas, Managua - México - Lima 1988.
- M. López Vigil, *Camilo camina en Colombia*, Tlalaparta Editorial, Tafalla 1990.
- C. Medina Gallego, *ELN: Una historia contada a dos voces. Entrevista con el "cura" Manuel Pérez y Nicolás Rodríguez Bautista*, "Gabino", Rodríguez Quito Editores, Bogotá 1996.
- J. D. Restrepo, *La revolución de las sotanas: Golconda 25 años después*, Planeta, Bogotá 1995.
- C. de la Torre, "Revelaciones de Ricardo Lara Parada (I-III)", *Trópicos* n°s 3-5, 1980.

Manuel Pérez, prêtre, guérillero, marxiste

par
Zbigniew M. Kowalewski*

Le 14 février dernier, Manuel Pérez, dirigeant de l'Union Camiliste-Armée de libération nationale (ELN), est mort dans un territoire contrôlé par la guérilla colombienne. Âgé de 55 ans, il souffrait d'une grave maladie. L'ELN dispose de plusieurs milliers de combattants et de dizaines de fronts de guérillas actifs dans de nombreuses régions. Avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC), le mouvement de guérilla majoritaire, l'ELN est l'une des deux principales organisations politico-militaires de gauche de ce pays.

En Colombie, l'intensité de la guerre augmente. La machine militaire de cet État bourgeois en décomposition perd de plus en plus de combats et le contrôle de nombreux territoires. Appuyée par des formations militaires d'extrême droite, elle fait régner une terreur sanglante sur la population civile. Cet hommage à la mémoire de Manuel Pérez veut contribuer au développement d'une solidarité urgente avec les organisations insurgées et les mouvements populaires de Colombie.

En juillet 1966, lors d'une cérémonie solennelle célébrée à la chapelle Sixtine, le pape Paul VI donna l'ordination à quelques soixante-dix prêtres choisis dans tous les séminaires européens. Faisant partie d'une sélection

* Zbigniew M. Kowalewski, ancien dirigeant du syndicat "Solidarité", est rédacteur du journal polonais *Dalej*.



spéciale, ils étaient destinés à travailler comme missionnaires en Amérique latine d'où parvenaient des nouvelles alarmantes pour le Vatican. La grande onde expansive de la révolution cubaine commençait à émouvoir l'Église catholique elle-même. Elle élargissait et emplissait de contenus subversifs les brèches ouvertes par le récent concile Vatican II. En outre, en Colombie, bastion du catholicisme conservateur, s'était produit un événement sans précédent qui eut un écho dans le monde entier. Un prêtre catholique, Camilo Torres, avait tout d'abord essayé de mobiliser un mouvement de masses indépendant, unitaire et révolutionnaire qui aspirait, par la violence si nécessaire, à la « prise du pouvoir par les classes populaires » et à la construction du socialisme. Ensuite, il intégra l'Armée de libération nationale (ELN). A peine était-il entré dans ce mouvement de guérilla « castriste » que la revue cubaine *Bohemia* écrivait : « Jamais Camilo Torres n'a trouvé la moindre incompatibilité, mais au contraire de grandes affinités, entre le christianisme le plus pur et le marxisme, le socialisme, le communisme. » Selon *Bohemia*, si les marxistes et les chrétiens parvenaient à s'unir, ils libéreraient obligatoirement le genre humain de l'exploitation et de l'oppression. La revue uruguayenne *Marcha* affirmait : « Camilo Torres se

définit lui-même comme nationaliste, révolutionnaire et chrétien. Sa plateforme contient des mesures nationalistes étroitement liées à des mesures socialistes fondamentales. Sa méthode, la prise du pouvoir à travers la lutte armée des masses, pour mener à bien ce programme, est le début d'une révolution socialiste. »

Cinq mois avant la cérémonie à la chapelle Sixtine, Torres était tombé le fusil à la main lors d'un combat contre les troupes gouvernementales. Parmi les prêtres ordonnés lors de cette cérémonie, se trouvait Manuel Perez. Il se sentait mal à l'aise à cause de son faste et de son luxe. Ni le pape ni les autres hiérarques ecclésiastiques présents lors de la cérémonie ne s'imaginaient qu'il partageait cette pensée du père Camilo – « Il est très difficile de servir deux maîtres : Dieu et les richesses » – et que son désir était de suivre le chemin pris par Torres, si possible sur la même terre et dans les rangs de la même organisation révolutionnaire. Perez était convaincu qu'en accueillant Torres en son sein, l'ELN avait résolu la complexe question des relations entre christianisme et marxisme qui le passionnait au plus au point.

« S'incarner chez les plus exploités »

Perez était originaire d'un petit village de la province de Saragosse en Aragon (État espagnol). Il venait d'une famille de paysans pauvres très croyants. Durant la guerre civile espagnole, son père, convaincu qu'il s'agissait d'une guerre de Religion et qu'il fallait défendre la foi catholique, combattit dans l'armée franquiste. La seule manière de faire des études était d'aller au séminaire et il décida ainsi de devenir prêtre. Avant qu'il soit ordonné avec ses deux amis, Domingo Lain et José Antonio Jimenez, ils avaient voyagé tous les trois en France. Ils étaient motivés par « le profond désir d'être aux côtés des plus pauvres et des plus dépossédés » et de « vivre avec eux un engagement d'incarnation ». Ils partagèrent la vie misérable, le travail surexploité et l'oppression xénophobe ou raciste des immigrés de l'État espagnol et d'autres pays d'Europe du Sud et d'Afrique du Nord.

A Paris, Lille, Arras, « nous nous

sommes penchés sur le monde de l'exploitation capitaliste », dit plus tard Perez. C'est là qu'ils commencèrent à remettre en question plusieurs aspects de la foi traditionnelle. Ils arrêtaient de prier de manière routinière et ressentirent une véritable aversion pour les rites. « Pourquoi aller à la messe du dimanche dans une église si nous vivons une "messe" plus profonde dans les baraques des immigrés ? » L'idée catholique traditionnelle du péché s'effrita également car ils se rendirent compte « que la morale dépend de la classe sociale à laquelle on appartient et qu'il y a une morale bourgeoise et une morale ouvrière ».

De retour dans l'État espagnol, ils collaborèrent avec les Commissions ouvrières qui, sous la dictature franquiste, commençaient à construire un mouvement ouvrier indépendant, et avec des militants communistes. Mais ils savaient que dans le monde, par exemple en Amérique latine, il y avait plus d'exploités et d'opprimés qu'en Europe. C'est pour cela qu'ils entrèrent au séminaire hispano-américain de Madrid. « Deux choses nous marquèrent : d'abord la mort du père Camilo et ensuite la lutte de guérilla qui visait la révolution socialiste. A cette époque, il y avait en Europe des relations entre chrétiens et marxistes autour du travail réalisé par les prêtres ouvriers » a rapporté Perez. Une fois ordonnés, ils furent envoyés en République dominicaine, mais ils décidèrent que Lain partirait explorer le terrain en Colombie.

Perez et Jimenez travaillèrent dans une paroisse située à la frontière avec Haïti habitée par des coupeurs de canne haïtiens. Ils refusèrent d'être les agents d'une Église où « tout avait le goût et l'odeur du Blanc » et qui était « la gardienne idéologique » d'un travail bestial, d'une misère extrême, d'un analphabétisme total, d'un racisme sauvage et d'une répression atroce. Le gouvernement décida de les expulser du pays et l'Église entérina cette décision. Ils partirent en Colombie où, avec Lain, menacé d'expulsion par le cardinal Concha Cordoba, ils se réfugièrent dans un quartier misérable de Carthagène. A l'époque Paul VI visita la Colombie pour exhorter les masses à « ne pas faire confiance à la révolution ». Aux yeux de Perez et de ses amis, ce péle-

rinage avait pour seul but de « contre-balancer l'influence que le choix de Camilo Torres pouvait avoir sur un peuple chrétien majoritairement catholique ». « Cela nous préoccupait beaucoup que l'Église soit un facteur idéologique de domination. » Mais cinquante prêtres, réunis dans le groupe Golconda dirigé par un évêque, Mgr Gerardo Valencia Cano, lancèrent un défi public à la hiérarchie catholique et à la classe dominante, en se déclarant prêts à « s'engager toujours plus dans les différentes formes d'action révolutionnaire contre l'impérialisme et la bourgeoisie néo-coloniale ». Ils unirent le slogan de Camilo Torres, « le devoir de tout chrétien est d'être révolutionnaire », à celui de Fidel Castro, « le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution ».

Les trois prêtres espagnols adhérèrent au groupe Golconda. Ils devinrent rapidement des dirigeants populaires locaux, comblant le vide laissé par les directions des organisations

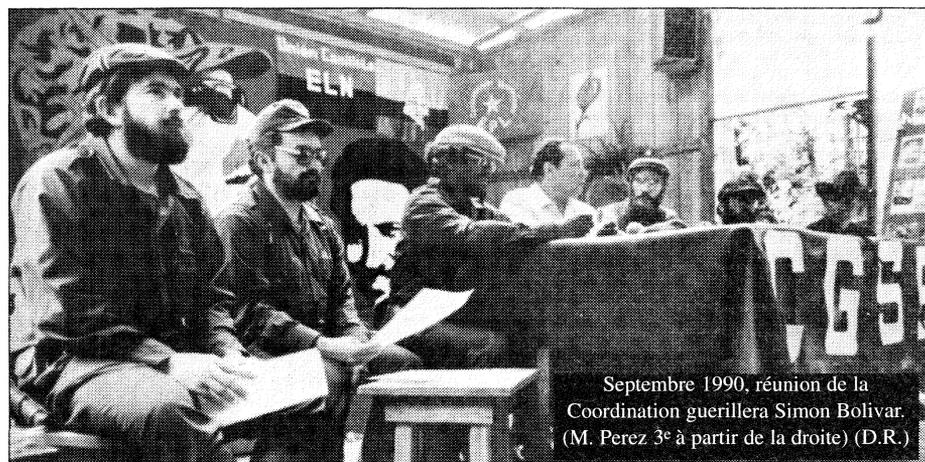
du gouverneur et des conseillers, durant laquelle les autorités revinrent sur leur décision. Le lendemain, les prêtres furent arrêtés. La police secrète ordonna leur expulsion.

C'est alors que Manuel Perez et ses deux camarades prirent une décision irrévocable, qu'ils communiquèrent au groupe Golconda, celle de rejoindre la guérilla. Expulsés en avril 1969, ils réussirent depuis l'extérieur à établir un contact avec l'ELN. A Cuba, ils reçurent un entraînement à la guérilla. Dans la même année, ils revinrent clandestinement en Colombie et rejoignirent la guérilla qui opérait dans la région du Magdalena Medio. En février 1970, à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de Camilo Torres, l'ELN annonça que Domingo Lain se trouvait dans ses rangs. « Vu le caractère public qu'a dans notre société la fonction sacerdotale, j'ai rempli mon devoir de pasteur en intégrant la guérilla de l'ELN » expliqua Lain dans une déclaration qui exprimait aussi les convictions de

et n'arrivait même pas à stabiliser un second front. Les ressources les plus élémentaires lui manquaient, elle opérait dans un milieu naturel très difficile et appliquait rigoureusement des principes de mobilité, de vigilance et de manque de confiance constants, plaçant les combattants aux limites mêmes de la capacité humaine de survie. Le réseau urbain avait été fortement frappé. Le traumatisme d'une dispute fractionnelle qui s'était achevée dans le sang pesait lourdement. D'abord José Ayala, membre de la fraction dirigeante, avait été assassiné par des membres de la fraction rivale lors d'un obscur règlement de comptes. Ensuite, trois membres de celle-ci, dont Victor Medina Moron, ancien numéro deux de l'ELN, avaient été jugés et fusillés sous l'accusation fautive de complot et d'infiltration ennemie. La crise était due à des divergences politiques et tactiques apparues dans un cadre militariste et caudilliste d'où tout débat régulier et toute démocratie interne étaient exclus. « Au lieu d'une solution politique, on donna une solution militaire aux contradictions politiques » écrit plus tard Manuel Perez.

En outre, le responsable numéro un de l'ELN, Fabio Vasquez Castaño, développait une idéologie et une ligne « paysannes » à l'extrême, dont le corollaire était une féroce « dictature paysanne » sur les guérilleros venus de la ville. Le régime interne était verticaliste et répressif. Les rapports humains étaient très durs. Durant huit mois, Perez fut soumis à une épreuve qui lui parut impossible à surmonter tant physiquement que psychologiquement et moralement ; et il considéra plus tard qu'elle était bien plus difficile que ce qu'exigeaient les conditions objectives. José Antonio Jimenez, le plus âgé des trois prêtres, n'y survécut pas : huit mois après être entré dans la guérilla, il mourut d'une maladie non identifiée. Contrairement à ce qu'espérait Perez, l'ELN gardait le silence sur la dimension spécifiquement chrétienne de l'engagement de Camilo Torres dans la lutte révolutionnaire.

Alors qu'il avait réussi à s'adapter à la vie de guérillero, Perez eut à expérimenter quelque chose de plus difficile encore. Alors qu'il appartenait à une commission de guérilla dirigée



Septembre 1990, réunion de la Coordination guerrillera Simon Bolivar. (M. Perez 3° à partir de la droite) (D.R.)

sociales qui, soit se laissaient acheter, soit étaient éliminées par la terreur. Il s'avéra bientôt qu'ils avaient acquis une formidable capacité de mobilisation des masses. Quand les autorités décidèrent de détruire le quartier San José, un secteur misérable à côté de l'aéroport de Carthagène, les trois prêtres y donnèrent rendez-vous aux habitants d'autres quartiers pauvres et à leur tête arrêtaient les bulldozers, empêchant l'avancée de la police et de l'armée. Puis ils organisèrent un meeting de solidarité combatif. Grâce à la force des masses, ils imposèrent la tenue d'une assemblée ouverte de débat avec la participation du maire,

Perez et de Jimenez. « J'ai choisi la révolution socialiste parce que c'est l'unique moyen d'extirper à la racine les causes de l'exploitation de l'homme par l'homme. » Lain dénonçait « la complicité de l'Église, qui se pose en défenseur et en ferme pilier de ce régime [d'exploitation] en abusant du pouvoir sur les consciences dont elle jouit encore dans de vastes secteurs des masses prolétariennes ».

Dans la guérilla

La guérilla que trouva Perez était très différente de celle qu'il s'était imaginée. Elle comptait à peine soixante ou soixante-dix combattants

Colombie

par Ricardo Lara Parada, numéro deux de l'ELN, il participa à une discussion avec quelques guérilleros où fut critiqué le fait que « *Ricardo vive dans de meilleures conditions que les autres combattants* ». On accusa ces guérilleros, et Perez parmi eux, de vouloir diviser l'ELN, assassiner Lara Parada, désertir, etc. Ils furent jugés et condamnés à être fusillés. « *Ce sont certainement des interventions de poids qui ont fait que la peine soit finalement commuée* » a commenté Perez, faisant probablement allusion à la direction de la Révolution cubaine. Il fut expulsé de l'ELN, mais finalement Fabio Vasquez accepta qu'il réintègre la guérilla.

L'ELN affirmait que « *la classe ouvrière a été pénétrée par les subterfuges de l'idéologie bourgeoise, elle ne pense qu'en termes d'intérêts économiques, elle centre sa lutte sur des questions revendicatives et est à la traîne du processus révolutionnaire* ». Tant que cette classe ne parviendrait pas à devenir le « *facteur fondamental* », l'avant-garde de la révolution socialiste ne pouvait être que « *la paysannerie, qui a commencé sans l'impulsion ni la direction de la classe ouvrière et qui s'est armée de l'idéologie prolétarienne. Cette idéologie n'est pas le patrimoine exclusif de la classe ouvrière ; c'est un grand apport à la cause de tous les exploités du monde* » et la paysannerie peut donc s'en emparer pour son propre compte.

En même temps, l'ELN suivait une ligne militariste, éloignée de celle d'organisation et de mobilisation des masses chère à Camilo Torres. Elle se comportait comme si la révolution pouvait être fondamentalement, voire exclusivement, l'œuvre d'un appareil particulier, ici l'appareil militaire. Rien n'avait changé depuis le jour où, quatre ans auparavant, Torres avait dit à Vasquez qu'il « *voyait beaucoup de stationnement dans les campements et aucun travail permanent dans les zones rurales* » et que « *selon moi, la guérilla ne devrait jamais cesser son travail politique auprès des paysans* ».

Vasquez continuait à rejeter catégoriquement « *ce que d'aucuns appellent "le travail politique de masse", qui n'est autre que la transplantation artificielle de luttes syndicales faillies, réformistes ou corpora-*

tistes, du secteur urbain dans le secteur paysan ». Selon lui, le travail politique véritablement révolutionnaire consistait « *fondamentalement en des actions armées qui engendrent la conscience et la canalisent, affaiblissent l'ennemi et renforcent la force propre de la guérilla* ». En 1971, au moment même où le mouvement paysan se radicalisait en Colombie, revendiquant des « *terres sans maîtres* » et occupant 645 haciendas, le chef de l'ELN déclarait les occupations de terres et les expropriations inutiles et contre-productives, tout comme « *les actions visant à obtenir de meilleures conditions de vie à travers des augmentations de salaires* » dans le milieu ouvrier. Il prétendait que « *ces objectifs, vu qu'ils peuvent être atteints, loin de rapprocher les masses de l'objectif stratégique [la prise du pouvoir] les en éloignent, les conduisant au réformisme* ».

Manuel Vasquez Castaño, qui avait une vision politique plus large et une formation marxiste plus impor-



tante que son frère Fabio, remit en cause cette orientation. Cela coïncida avec le début de la montée en puissance du mouvement ouvrier. « *[Manuel] dit que, dans ce pays, avec les développements [du capitalisme], l'avant-garde du processus révolutionnaire est la classe ouvrière ; cela faisait partie de la discussion classique sur qui doit constituer l'avant-garde pour la construction du socialisme* »

se rappelle Nicolas Rodriguez, dirigeant de l'ELN. Manuel Vasquez fit pression pour que la guérilla se déplace de la frontière agricole (zones de colonisation agraire de la forêt vierge) à Santander vers les exploitations capitalistes modernes d'Antioquia, où ils se mirent à recruter largement des ouvriers agricoles et établirent des liens avec des dirigeants du mouvement ouvrier dans les industries de ce département.

L'ELN étendit beaucoup son champ d'action. Elle organisa des actions militaires d'une plus grande envergure qu'auparavant, comme les prises simultanées, en janvier et en février 1972 des villes de San Pablo, de Remedios et de plusieurs autres localités. Elle connut également une croissance rapide, réussissant à réunir environ 270 guérilleros. Mais, dans son avance à marche trop forcée, elle commit de sérieuses erreurs tactiques dont profita l'armée gouvernementale pour mener à bien une grande opération contre-insurrectionnelle. En octobre 1973, à Anori, l'armée massacra une colonne entière de cent guérilleros dirigée par les frères Manuel et Antonio Vasquez, qui furent tués aux côtés de dizaines de combattants. Ricardo Lara déserta. Domingo Lain tomba lors d'un combat. Manuel Perez se perdit et pendant 26 jours il traversa la forêt vierge en solitaire au prix d'efforts surhumains. Ensuite, pendant deux mois, il fut à la recherche de la guérilla, survivant grâce à la solidarité paysanne. C'est durant ces trois mois que son ancienne idée de Dieu l'abandonna définitivement ; à partir de là « *c'est le peuple qui a fait office de Dieu* » confessa-t-il.

La reconstruction

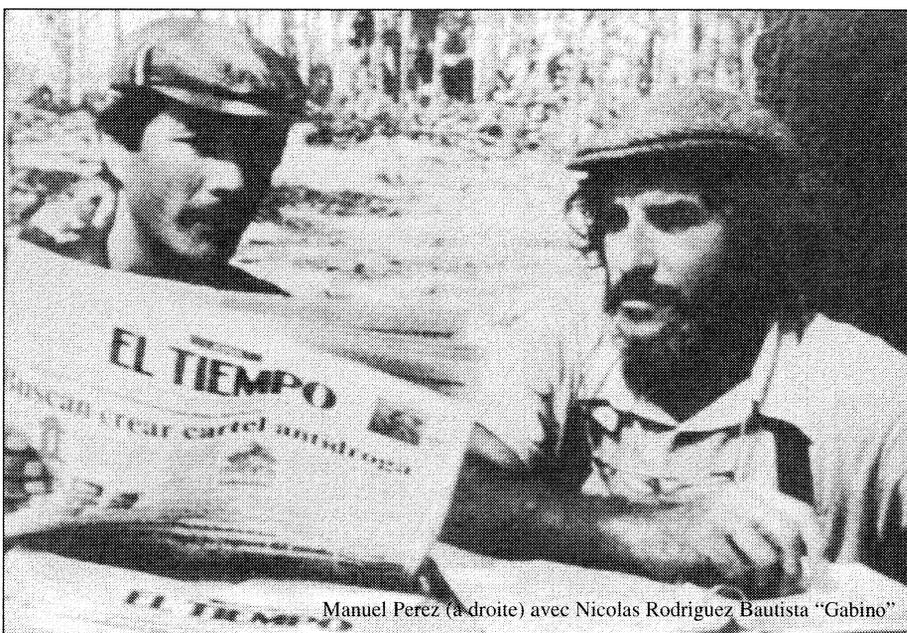
Après cette défaite, Fabio Vasquez ne réussit pas à réunir plus de 80 combattants. Il imposa que soient établies les responsabilités du désastre d'Anori, désignant comme boucs émissaires trois responsables du réseau urbain, qui furent jugés et fusillés. Malade, il se rendit à Cuba pour se faire soigner. En son absence, un bilan critique de sa direction fut dressé au sein de l'ELN et il fut destitué. On décida qu'il devait rester à l'extérieur comme militant de base et que sa situation dans l'organisation devrait

être définie lors d'une assemblée démocratique – Vasquez n'accepta jamais de participer à quelque chose de tel. Mais la crise de l'ELN continua, s'aggravant au point « qu'en 1978, la pire année de notre crise, nous n'avions même plus 40 guérilleros » se rappelle Manuel Perez. Les combattants étaient répartis sur deux fronts de guérilla très éloignés l'un de l'autre : il fallait marcher pendant plusieurs mois avant d'entrer en contact.

C'est justement à cette période que Perez prit en charge la reconstruction de l'organisation, aux côtés de Nicolas Rodriguez Bautista, connu sous le nom de « Gabino ». Âgé de 13 ans à peine, en 1964, il faisait partie du groupe de 17 paysans qui, sous la direction de Fabio Vasquez, avait fondé l'ELN. On commença à discuter des questions d'orientation politique et des principes d'organisation et de direction, de la constitution de directions collectives et à planifier des activités visant à combiner commandement militaire et démocratie politique interne, expérience militaire pratique et formation politique théorique, activité militaire et travail politique de masse, guérilla rurale et lutte politique urbaine. L'organisation, a raconté Perez, décida, entre autres, de « se rapprocher beaucoup plus des organisations naturelles des masses, pour comprendre quelles étaient leurs revendications, en respectant leurs propres méthodes, pour que leurs intérêts et leurs luttes priment, au lieu de considérer que la lutte armée était l'unique solution pour les masses ».

L'ELN reconnut publiquement que les exécutions perpétrées par le passé constituaient de très graves erreurs. Elle réhabilita les fusillés en tant que révolutionnaires. De cette expérience douloureuse, Perez tira trois conclusions : « D'abord, qu'il faut garder présent à l'esprit que l'humanisation de la révolution est un élément essentiel, qui doit toujours aller croissant et doit rester notre idéal ; ensuite, que l'autocritique publique des organisations révolutionnaires est la meilleure manière de transformer et de résoudre les erreurs historiques ; enfin, qu'il est fondamental de considérer la dignité et la valeur de la personne humaine de manière individuelle, tout en cherchant à respecter un parfait équilibre avec sa valeur collec-

tive. » « Le but de la révolution et de la nouvelle société est que la vie, qui est le plus précieux chez l'homme, ait un prix et soit estimée dans toute sa dignité, que l'homme soit au centre de la société. Pour ce faire, dès que nous le pourrons dans la vie, dans la lutte, dans la révolution, dans la société que nous voulons construire, nous devons en finir avec la peine de mort. En ce sens, nous devons y compris humaniser notre guérilla. L'humanisation de la guerre doit faire l'objet de l'éducation de nos propres combattants. »



Manuel Perez (à droite) avec Nicolas Rodriguez Bautista "Gabino"

La reconstruction dura jusqu'en 1983. Son succès fut lié, entre autres, à trois facteurs. L'un était l'existence, dans différentes villes et régions du pays, de plusieurs cercles politiques révolutionnaires (14 à Bogota, 8 à Medellin, etc.) qui, contre vents et marées et en dépit de la disparition apparente de l'ELN, se reconnaissaient en elle. Ils intégrèrent alors l'organisation. Un autre facteur fut le soutien des secteurs chrétiens de gauche et des communautés ecclésiales de base, partisans de la théorie de la libération, pour qui l'ELN continuait à être « la troupe des prêtres Camilo et Domingo ». Un facteur supplémentaire fut l'entrée dans l'ELN du Front guérillero Domingo Lain, qui s'était formé à Arauca à la suite d'un grand mouvement paysan et des masses en général qui avait organisé plusieurs grèves civiques régionales. La victoire de la révolution sandiniste et le développement de la révolution centramé-

ricaine stimulèrent aussi beaucoup la reconstruction de l'ELN.

En septembre 1983, fut constituée pour la première fois une direction nationale collective de manière démocratique. Manuel Perez et Nicolas Rodriguez furent élus respectivement numéro un et numéro deux – responsable politique et responsable militaire, en fait – de l'ELN. Entre cette date et la première assemblée nationale qui se tint en 1986, le nombre de ses membres fit plus que tripler. Elle réussit à réunir entre 600 et 700 guérilleros dans les campagnes, partagés

entre quatre fronts de guérilla, avec également quatre organisations urbaines. Le personnel militaire permanent représentait 25 % de l'ensemble des militants. En 1987, l'ELN s'unifia avec une organisation d'origine maoïste et devint l'Union Camiliste-Armée de libération nationale.

Dans le processus de croissance organique et de développement de ses activités politico-militaires qui suivit, l'ELN devint une organisation ayant un projet national. Manuel Perez joua un rôle crucial dans ce processus et lors des réajustements stratégiques qui eurent lieu. De tous les dirigeants de l'ELN, ce fut l'un de ceux qui contribuèrent le plus à affirmer en son sein le principe selon lequel le développement de la lutte révolutionnaire dépend « d'une implication toujours plus grande des masses » et que, dans le même temps, le rôle de l'organisation révolutionnaire à la tête de

Colombie

cette lutte « *augmente dans la même proportion que celle de l'implication des masses* ».

Marxisme et christianisme

Depuis longtemps, l'ELN comptait plusieurs militants qui étaient prêtres et depuis des années, elle était dirigée par un prêtre. Elle bénéficiait d'un soutien important des chrétiens et d'un secteur chrétien formellement constitué en son sein. Mais la situation de ses militants chrétiens était loin d'être normalisée. Manuel Perez voyait bien que dans la guérilla il n'y avait pas d'espace suffisant « *pour exprimer sa foi, pouvoir se considérer à la fois chrétiens et marxistes* » et « *bien qu'en politique cela soit clair et que cela ne pose pas de problème d'être à la fois chrétien et marxiste, on n'a pas encore réussi à faire que, dans la guérilla, un combattant arrive à dépasser sa peur et à reconnaître devant les autres qu'il est chrétien* ».

Cette situation contradictoire était due au fait qu'au sein de l'ELN « *il y avait à la fois une tradition de participation des chrétiens à l'organisation et un enseignement très dogmatique de la théorie marxiste* ». Une part importante des combattants de l'ELN déclaraient que « *vu que le marxisme qualifie la religion d'opium du peuple, comment accepter la foi des chrétiens ?* », que « *si notre lutte vise à construire une nouvelle société, socialiste, c'est contradictoire de favoriser ou encourager une autre vision du monde* » ou que « *si nous essayons de mettre en place une vision scientifique du monde, nous devons être conséquents et commencer dès maintenant à rejeter l'idéalisme* ».

Ce débat culmina lors de la première assemblée nationale de l'ELN, en 1986. Perez écrivait : « *Une fois que l'on se rend compte que les chrétiens révolutionnaires luttent eux aussi contre une religiosité faite de magie, qu'ils démasquent les liens entre l'Église traditionnelle et le capitalisme, qu'ils dénoncent le Vatican comme le bras idéologique de l'impérialisme, cela contribue à placer la discussion sur son véritable terrain. Car pour ces chrétiens révolutionnaires la religion qui est utilisée pour endormir le peuple et pour servir le capitalisme est aussi critiquable que pour les marxistes. [Commençons à étudier] la*

religion et la lutte des classes et à comprendre comment cette lutte a eu lieu au sein de l'Église, afin de traiter ce thème non seulement philosophiquement mais aussi historiquement. Savoir exactement comment se comportent en Colombie l'Église traditionnelle et l'Église populaire, car nous voyons que la lutte idéologique n'a pas uniquement lieu entre l'Église traditionnelle et la révolution mais aussi entre l'Église populaire et l'Église traditionnelle. Ce qui nous intéresse également, c'est de considérer tous ces problèmes dans le cadre de la recherche d'un marxisme plus latino-américain. » « *Il faut faire comprendre*



cette réalité au marxisme et le christianisme révolutionnaire doit aussi comprendre que le guide de la révolution ce n'est pas le christianisme mais le marxisme. »

Perez défendait l'idée que les chrétiens pouvaient militer dans l'ELN avec une totale égalité de droits avec les marxistes parce qu'en tant qu'organisation révolutionnaire, ce qui lui importait n'était pas tant l'immortalité ou non de l'âme, mais le fait que l'impérialisme et le capitalisme sont mortels. Quant à son attitude personnelle, il reconnaissait que la motivation chrétienne était fondamentale dans son engagement révolutionnaire. « *Ce qu'on m'avait promis pour l'autre monde, je l'ai ramené dans ce monde et dans cette histoire-ci.* » disait-il. « *Je suis arrivé à la conviction profonde que c'est dans cette histoire que doit avoir lieu la libération et le salut.* » Mais il précisait : « *Le christianisme est une motivation, ce n'est pas la science de la révolution. La science de la révolution, c'est le marxisme.* » « *C'est pourquoi nous n'allons pas construire une organisation*

chrétienne ni une société chrétienne, mais une organisation marxiste-léniniste et une société socialiste. »

Perez accordait une grande importance à l'idée, lancée depuis longtemps par Fidel Castro, selon laquelle la révolution en Amérique latine demande la création d'« *une alliance stratégique entre marxistes révolutionnaires et chrétiens révolutionnaires* ». Cependant, il observait qu'« *y compris à Cuba il faut remettre en cause le fait que la manière d'enseigner le marxisme-léninisme a conduit au durcissement de positions dogmatiques bien que Fidel ait maintenu une ouverture vers les chrétiens* », car dans le même temps « *beaucoup de gens étaient éduqués dans le cadre de l'école soviétique du marxisme-léninisme* ». En exposant la position à laquelle était parvenue l'ELN, Perez déclarait : « *Il ne faut d'ores et déjà plus parler d'alliance stratégique entre chrétiens et marxistes dans la révolution, mais de véritable unité.* » Il considérait que c'était l'une des choses les plus importantes que l'ELN ait « *apporté à la rénovation des idées révolutionnaires dans les organisations marxistes* ».

Socialisme, démocratie, pouvoir populaire

La chute du prétendu « socialisme réel » n'a pas sapé le cours stratégique de l'ELN vers la libération nationale et la construction du socialisme. « *Ces deux composantes sont inscrites dans le caractère de notre révolution et de notre stratégie* » affirme l'ELN. Elle affirme aussi qu'« *il est clair que le sujet historique de la révolution est le prolétariat* » qui est « *la classe sociale appelée à jouer un rôle fondamental et hégémonique dans la révolution socialiste colombienne* ».

Dans les publications de l'ELN, on évoque l'effondrement du « *projet stalinien* » : « *Une manière de comprendre et d'essayer de construire le socialisme est arrivée à son terme, vision unilatérale qui avait voulu condenser en un seul modèle une pensée et un projet social par essence divers, complexes et flexibles et transformer ce modèle en vérité universelle. Une pensée qui vivait le monde principalement à travers le prisme d'une nation et a voulu orienter le mouvement socialiste en fonction des*

intérêts de cette nation s'est totalement épuisée. »

Selon l'ELN, « un tel projet entraînera un profond fossé entre socialisme et démocratie », alors que « la démocratisation totale de la société, outre qu'elle est consubstantielle au socialisme, peut aussi se révéler être l'unique garantie qu'ait une société de se tromper le moins possible et de se corriger au plus vite, et surtout de ne pas s'aliéner elle-même. » Le résultat de ce fossé fut catastrophique : « La société civile finit par se vivre pour et par l'État, pour et par un parti, pour et par une ligne qui, en fin de compte était définie pour et par une direction que certains nomment bureaucratie d'État et d'autres classe dominante d'un type nouveau, etc. »

Dans le même temps, l'ELN reconnaît : « Beaucoup des déviations qui eurent lieu dans les pays socialistes et des injustices et drames qui furent commis au nom du socialisme se sont également produits au sein de notre propre pratique sociale et politique. » Mais pour l'ELN, « la profonde crise du socialisme ne met pas entre parenthèses la voie de la révolution et, au contraire, la libère de mythes et de tabous ». Également, « elle libère le marxisme des chaînes du dogme et des schémas, revitalisant sa dialectique matérialiste » et « stimulant la créativité et l'originalité des peuples qui forgent leur propre destin national et social ». Entre autres dogmes, l'ELN a rejeté celui du parti unique. « L'expérience même que nous fournit la crise du camp socialiste nous montre qu'il est plus sain pour la démocratie populaire et socialiste qu'il existe différentes tendances et propositions politiques qui, dans un contexte révolutionnaire, jouent un rôle d'émulation pour la direction politique et idéologique au sein de la nouvelle société. »

Perez insistait, tant à l'ELN que devant les commandants et combattants des FARC-EC, sur le fait que « la démocratie est l'essence de la construction du socialisme » et que « pour garantir la démocratie dans la société future, nous devons la construire dès maintenant et nous devons l'impulser à travers l'organisation du peuple que nous choisissons ». « Le mieux est de commencer à construire dès maintenant la nouvelle

société à travers la démocratie directe avec le peuple en matière de construction économique et de participation des masses aux décisions politiques de l'État. » Il expliquait que tout cela était possible là où les forces de guérilla et les mouvements de masses exerçaient un « contrôle municipal » (ou provincial, régional, etc.). Telle fut l'orientation adoptée par le IIe Congrès de l'ELN, qui se tint en décembre 1989. On y conclut que la stratégie de la guerre populaire prolongée devait être avant tout une stratégie de construction du pouvoir populaire. « Ce pouvoir populaire trouve son expression la plus élevée dans la destruction du vieil État et la mise en place du nouveau », mais « il est indispensable de développer dès à présent la vocation au pouvoir des masses, en construisant des formes particulières et autonomes d'organisation et en créant des modes d'auto-gouvernement, en relation directe avec la construction des bases révolutionnaires ».

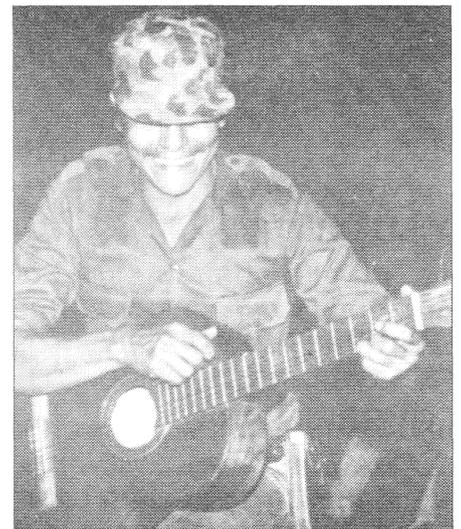
Dans le cadre du « contrôle municipal », l'ELN « avance que ce doit être le peuple lui-même qui constitue la nouvelle autorité municipale », « que se sont les communautés elles-mêmes qui doivent prendre leurs propres décisions ». Dans le même temps, « dans le but de consolider le véritable pouvoir populaire qui se construit en temps de guerre, alors que l'ennemi est plus fort que nous », elle développe une « combinaison des luttes institutionnelles et non institutionnelles, dans le cadre d'une stratégie de guerre populaire ». La reprise par les forces révolutionnaires et les mouvements de masses des institutions de la démocratie bourgeoise, par exemple à travers la participation aux élections des maires et des conseillers, doit être combinée avec la construction de nouvelles institutions de démocratie populaire, parce que « le pouvoir populaire n'existe pas sans démocratie directe et sans autogestion des masses ».

Le socialisme à l'ordre du jour

Jusqu'à la fin de sa vie, Manuel Perez considéra que la question du pouvoir restait une question fondamentale pour toute révolution. Dans le cadre de la fameuse controverse

autour de la question posée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), il déclarait peu avant sa mort : « Nous sommes en partie d'accord avec les camarades zapatistes dans la mesure où nous parlons de construction du pouvoir populaire, sans attendre que la révolution ait triomphé, mais en stimulant l'organisation du peuple afin qu'il bâtisse son auto-gouvernement à travers différentes formes d'expression. Même en même temps, nous ne partageons pas [le point de vue des zapatistes] car, en tant que partie de l'avant-garde que nous constituons, nous aspirons à participer, aux côtés du peuple, à la prise du pouvoir. »

Jusqu'à la fin de sa vie, Manuel Perez a répondu à ceux qui affirment que « le socialisme n'est plus à l'ordre du jour en Amérique latine » : « Nous pensons qu'il est encore bien plus d'actualité qu'auparavant. Mais nous sommes conscients qu'il s'agira d'un socialisme propre à l'Amérique latine. Propre à notre identité et à notre compréhension du marxisme-léninisme en fonction des conditions particulières de notre réalité. Ceci nous montre que nous ne pouvons recopier les modèles de personne et que nous allons en outre être très attentifs à corriger les erreurs qui ont été commises lors de la construction du socialisme. Nous considérons que la démocratie est un aspect très important. Or le socialisme, par essence, défend la démocratie. Nous la portons donc en étendard. C'est pour cela que nous devons beaucoup travailler pour la démocratie directe pour le peuple lors de la participation à la construction du socialisme. »





Le quinzième camp de jeunes en solidarité avec la Quatrième Internationale a eu lieu au Danemark fin juillet. Le travail intensif fait par les camarades danois pour convaincre leurs camarades du Sud que les conditions au Danemark ne sont pas (tout à fait) pôlaires a été efficace.

Camp de jeunes révolutionnaires 1998

"réapproprions NOUS la liberté"

Près de cinq cents jeunes, venant de Moscou et des Iles Canaries, de Pologne et du Portugal, et de tous les pays européens plus proches, se sont retrouvés dans le Jutland pour une semaine de politique et de fête. Après quelques années de travail dans International Workers Aid les participants étaient particulièrement contents d'accueillir une délégation de Bosnie. ■

Sur le thème "réapproprions nous la liberté", les différents forums et commissions ont examiné comment les libertés des jeunes, des femmes, des lesbiennes et des gays, des immigrés et des peuples du Tiers monde sont bafoués au nom des "libertés" du monde capitaliste : du marché libre, du libre commerce, des libertés individuelles opposées aux droits collectifs...

Cette année la commission permanente sur les luttes étudiantes a pu arriver au camp avec une brochure sur le système éducatif dans les différents pays avec contributions de la Suisse, de l'Italie, du Portugal, de la France et de la Belgique (1). ■

Pour marquer le soixantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale, le camp a invité Charlie van Gelderen, qui fut l'un des vingt-deux délégués au congrès de fondation en 1938. A l'accueil chaleureux qui lui était réservé, il a répondu par ces mots : « *Votre enthousiasme fait briller la flamme allumée lors de la conférence de fondation, il y a 60 ans lorsque, comme beaucoup d'entre vous aujourd'hui, j'avais vingt ans... Ne soyez pas découragés par les défaites et les reculs. Ne le soyez pas parce que nous sommes toujours peu nombreux... Le futur vous appartient. Restez fidèles à votre esprit révolutionnaire. Vous devez vaincre là où ma génération a failli.* » ■



Charlie van Gelderen à la tribune (D.R.)



L'espace femmes permet des débats non-mixtes (D.R.)

moment indispensable de débats et d'échanges tant au niveau national qu'international, où elles ne sont pas sous la pression de l'activité quotidienne. Les délégations se retrouveront l'année prochaine, sous un ciel plus ensoleillé ! ■

A ce même meeting, Tatau Godinho, dirigeante du Parti des Travailleurs du Brésil, a parlé pour la génération qui a commencé sa vie politique dans le contexte de la radicalisation mondiale de la jeunesse qui a suivi 1968, traçant l'objectif de la construction d'un large mouvement révolutionnaire international. Andrea Peniche, du Portugal, a parlé pour les jeunes présents en réaffirmant leur engagement dans la lutte pour la transformation révolutionnaire, même dans les conditions difficiles d'aujourd'hui. ■

Depuis 15 ans le camp jeune est considéré par les délégations comme un

1. Pour obtenir une copie de cette brochure vous pouvez vous adresser à Inprecor.

